



Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris

**Master 2 Biodiversité, Écologie, Évolution**

Parcours Sociétés et Biodiversités

*Finalité Diversité Culturelle Diversité Biologique*

*Année universitaire 2024-2025*



## **Caisse d'alimentation de Lézignan-Corbières – Quand pouvoir d'agir rime avec participation dans un dispositif de démocratie alimentaire**

*Vers une fabrique socio-politique des communs alimentaires à travers l'éducation populaire*

Par Théo Grand



**SCIC Maison Paysanne de l'Aude**

**Sécurité Sociale de**  
de l'**Alimentation** **de**  
**Lézignan**

Stage encadré par Manon Laurine et Thomas Galland

*« Il n'y a pas de commun sans commoners, c'est-à-dire sans action collective. C'est au demeurant celle-ci qui est en général l'élément principal qui définit tout à la fois les droits noués autour du commun et son mode de gouvernance, et donc sa pérennité dans le temps.*

*Cela assigne un rôle aux autorités publiques, qui ne consiste pas à imposer d'en haut le changement mais plus modestement à rehausser la pratique sociale, à amplifier ce qu'elle a préparé. Le drame actuel réside dans le gouffre entre société civile et politiques publiques. »*

*« Les initiatives citoyennes se défient de la récupération politicienne, tout autant que les partis négligent les émanations de la société civile, ce qui paralyse la construction d'un rapport de force susceptible de contrecarrer la démesure du nouveau capitalisme. »*

(Laville 2019)

*« La plupart des chercheurs et chercheuses s'accordent pour dire que les principales causes fondamentales de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sont celles dont les racines se trouvent dans la structure de la société que sont les exclusions politiques, économiques et culturelles, les injustices sociales et les discriminations. Ce sont celles qui expliquent pourquoi les groupes les plus vulnérables de la société ne possèdent pas les titres ou les droits suffisants qui leur permettraient de vivre dans la dignité. »*

(Jonsson 1988 dans Golay 2024)

## Résumé

Ce stage de six mois s'inscrit dans l'analyse et l'accompagnement de la Caisse d'alimentation de Lézignan-Corbières, petite ville d'un territoire rural du sud de la France (Aude, 11). C'est un dispositif de démocratie alimentaire, une innovation sociale et politique qui vise le respect du droit à l'alimentation choisie, saine et durable pour toutes et tous ainsi qu'un revenu juste et équitable pour les paysan·nes. Mes missions se sont concentrées sur la phase d'élaboration et la mise en place du Parcours d'Apprentissage en Commun afin d'observer, co-animer et analyser en quoi ces processus démocratiques d'interconnaissances via l'éducation populaire permettent ou non les conditions d'émergence du pouvoir d'agir des participant·es, voire de l'émancipation politique pour certain·es. Dans une démarche de recherche-action où des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de 15 personnes en plus d'un questionnaire et de séances d'observation participante, les méthodes utilisées ont aidé à comprendre les motivations et les intérêts qu'une diversité de publics a de participer à de telles expérimentations de démocratie alimentaire. En effet, cela nécessite des analyses fines et situées relevant des cadres théoriques en anthropologie environnementale, sociologie pragmatique et de la participation afin de révéler comment ces processus démocratiques sont créés, par et pour qui, quels sont ses effets pour parvenir à une transformation sociale qui fait de l'alimentation et ses systèmes un commun au sein d'un projet de société résilient, juste et durable.

Mots-clés : démocratie alimentaire ; anthropologie environnementale ; sociologie pragmatique ; sociologie de la participation ; éducation populaire ; pouvoir d'agir ; émancipation politique.

## Abstract

This six-month internship involves analysing and supporting the “food citizen fund” in Lézignan-Corbières, a small town in a rural area of southern France (Aude). It is a socially and politically innovative food democracy scheme that aims to ensure respect for the right to food that is chosen, healthy and sustainable for everyone, as well as a fair and equitable income for farmers. My work focused on the development and implementation of the Common Learning Path, with a view to observing, co-facilitating and analysing the extent to which these democratic processes of inter-knowledge via popular education tools create the conditions for the emergence of people empowerment, even political emancipation for some participants. In an action-research approach, an ethnographic method was used to understand the motivations and interests that a diversity of publics have in getting involved in such experiments in food democracy. All the organisational and reflexive practices involved in these innovative schemes are recent developments in food democracy. This requires detailed, site-specific analyses based on theoretical frameworks such as environmental anthropology and pragmatic sociology as well as participation sociology, in order to determine how these democratic processes are created, by whom and for whom, and what effects they have in achieving a social transformation that makes food and its systems a common feature of a resilient, fair and sustainable social project.

Key words : Food democracy ; environmental anthropology ; pragmatic sociology ; participation sociology ; popular education ; empowerment ; political emancipation.

## Table des matières

Remerciements .....	1
Note d'intention.....	2
Listes des figures et tableaux .....	2
Acronymes utilisés .....	2
Introduction .....	3
Contexte général.....	4
L'indispensable agriculture .....	4
L'aide alimentaire, où l'institutionnalisation politique de l'injustice sociale face au droit à l'alimentation .....	7
De l'importance de la démocratie alimentaire, génératrice de justice sociale ?.....	9
Vers une socialisation de l'alimentation : la Sécurité Sociale de l'Alimentation.....	14
Définitions.....	17
Objectifs de recherche.....	19
Problématisation.....	20
Cadrages théoriques .....	21
Proposition 1 : Les facteurs d'intéressement, entre valeurs relationnelles et ancrage territorial.....	21
Proposition 2 : Les facteurs et processus de la mise en public .....	25
Proposition 3 : La démocratie participative populaire et locale comme mode privilégié d'organisation sociétale.....	28
Contexte local et méthodologie.....	31
Parcours d'apprentissage en commun à Lézignan-Corbières .....	31
Particularité du cas lézignanais : initiative portée par une SCIC dans le secteur agricole alternatif .....	36
Méthodes .....	37
Projet de recherche-action dans une Caisse d'alimentation, une approche qualitative aux attitudes variées .....	39
Résultats .....	43
La composition du collectif d'habitantes .....	43
Proposition 1 : Les facteurs d'intéressement, entre valeurs relationnelles et ancrage territorial.....	45
L'alimentation est au centre d'une bonne santé, il est logique de s'y intéresser.....	45
Des notions humaines de justice sociale marquant les valeurs relationnelles aux autres .....	47
La participation à la Caisse est une manière implicite de politiser son monde à travers les valeurs relationnelles au vivant, humain comme non-humain.....	50

L'aspect local permet une responsabilisation commune, chacun·e se sent concerné car ils et elles partagent des affects territoriaux .....	52
Proposition 2 : Les facteurs et processus de la mise en public .....	55
Sortir de l'entre-soi : un impondérable démocratique grâce à l'éducation populaire .....	56
Pas de communs sans communauté aux envies partagées : l'importance de la responsabilité dans la mise en public .....	62
La diversité permet des discours pragmatiques : l'importance de la réciprocité comme levier d'émancipation collective .....	67
Les limites de ces outils sont clairement identifiés mais sont jugés pourtant nécessaires	70
Proposition 3 : La démocratie participative populaire et locale comme mode privilégié d'organisation sociétale .....	72
Un tiers-espace comme dispositif communaliste .....	72
Pensée globale, agir local, où l'idéal prend une dimension concrète et matérielle .....	76
Une démarche participative populaire pour reprendre le pouvoir, loin de l'injonction à la participation des institutions .....	79
Préconisations pratiques .....	82
Discussion .....	83
Conclusion .....	93
Bibliographie .....	94
Annexes .....	1

## Remerciements

Tout d'abord, mes premiers remerciements vont à Maëlle, David et Mimi qui m'ont accueilli chez eux pendant la durée du stage et qui ont été des soutiens plus que précieux. Votre hospitalité et humanité m'ont beaucoup apporté, découvrant une nouvelle région, votre simplicité m'ont apaisé dans les périodes tourmentées de ces six derniers mois et ont su m'offrir un refuge chaleureux, une maison sous laquelle m'abriter. Je vous en serai toujours reconnaissant. J'en profite pour remercier toute la bande à Limoux, notamment Fanny et Josselin qui ont été des amis précieux, véritables soutiens pendant la rédaction de ce mémoire.

Également, je souhaite remercier tous mes ami·es du Master DCDB. Grâce à nos échanges très riches, vous m'avez aidé à murir des réflexions et un esprit critique qui m'apporte de la joie et de l'apaisement, merci encore.

Puis, je souhaite remercier Sébastien et David qui m'ont accompagné tout au long du stage en se rendant disponible à chaque fois que j'en ressentais le besoin. Leurs conseils et remarques sur un ton bienveillant et exigeant m'ont permis de me remettre en question aux bons moments et de me tirer vers le haut en toute circonstance. J'ai assurément beaucoup appris auprès d'eux tant en sciences sociales qu'humainement grâce à leurs expériences plus que bienvenues.

Ensuite, je remercie très chaleureusement toutes et tous les habitant·es du collectif qui m'ont ouvert les bras dès la première rencontre, ont su me faire une place lorsque j'étais hésitant. De plus, ce sont grâce à ces personnes que j'ai pu trouver l'espoir d'un monde meilleur, leur force, leur sincérité ainsi que leur authenticité sont les piliers du monde de demain. J'aimerais avoir la même détermination, gardez là messieurs dames, vous êtes plus qu'inspirant·es.

Ce sont tous les collègues de la Maison Paysanne de l'Aude avec qui j'ai pu échanger tout au long du stage que je souhaite remercier, notamment Mélissa pendant les périodes de craquage au bureau qui m'as toujours suivi dans les délires, Murielle et Mélanie avec une oreille toujours curieuse et pertinente, Alexandra pour les discussions profondes très utiles, Manu pour ta détermination et ton engagement qui m'inspire fortement et surtout Maëva pour tous ces sourires et ces moments de soutien même après avoir entendu un millier de fois « nan mais la solution à notre monde c'est la SSA ! ». Je remercie bien sûr très fort Olivier, Méline, Virginie, Margot, Marine, Maria, Éliissa, Chloé, Charlotte, Carole, Vincent, Noémie et même Nala !

Je tiens à remercier ma mère chez qui je puise la force et l'inspiration nécessaire pour affronter les méandres de notre société et qui me poussent à me surpasser au quotidien pour fabriquer le monde dans lequel je souhaite vivre, dont ce mémoire est une brique.

Et les meilleures pour la fin, mes derniers et très sincères remerciements vont bien sûr à Manon et Thomas, le duo de choc qui ne plie devant rien. J'admire particulièrement votre abnégation dans ce que vous faites, couplé à une gentillesse sans limite. Vous m'avez accordé votre confiance et c'est un sentiment extrêmement fort, je n'aurais pas assez de mot pour vous en remercier, c'est vraiment très précieux, vous m'avez permis d'être la personne que je souhaitais être, sans jugement. Vous êtes des humains hors du commun, merci d'être vous.

## Note d'intention

- Ce rapport est rédigé en écriture inclusive, dans un souci de cohérence vis-à-vis d'engagements personnels précédant à sa rédaction. Pour faciliter la lecture, un seul point médian sera utilisé pour féminiser les termes, même quand certains sont au pluriel (exemple : “les intéressé·es”). Lorsque l'écriture inclusive demande une locution anormale du mot, nous avons choisi d'écrire en toutes lettres les deux versions, au masculin et au féminin (exemple : les “locaux et locales” plutôt que les “locaux·les”). Finalement, pour la même raison, nous avons favorisé autant que possible l'écriture épiciène (exemple : « ceux et celles » plutôt que « ceux » et « ils ou elles » plutôt que « iels »).
- Ce rapport parle de la combinaison entre justice sociale et démocratie alimentaire au sein d'initiatives locales de la société civile, notamment des consommateur·ices et habitant·es de territoires. Il sera mentionné le terme « habitant·e » ou « participant·e » non pas pour faire référence uniquement aux personnes qui disposent d'un toit ou qui participent effectivement mais pour désigner l'entière des êtres humains prenant ou pouvant prendre part à ces initiatives, par contradiction avec le terme « citoyen·ne ». En effet, la notion même de citoyenneté est contestable car elle exclue de fait les habitant·es d'un territoire d'origine étrangère, faisant pourtant partie de la cohésion sociale et locale d'un territoire ayant engagé une transformation de la gouvernance locale quant à son système agri-alimentaire.

## Listes des figures et tableaux

Figure 1. Logo des structures membres du comité de pilotage de la Caisse d'alimentation de Lézignan-Corbières.

Figure 2. La gouvernance du projet de Caisse d'alimentation de Lézignan-Corbières.

Figure 3. Aperçu bref des réponses au questionnaire d'entrée afin d'appréhender la diversité des participant·es officiellement retenu·es pour la phase du PAC, constituant ainsi le collectif d'habitant·es (n=31).

Tableau 1. Objectifs de recherche du questionnaire administré au début du PAC aux participant·es de la Caisse de l'alimentation de Lézignan (n = 23).

Tableau 2. Typologies des participant·es au collectif d'habitant·es et leurs comportements associés.

## Acronymes utilisés

PAC : Parcours d'Apprentissage en Commun

CFN : Civic Food Networks

SAA : Systèmes agri-alimentaires

SSA : Sécurité Sociale de l'alimentation

MP11 : Maison Paysanne de l'Aude

COPIL : Comité de Pilotage du projet

## Introduction

Ce mémoire comprend quatre parties principales. Tout d'abord sera exposé le contexte général des sujets abordés. Le long d'un cheminement théorique partant des constats d'une indispensable agriculture puis de ceux des conséquences du système agri-alimentaire dominant et de la réponse sociétale officielle basée sur le don, nous explorerons les défaillances que posent ces systèmes ainsi que les moyens d'action possibles incarnées par les initiatives citoyennes de démocratie alimentaire comme des solutions alternatives pour pallier aux injustices sociales, économiques et environnementales liées à l'alimentation et au modèle agricole dominant. Nous resserons ensuite l'observation sur les dispositifs de Caisses d'alimentation s'inspirant de la Sécurité sociale de l'alimentation.

Ce présent stage, utilisant une démarche ethnographique auprès des participant·es d'une de ces initiatives de démocratie alimentaire dans un territoire semi-rural pendant six mois, vise à analyser et rendre compte des processus relationnels et démocratiques lors d'un Parcours d'Apprentissage en Commun (PAC) pour identifier les freins à la participation des publics ainsi que les leviers d'autonomisation et d'émancipation politique des participant·es, ou du moins ce qui leur permet de s'intéresser suffisamment pour gagner du pouvoir d'agir et de décision sur ce qui « compte vraiment » et « ce qui fait sens ».

Ensuite, les apports politiques et critiques de la sociologie pragmatique, l'anthropologie et l'éthique environnementale et la sociologie de la participation serviront de cadrage théorique pour situer les enjeux des objets étudiés lors de ce stage, à savoir les domaines des attachements vécus, de la participation, de l'innovation sociale, de l'alimentation et de la démocratie.

Puis, sera présenté le contexte local et particulier de l'expérimentation d'une Caisse d'alimentation dans l'Aude, notamment le PAC qui est le cas d'étude du présent stage où les problématiques soulevées et la méthodologie employée pour y répondre seront étayées.

Les résultats des différentes modes d'analyses seront exposés en tentant de répondre aux propositions formulées puis ils seront discutés en élargissant sur de nouvelles pistes théoriques et pratiques.

Il semble primordial d'intégrer dès l'introduction l'intérêt et l'impact de la démarche de recherche-action du stage pour plusieurs raisons : l'innovation sociale ne s'analyse pas comme un autre objet d'étude, les participant·es ne sont pas des objets d'études, la

participation et l'émancipation politique sont des processus continus hautement sensibles qui ne rentrent pas dans des cases analytiques classiques mais qui se construit avec et par les premier·es intéressé·es.

## Contexte général

### L'indispensable agriculture

De plus en plus d'urbains parlent de « vivre à la campagne », c'est l'argument n°1 d'une bonne vie pour beaucoup de personnes. Or, sans agriculture, sans paysages, une campagne reste-t-elle une campagne ? Le monde rural est le lieu privilégié où la terre parle de l'humain et l'humain de la terre, le lieu qui nous rattache à « ce qui est important », à ce pourquoi nous respirons, et nous rappelle la sensibilité qui nous caractérise et nous constitue, le lieu où nous pouvons capter le reste du monde vivant. Or, une campagne remplit-elle cette fonction si l'agriculture paysanne disparaît ? L'agriculture industrielle, celle ayant progressé au lendemain de la seconde guerre mondiale grâce à un fort volontarisme politique et économique, n'est plus adapté aux transitions sociales et écologiques actuelles. Elle semble compromettre notre lien au vivant en faisant une utilisation massive de la mécanisation et des outils numériques et artificiels, nous éloignant ainsi de ce que cette agriculture produit, c'est-à-dire nos moyens de subsistance. Cette agriculture conventionnelle, perdant ces liens et ne répondant principalement qu'à une logique de marché pour survivre dans une société mondialisée capitaliste au système néolibéral, ne se soucie plus en premier plan de la qualité de ce que nous ingérons et par extension de la qualité de nos paysages, de nos bien communs.

La politique du remembrement avec l'industrialisation post-seconde guerre mondiale a eu pour effet la fermeture des fermes et des petites industries locales, supprimant plus d'emplois qu'elles n'en créaient (Léraud 2024). Ces signes socio-économiques représentent le symbole d'une perte rapide de l'autonomie des sociétés rurales, une perte notable de souveraineté, de sa capacité à reproduire ses paysages, ses forces de travail, ses capitaux. Cette autonomie souhaitable est loin d'une autarcie, qui n'a d'ailleurs jamais existé dans l'histoire des sociétés paysannes des espaces ruraux. Cette autonomie n'exclut pas non plus les échanges commerciaux avec d'autres territoires, loin de penser qu'il existe une parfaite égalité de ressources entre tous ceux qui composent une nation, un vaste espace. La monoculture, par exemple, rend extrêmement dépendante toute une population rurale à un marché qui fluctue sur lequel elle n'a quasiment aucun contrôle, surtout dans un contexte mondialisé d'accords

de libre-échange, et qui peut remettre en question leurs conditions de survie et de perspective de « bonne vie » sociale et économique.

Aujourd'hui, les sources d'approvisionnement actuelles que sont les supermarchés et chaînes de distribution sont saturés par les produits issus de l'agro-industrie mondialisée, ne laissant qu'une toute petite place aux produits locaux et encore plus petite aux produits locaux et bio jugés plus sains pour la santé des humains et des écosystèmes (Coderey et Nietlispach 2024). Cependant, des expériences alternatives laissent à penser qu'il y aurait une chance à saisir du côté d'une agriculture paysanne de proximité pour répondre au principe de la souveraineté alimentaire, produisant en priorité pour les marchés locaux. La souveraineté alimentaire désigne le droit des populations et de leurs représentants·es à définir leur politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis de pays tiers. Elle inclue, entre autres<sup>1</sup>, la priorité donnée à la production locale, l'accès aux paysan·nes à la terre, aux semences locales, à l'eau et également la participation des populations dans le choix de cette politique. Cela nécessite pour ses consommateur·ices non producteur·ices de consommer local et de s'adapter à la production locale, et donc de s'intéresser aux types de productions, donc de reprendre le pouvoir de décision sur l'offre proposée, en d'autres termes, sur le conventionnement des filières et produits.

Ainsi, il existe des initiatives qui tentent d'organiser de façon associative la production ou la distribution de produits fermiers de qualité. Il convient, pour faire tenir ce modèle, de favoriser l'installation agricole paysanne comme le fait le réseau FADEAR. Cela nécessite de s'intéresser au foncier, non seulement dans des structures d'exploitation agricole classiques mais aussi plus petites structures foncières compatibles avec une activité rurale polyvalente respectueuse des enjeux écologiques, à l'instar de la foncière coopérative Terre de Liens.

Dans des zones en marge de l'évolution techno-économique globalisée, les populations rurales pourraient ne pas se tenir en plus mauvaise posture par rapport à celles et ceux qui essaient de maintenir le système actuel. Nous sommes faces à un choix : céder au cynisme du désespoir en s'enfonçant vers une crise sociale inégalitaire du fait de l'indifférence et de l'individualisme ou, au contraire, renouveler notre attention sur ce qui compte vraiment en tant qu'habitant·e d'un territoire et paysage, forcer et réécrire nos imaginaires collectifs et affirmer notre solidarité pour un monde plus juste et plus sain. Voilà le choix que pose le droit à l'alimentation, au cœur du sujet du présent stage. Il est ici fait le constat que l'agriculture est

---

<sup>1</sup> D'après les travaux du mouvement paysan international Via Campesina : <https://viacampesina.org/fr/la-souveraineteliementaire/>

au centre de nos civilisations et qu'un changement politique agricole majeur est nécessaire pour répondre aux enjeux d'injustices sociales soulevées par le système agri-alimentaire.

Au sein de la crise climatique, l'agriculture représente quasiment un tiers des GES à l'échelle mondiale (Friedlingstein et al. 2022; Hayek et al. 2021), le modèle productiviste ayant largement recours aux énergies fossiles, l'élevage nécessitant beaucoup d'eau et de cultures, donc de produits phytosanitaires et de synthèse, aggravant la déforestation et relâchant par ailleurs du méthane, le deuxième GES en volume, représente à lui seul 14.5% des GES d'après la FAO (Gerber et al. 2013). De plus, avec la mondialisation et les politiques générales de libre-échange censés faciliter la nutrition du monde, la logique capitaliste néolibérale vise la réduction des coûts, entraînant une baisse de la qualité des produits alimentaires de plus en plus « bon marché » (Patel et Moore 2018). Le modèle agricole dominant, en plus d'être écologiquement destructeur, met ses producteur·ices en situation de précarité et vulnérabilité économique et sanitaire ainsi que ses consommateur·ices les moins aisé·es qui n'ont pas d'autres choix que de s'approvisionner qu'en produits importés et/ou de mauvaise qualité. Prisonnières du fonctionnement de ce système agro-alimentaire mauvais pour la santé humaine, non-humaine et pour la planète, les personnes les moins fortuné·es font donc face à l'injustice d'une alimentation subie qui ne convient pas, tant pour des barrières économiques que géographiques, l'accès à une alimentation éthique étant un privilège des consommateur·ices plus aisées (Aldanondo-Ochoa et Almansa-Sáez 2009; Barnett et al. 2005; De Pelsmacker, Driesen, et Rayp 2005), au capital socio-culturel plus élevé (Guthman 2008; Hinrichs 2000; Johnston 2008; Scherer 2018).

Ces constats d'injustice sociale et environnementale liée à l'alimentation sont illustrés par des chiffres d'un rapport collectif (Drique et al. 2024) aussi alarmants qu'ils justifient une intervention collective et déterminée :

- 8 millions de français·es sont en insécurité alimentaire (entre 2 et 4 millions qui se nourrissent grâce à l'aide alimentaire) soit 11.7% de la population nationale.
- +160% de diabétiques en 20 ans et accroissement des maladies cardio-vasculaires due à la malnutrition. Il y a donc des recours accrus aux services publics de santé par les populations défavorisées du fait de leur plus grande vulnérabilité aux produits de mauvaise qualité issue de l'industrie agro-alimentaire mondialisée. Ces inégalités alimentaires renforcent donc les réticences et discriminations portées par les populations aisées élitistes et méritocrates envers aux populations plus pauvres jugées

« assistées ». Ceci décrédibilise le projet sociétal de sécurité sociale et du service public, générant ainsi de l'animosité sociale, de l'individualisme, du rejet et de la haine, entraînant encore plus de fracture sociale et de discriminations. De plus, ces discriminations sont systémiques, en effet les inégalités alimentaires étant plus fortement vécues par des personnes aux appartenances ethnoculturelles racisées, elles renforcent également les sentiments discriminatoires et racistes des populations blanches (Toubon 2018).

- 18% des agriculteur·ices vivent sous le seuil de pauvreté en France tandis qu'ils et elles assurent les besoins de subsistance de leurs concitoyen·nes et plus encore.
- Perte de 57% des oiseaux des champs entre 1980 et 2016 causée par le modèle agricole dominant.

## L'aide alimentaire, où l'institutionnalisation politique de l'injustice sociale face au droit à l'alimentation

Le modèle de l'aide alimentaire n'est pas universel, il ne s'adresse qu'aux pauvres, ce qui revient à perpétuer leur stigmatisation et le discours antisocial de l'assistanat. Notre histoire sociale et politique, depuis 1789, montre en effet que les politiques universelles sont à même de créer et de stabiliser les droits de manière durable car elles incluent toute la société pour un programme social uni.

Ce modèle n'est pas non plus autonome, l'aide alimentaire est dépendante de la redistribution étatique, des « dons » de l'agro-industrie et du bénévolat. Il est donc assujéti aux politiques publiques potentiellement hostiles à la solidarité et au programme social. Surtout il ne permet pas aux bénéficiaires d'avoir un pouvoir d'agir et de décision sur leur alimentation et sur l'agriculture à valoriser. Le don ne garantit pas le droit à l'alimentation en adéquation avec ses besoins.

Bien que les programmes d'aide alimentaire soient aujourd'hui nécessaires, ils ne permettent pas de questionner les enjeux et le système agro-industriel. En faisant appel à la seule charité des donateurs, ces programmes ne permettent pas de redonner une dignité sociale aux bénéficiaires et pérennise l'agro-industrie en en devenant la filière intégrée ainsi que les injustices sociales face à l'alimentation (Chiffolleau et al. 2022; Le Velly et Paturel 2013; Rymarsky et Thirion 1997).

Les denrées proposées dans le système d'aide alimentaire sont principalement de mauvaise qualité nutritionnelle, sanitaire (50% des denrées apportées à l'aide alimentaires sont périmées selon un rapport de la région Auvergne Rhone-Alpes<sup>2</sup>) et organoleptique, rarement qualifiés de durables (ex : bio, local, circuit-court) et ne répondant pas toujours à la diversité des choix culturels et dont globalement le choix reste limité.

Finalement, le système d'aide alimentaire engendre un rapport d'inégalité sociale avec une alimentation à deux vitesses : une pour les pauvres qui subissent leur alimentation et une pour les autres qui peuvent la choisir. Toutes ces limites de l'aide alimentaire peuvent alors provoquer une perte de dignité, renforcer la stigmatisation et le dénigrement des classes supérieures à l'égard de personnes plus défavorisées et susciter un sentiment de disqualification sociale (Bonzi 2023). Ceci contribue à un accroissement de la division sociale et économique, une perte de sens de l'intérêt général et des solidarités et donc d'un projet de société universel commun, remettant en question la citoyenneté.

Le choix de l'alimentation bénéficie aux populations à plus fort capital économique et culturel, laissant de côté les populations plus défavorisées en situation de précarité alimentaire. Ces dernières se sentent donc moins légitimes à prétendre à décider de leur alimentation (Caillavet et al. 2021:18) et font face à des injonctions de la société, à l'image des campagnes de sensibilisation des cinq fruits et légumes par jour, de manger moins gras, moins salé, moins sucré, afin de les responsabiliser à l'échelle individuelle de mieux manger et faire attention à leur consommation. En outre, les personnes en situation de précarité alimentaire sont dépossédés de leur auto-détermination quant à leurs moyens de subsistance.

Les premières banques alimentaires puis les premières actions des Restos du Cœur en 1984 et 1985 respectivement, de base pensées pour palier à une urgence face à la précarité alimentaire, se sont institutionnalisées par les lois Coluche (1989) puis Garot (2016). En plus de ne pas répondre à l'éradication de la pauvreté et de ne pas traiter le problème en remettant en question les modèles de production et de systèmes alimentaires, l'institutionnalisation de l'urgence comme seule réponse politique aggrave la situation des organismes d'aide alimentaire qui sont dépassés et délivrent de plus en plus de repas chaque année avec plus de 8 millions de tonnes en 2020 (INSEE 2021). Cette situation de précarisation alimentaire grandissante au sein de la population est aujourd'hui le symptôme d'une incapacité politique à prendre des décisions pour répondre aux enjeux sociaux d'alimentation et aux dégâts sur

---

<sup>2 2</sup> Podcast Les Grands Entretiens, Reporterre, Boris Tavernier, 18/02/2025.

l'environnement (Bourg et Whiteside 2010). Bénéficiant de crédits d'impôts sur la surproduction de produits ultra-transformés en donnant aux organismes d'aide alimentaire, les industriels valorisent les déchets du système agro-alimentaire dominant basé sur une logique capitaliste néolibérale productiviste et d'échanges mondialisés en voyant toujours plus de personnes pauvres nécessitant ce moyen d'alimentation d'urgence. De plus, il existe une violence symbolique à associer lutte contre la précarité et lutte contre le gaspillage alimentaire. Les acteur·ices de la grande distribution et de l'industrie agro-alimentaire n'ont donc aucune raison de réduire cette surproduction et sont, au contraire, encouragés à poursuivre ce modèle extractiviste imposé aux agriculteur·ices d'un côté et aux personnes en situation de précarité alimentaire de l'autre. En d'autres termes plus crus, les politiques publiques actuelles en matière de droit à l'alimentation font des personnes en situation de précarité alimentaire les « méthaniseurs »<sup>3</sup>, les laisser pour compte de la chaîne productiviste agro-industrielle et alimentaire nationale sans remettre en cause l'origine de cette précarité.

Comment sortir alors d'une approche caritative dans nos réponses à la précarité alimentaire, quand les revenus sont insuffisants pour se nourrir tout au long du mois ? Comment sortir d'une approche morale qui nous incite à adopter des modes alimentaires respectueux de notre santé et du vivant inaccessibles pour les plus pauvres d'entre nous et avec une offre grandissante de produits de mauvaise qualité via le hard discount et l'aide alimentaire ? Car ces approches font peser une seule réponse (et responsabilité) individuelle à un problème qui est collectif, sur des personnes qui ont, de fait, le moins de marge de manœuvre dans leurs choix.

De l'urgence, il est donc nécessaire d'aller vers des actions de long terme pour un accès à une alimentation saine et durable pour toutes et tous en l'articulant à une réponse sociétale plus systémique.

## De l'importance de la démocratie alimentaire, génératrice de justice sociale ?

Face aux limites planétaires et aux augmentations des inégalités sociales et environnementales, le secteur alimentaire ne permet pas de remplir le droit humain à l'accès à une alimentation saine et choisie pour toutes et tous tandis que les quantités produites par le système agricole dépassent largement les besoins de la population mondiale actuelle (FAO 2025). Les conditions de travail de l'agriculture intensive, mécanisée et productiviste actuelle

---

<sup>3</sup> Podcast Les Grands Entretiens, Reporterre, Boris Tavernier, 18/02/2025.

représente un des premiers facteurs de dégradation de l'environnement, ayant des conséquences non seulement écologiques mais bien sociales, économiques et politiques. Pour ces raisons que nous avons survolé en première partie et qui sont davantage détaillées dans un ouvrage complet (Bricas, Conaré, et Walser 2021) le système agri-alimentaire dominant nécessite une profonde transformation pour garantir le droit humain fondamental de l'alimentation et préserver les conditions d'existence et de subsistance des populations humaines. Les voies alternatives au système dominant sont plurielles et existent depuis déjà de nombreuses décennies (Drique et al. 2024; Les Greniers D'abondance 2022), pourtant, aucune transformation majeure n'a vu le jour pour bousculer l'état du système actuel à des échelles régionales, nationales et internationales.

L'alimentation étant une préoccupation humaine, elle est un enjeu de projet de société car elle mobilise tout un système de production, de transformation, de distribution, de consommation et donc un système d'organisation sociale, ce qui renvoie à la façon de vivre ensemble, de faire communauté, donc de faire commun. En d'autres termes, l'alimentation est un enjeu démocratique où la participation serait vu comme une émancipation aux systèmes imposés, suivant des circuits longs et mondialisés, délétères pour la planète et la santé.

Le concept émergent à la fin des années 1990 de « démocratie alimentaire » semble correspondre à une démarche particulière lorsqu'il s'agit d'alimentation pour faire advenir ces changements transformateurs, ne se préoccupant pas uniquement de la partie biologique, scientifique et « technique » pour tenter de convaincre de s'écarter du modèle dominant mais en remettant le politique au centre des préoccupations pragmatiques des populations quant à leur environnement, au sens large. Les garanties de la « durabilité » basée scientifiquement sont en effet partis des principales institutions de recherche agronomique, donnant seulement aux décideur·euses politiques dans une perspective de concentration du pouvoir, le privilège de modifier et codifier l'agriculture pour tout le monde (Hassanein 1999), écartant de fait les populations civiles et paysannes pourtant premières concernées par l'agriculture et ses produits. Bien sûr que les scientifiques ont et doivent avoir une légitimité à contribuer aux changements transformateurs des systèmes agricoles et alimentaires, mais comme ces derniers engagent des valeurs humaines, les bureaucrates s'appuyant uniquement sur des « expert·es » ne peuvent pas prendre toutes les décisions, comme aucune autre autorité dominante et souveraine. Comme ces changements engagent des valeurs à choisir et à partager au sein de la société, il convient donc de se poser cette question aux personnes concernées par l'agriculture et l'alimentation, c'est-à-dire tous les êtres humains. Prugh, Costanza et Daly (2000)

suggèrent, quant à la réponse à cette question de durabilité qui se pose à une population donnée pour définir l'orientation de ces politiques publiques, que « *parce que le conflit est à propos des valeurs, la durabilité doit être socialement et politiquement définie* », marquant ainsi le fait que la transformation des systèmes agricoles et alimentaires ayant des retombées écologiques, sociales, économiques et politiques et provenant de causes humaines (avec l'industrialisation et la mondialisation des échanges), nous sommes tous·tes responsables et aucune solution ne peut être définie à l'avance par un groupe unique de personnes pour l'ensemble des populations concernées. C'est-à-dire que les scientifiques sont les plus compétent·es pour affirmer certaines choses en termes de constats et de conséquences physiques (comme le réchauffement climatique) mais les solutions politiques sont à construire collectivement avec une connaissance de cause commune apportée par la science. La démocratie alimentaire est une méthode permettant de faire des choix lorsque les valeurs et les intérêts sont en jeu et que les conséquences des décisions sont incertaines (Hassanein 2003). Il convient donc de se demander comment s'opère cette méthode sur le terrain, expérimentalement, comment les participant·es s'en saisissent, quels réseaux ils et elles mobilisent, quels effets cette méthode a-t-elle sur elles et eux et sur l'objet de leur participation.

Voilà pourquoi dans ce présent stage, la méthode ethnographique aura aussi pour rôle de sonder les valeurs des participant·es et d'analyser leurs impacts sur les processus démocratiques en jeu.

Le concept de démocratie alimentaire offre de nombreuses opportunités, en politisant la question de l'alimentation (Hassanein 2003) où chaque parcelle de jardin devient « *une petite partie de territoire libre dans la lutte pour une société plus juste et plus durable* » (Henderson 1998). En revendiquant une alimentation de qualité dite « durable », c'est-à-dire qui permet aux générations futures de garantir leurs besoins de subsistance de la même façon ou d'une meilleure façon que les générations actuelles, diverses initiatives citoyennes émergent en matière de démocratie alimentaire et reflètent des revendications politiques. D'un côté par le haut, dans le cadre des dispositifs territoriaux de concertation autour de l'alimentation, tels que les Projets Alimentaires Territoriaux promus par la Loi d'Avenir en France depuis 2014. De l'autre côté par le bas, visant à co-construire une autre façon de produire et de consommer comme les AMAP, les tiers-lieux alimentaires et les épiceries sociales et associatives qui tentent de favoriser l'accès à une alimentation saine et locale par les circuits courts, vecteurs de reconnexion territoriale (Lamine et Chiffolleau 2016). Dans cette deuxième approche par le

bas, la participation et la cohésion sociale est intrinsèquement reliée à l'effectivité des initiatives concernées (Paturel et Chiffoleau 2014), l'on peut alors parler de démocratie alimentaire « participative ».

Seulement, est-ce que toutes les initiatives de démocratie alimentaires se valent, permettent-elles toutes les mêmes prise de conscience et d'émancipation ? Ont-elles toutes les mêmes impacts sur les injustices sociales et environnementales ?

Les *civic food networks* (CFN) (Renting, Schermer, et Rossi 2012) sont de ces initiatives où des populations locales s'organisent de différentes façons pour promouvoir des alternatives au système dominant. Ce sont des premières solutions qui prennent en compte la dimension systémique de l'alimentation comme une préoccupation sociale au cœur de notre quotidien qui renvoie à notre façon de vivre ensemble. Elles politisent l'alimentation comme un enjeu démocratique où la participation serait vue comme une émancipation aux systèmes imposés. En effet, la démocratie alimentaire participative prend en considération la capacité des personnes à s'organiser pour construire de nouveaux systèmes agri-alimentaires locaux résilients, (Lejeune et Hess 2020) c'est-à-dire avec une capacité à s'adapter aux perturbations et à revenir à un régime de routine face à un environnement changeant marqué par les perturbations de nature et d'intensité variables, dans une approche du bas vers le haut, à l'inverse du système dominant mondialisé actuel qui s'organise du haut vers le bas où le pouvoir est concentré dans les mains de quelques entreprises privées et de gouvernements étatiques ou continentaux. En d'autres termes, la démocratie alimentaire consiste à rendre aux populations civiles le pouvoir de déterminer les politiques et pratiques publiques en matière agricole et alimentaire aux échelles qui leur correspondrait le mieux.

En outre, renforcer le lien entre agriculture et alimentation est l'une des premières préoccupations de ces CFN et portées par une diversité d'acteur·ices souvent issues de la société civile qui, malgré l'intérêt montré par les politiques nationales à les développer, se retrouvent en résistance par rapport au système agri-alimentaire prédominant (Lamine et Chiffoleau 2016), s'opposant au *food regime* capitaliste d'après-guerre cherchant à éloigner les producteur·ices et les consommateur·ices (Lamine, Bui, et Ollivier 2015)

Cependant, ces CFN peinent à s'insérer comme une économie concrète dans les territoires (Chiffoleau et al. 2023) pour faire front au modèle agricole et économique dominant pour plusieurs raisons économiques, géographiques et socio-culturelles. En effet, les modèles de financement varient énormément entre les initiatives où il peut être valorisé le temps bénévole

pour réduire les coûts de productions et de transactions, où la dimension éthique de l'exploitation du travail gratuit est à prendre en compte (Simonet 2018), le recours aux subventions publiques ou privées posant le soucis de l'indépendance, la distinction de revenus lors des systèmes de financement par mutualisation avec l'application d'une triple tarification, créant également une dépendance aux plus aisés et une stigmatisation de la précarité en l'objectifiant ou alors sur le don, posant la question de la durabilité de l'initiative.

A cela s'ajoute la difficulté pour les habitant·es de se sentir concerné·es par la complexité de ces systèmes agri-alimentaires, surtout pour les plus précaires (Scherer 2018) et donc de s'engager à tisser des liens formels en milieux associatifs ou institutionnels ou plus informels en mobilisant le réseau du bassin de vie. L'entre-soi sensibilisé et « écolo » ne permettant pas de briser ce plafond de verre des initiatives, la chercheuse Hassanein (2003) renseigne les freins au changement des systèmes agri-alimentaires par ces voies alternatives qui se préoccupe de la « durabilité » de ces systèmes. Ils se confrontent à des barrières socio-culturelles et de classe sociale où seule une partie de la population disposant d'un capital économique et culturel supérieur a le temps, l'énergie et les ressources nécessaires pour se préoccuper de cela et dispose ainsi d'un accès privilégié sur le plan géographique, économique à ces initiatives. En effet, les « répertoires culturels » (Johnston, Rodney, et Szabo 2012), c'est-à-dire l'ensemble du bagage socio-culturel et de son incarnation dans les comportements d'achat et de consommation, vis-à-vis de l'alimentation sont socialement construits et ne permettent pas la même vision et le même engagement vis-à-vis de la transformation des systèmes agri-alimentaires vers quelque chose de plus désirable. La mixité sociale pourtant revendiquée est donc difficilement atteinte, l'homogénéité socio-culturelle représente alors un frein à ces initiatives en termes de solidarité et de justice sociale.

Cela pose évidemment la question de quelle démocratie pour répondre à ces inégalités alimentaires qui grandissent. Par rapport à toutes ces initiatives alternatives, le rapport Terra Nova (Caillavet et al. 2021) stipule qu'une sécurité alimentaire durable n'existe que si toutes les personnes ont un accès qu'il soit économique, physique et social à une alimentation répondant aux besoins, saine et durable de manière pérenne. Une piste évoquée semble apparaître lorsque participation et mixité sociale sont rassemblées pour développer le pouvoir d'agir des personnes<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Comme au centre communautaire d'alimentation « Le Dépôt » à Montréal au Canada qui empoigne l'action sociale pour initier des changements politiques (Galipaud 2020).

Se dessinent donc des enjeux d'accessibilité et de participation afin d'articuler efficacement les questions de justice et de démocratie alimentaires, ce qui a des effets sur la politisation des enjeux alimentaires. En prenant compte des enjeux sociaux, politiques, économiques et environnementaux et des constats dressés quant aux SAA actuels, comment donc changer la donne de façon performative<sup>5</sup> vers un système qui soit plus démocratique et égalitaire pour un droit universel à l'alimentation, dépassant ainsi ce plafond de verre des alternatives ? Comment faire en sorte de garantir l'accès par tous les groupes sociaux, y compris les plus défavorisés, ceux peuplant les quartiers populaires ou en situation de précarité, aux aliments ainsi qu'aux discussions et décisions leur permettant de les choisir ? Comment embarquer davantage de personnes dans une plus grande diversité, dépasser les appartenances sociales cristallisées en recréant du lien et ne pas retomber dans les rapports de domination de classe, de genre et de race<sup>6</sup> par la démocratie alimentaire participative ?

## Vers une socialisation de l'alimentation : la Sécurité Sociale de l'Alimentation

Il existe une alternative à ces CFN qui prendrait en compte cette dimension sociétale et qui a déjà été mis à l'épreuve avec succès en France mais dans un autre secteur, la santé, pour garantir un accès équitable aux soins, autre droit humain fondamental (Da Silva 2023). En effet, la socialisation de la santé a déjà prouvé ses effets transformateurs pour une société plus juste. La socialisation prévoit de collectiviser une partie des moyens de production et des échanges dans le cadre du fonctionnement des systèmes alimentaires. Et si la socialisation de l'alimentation, à travers une démarche de démocratie alimentaire innovante, pourrait être une réponse constructive aux transformations que notre civilisation doit impulser aujourd'hui afin de lutter contre les inégalités sociales et contre les conséquences désastreuses du réchauffement climatique d'origine humaine<sup>7</sup> ?

Penser la socialisation de l'alimentation représente une forme de concrétisation du droit universel à l'alimentation. En outre, des expériences de socialisation de l'alimentation peuvent répondre à un enjeu de reconnexion entre les producteur·ices et les mangeur·euses.

---

<sup>5</sup> Qui a un effet significatif sur l'objet en question de façon concrète, en vue d'amélioration continue.

<sup>6</sup> Les races biologiques entre êtres humains n'existent pas. Nous employons le mot "race" et parlons de "personnes racisées" en référence à la construction sociale qui a accompagné la colonisation et l'esclavage qui perdure. Pour une argumentation détaillée sur l'usage du mot race, voir l'émission "[Race, le mot qui fâche](#)" sur Binge Audio.

<sup>7</sup> Peut être cité le long article du média Le Vent Se Lève écrit par Robin Gachignard-Véquaud (2024) : « *En se focalisant sur des enjeux concrets tels que les inégalités alimentaires ou la santé publique, on peut perdre de vue une finalité première de la SSA : celle de la transformation profonde des institutions et d'une réinvention de la citoyenneté par la démocratisation du processus de production, de distribution et de consommation de l'alimentation.* »

Celles-ci peuvent prendre forme selon des modes de coordination collective locales plébiscitant leur participation dans une perspective de vivre-ensemble, de socialisation pour « faire sens » au niveau local. Afin de faire advenir un projet social autour d'une démocratie alimentaire, il convient donc de se pencher et de rétablir une certaine équité sur les caractéristiques de la citoyenneté que sont l'accès, la participation et le pouvoir d'agir (Paturel 2021). A condition de dépasser les sources d'exclusion sociale et les problèmes d'iniquité mentionnés dans la partie précédente.

Dans une démarche de démocratie alimentaire, ce sont toutes les parties prenantes de ces systèmes alimentaires, à savoir les acteur·ices de la production, de la transformation, de la distribution mais surtout de la consommation qui devraient pouvoir décider ensemble et sur plusieurs échelles : d'abord locales puis régionales et nationales. Pour rétablir une certaine équité dans ces processus démocratiques et garantir le droit à l'alimentation, ce sont des nouvelles formes de solidarité universelle, systémique et locales qui voient le jour. En effet, depuis 2021-22, il existe en France de nouvelles initiatives représentées par des comités d'habitant·es qui s'organisent pour reprendre en main l'orientation des systèmes alimentaires au niveau de leurs bassins de vie autour d'une gouvernance participative et démocratique, incarnant de fait le principe de « démocratie directe ». Ces comités seraient à l'image de ceux des premières Caisses de sécurité sociale de la santé lancés en 1946 par le ministre du Travail de l'époque Ambroise Croizat pour qui il s'agissait de la réalisation d'un idéal de solidarité et de redistribution des richesses pour répondre aux besoins de toute la population du pays au lendemain d'une crise sanitaire, humaine, environnementale et politique.

*« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation. »*

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.

Les piliers généraux d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) sont la cotisation sociale à la hauteur des moyens pour recevoir à la hauteur des besoins à l'aide d'une carte vitale ou d'un autre moyen de redistribution ; le conventionnement démocratique par la société civile concernée des produits et/ou filières et/ou lieux de distribution et/ou investissements agricoles ; l'universalité des bénéficiaires, il ne s'agit pas d'un concept uniquement pour les plus précaires mais qui s'inscrit dans un projet de société plus large. En reprenant le droit à l'alimentation comme d'un droit humain fondamental, l'idée est de créer une septième branche au Régime général de droits sociaux pour l'alimentation dans une démarche de justice sociale au sein d'un projet de société démocratique.

Il existe un « réseau des dynamiques locales » qui s'est développé et met en lien une diversité de dispositifs de démocratie alimentaire montés de façon décentralisée et « spontanés » s'inspirant de la SSA. Une très grande partie de ces dispositifs ont pour ambition la création et la pérennisation d'une Caisse d'alimentation, selon les mêmes modalités que les Caisses locales de santé de notre système actuel de sécurité sociale. Il en existe de taille et de type différents qui disposent de modalités de fonctionnement différents. C'est cette diversité qui fait la force de ces dispositifs qui ont des problématiques territoriales géographiques, démographiques, politiques, économiques et socio-culturelles différentes (Levionnois 2025). Ainsi, chaque dispositif s'adapte à son public et son territoire et des solutions démocratiques situées et populaires peuvent alors émerger. C'est cela que le projet sociétal de la SSA construit petit à petit et n'est peut-être pas généralisable en l'état comme la sécurité sociale de la santé que l'on connaît aujourd'hui. En effet, l'enjeu des initiatives locales est d'élaborer de nouvelles formes de sécurité sociale en définissant collectivement et démocratiquement les besoins, réhabilitant la cotisation, permettant ainsi de dépasser les écueils de la sécurité sociale de la santé actuelle (peu démocratique, forte gestion de l'État, financement par l'impôt). La SSA est vouée à essaimer à la manière du mycélium des champignons (Lowenhaupt Tsing 2017) pour voir s'immiscer dans les moindres failles du modèle agro-industriel une solidarité alimentaire et populaire.

Il existe également un collectif national SSA qui, nourrit de la diversité des initiatives locales, porte un plaidoyer politique apaisant et construit par un ensemble d'acteur·ices syndicaux et syndicales, académiques, du secteur associatif, de l'agriculture, de l'économie sociale et solidaire et de la société civile. Ceci tendrait à favoriser une fabrique collective de « communs alimentaires » (Scherer 2022).

Il existe un réseau de dynamiques locales qui font partie du collectif national en ayant signé une charte posant un certain cadre mais qui disposent d'une large marge de manœuvre pour leurs modalités de fonctionnement. Il existe également un ensemble d'initiatives se revendiquant de la SSA qui sont complètement indépendantes du collectif national et peuvent disposer d'une liberté totale en termes d'organisation et de charte. Ces initiatives démocratiques font très souvent appel à des modalités d'éducation populaire pour favoriser la montée en compétences de façon équitable sur les enjeux que sous-tendent les systèmes agro-alimentaires à travers la co-crédation de connaissances, l'apport d'interventions extérieures et le partage de vécus ainsi que pour renforcer les perspectives critiques et les valeurs civiques, faisant ainsi des mangeur·euses de véritables « citoyen·nes alimentaires » (Hassanein 2003).

Ces dispositifs et ce réseau ouvrent la porte aux initiatives populaires, par le bas, afin de coller aux problématiques locales de chaque territoire et d'en assurer ses équilibres écologiques et socio-culturels. Ce présent stage a eu lieu dans l'une de ces initiatives dont le contexte local sera détaillé dans une partie ultérieure.

Ces dispositifs sont même décrits par les résultats des prospectives de l'ADEME<sup>8</sup> et du projet FAPO<sup>9</sup>, réalisé par des membres de la société civile (réseau InPACT et association Solagro) et de la recherche (CIRAD), soutenue par les pouvoirs publics nationaux et européens, comme des forces motrices de changement vers un horizon 2050 pour une transition générale des SAA vers l'agroécologie paysanne.

Avec la cohérence de futures politiques publiques couplée à l'agentivité de la société civile organisée localement, formant ainsi un système d'acteur·ices robuste et innovant, la gouvernance démocratique et participative proposée par l'idée de socialisation de l'alimentation via la SSA participe activement à la construction d'un avenir agri-alimentaire plus juste et durable pour toutes et tous, capable de répondre aux enjeux environnementaux et sociétaux actuels.

## Définitions

### *Public*

J'aimerais tout d'abord introduire la définition d'un terme qui sera souvent employé dans ce document afin de désigner l'ensemble des participant·es au dispositif de démocratie alimentaire étudié lors de ce stage. J'ai défini ce groupe comme « un public » au sens de John Dewey et dont la définition est reprise par Joëlle Zask (2008): *« Un public est l'ensemble des gens ayant un plein accès aux données concernant les affaires qui les concernent, formant des jugements communs quant à la conduite à tenir sur la base de ces données et jouissant de la possibilité de manifester ouvertement ses jugements. Un public est composé de publics au pluriel, et chaque public comprend des individus dont les rôles, les fonctions, le statut ou les places qu'ils occupent sont singuliers. Cette diversité est manifeste lors des premiers moments de l'apparition d'un public. »*.

---

<sup>8</sup> ADEME. (2024). Rapport Transitions 2050. Accessible ici : <https://www.ademe.fr/les-futurs-en-transition/les-scenarios/> . Consulté le 07/04/2025.

<sup>9</sup> Site du wiki du projet FAPO accessible ici : <https://inpact-occitanie.xyz/?Fapo> . Consulté le 07/04/2025.

### *Pouvoir d'agir*

L'une des clés de lecture du stage se trouvant dans la façon de faire démocratie, nécessitant d'avoir un pouvoir d'agir suffisant, il convient d'abord de se demander ce que signifie ce pouvoir d'agir, que désigne-t-il, dans quelle démarche politique s'inscrit-il ?

La participation, nouvelle injonction institutionnelle (Bachir 2018; Blatrix 2002; Carrel 2018) et à la fois enjeu démocratique majeur renvoie à la capacité des personnes de prendre part et de contribuer à la vie de la cité, à la vie en commun, à disposer d'un « pouvoir d'agir ».

L'autonomie désigne la capacité d'un individu ou d'un système à "se gérer", à se gouverner lui-même, selon ses propres règles et ses propres choix, elle doit être comprise comme l'une des composantes du processus d'émancipation. En effet, ce processus vise à se décentrer des constructions sociales façonnant notre place qui nous a été assignée par notre genre, notre sexe, notre situation sociale, notre origine ethnique... (Maurel 2010). Pour le sociologue Federico Tarragoni (2014), « *l'émancipation désigne un processus de libération politique, individuel et collectif, vis-à-vis d'un ensemble de tutelles, de normes ou d'assignations minorantes* ». L'émancipation articule une dimension individuelle et une dimension collective de transformation sociale, qui permet de construire de nouveaux cadres et de nouvelles structures, ne reproduisant pas les rapports classiques de domination. Différentes approches de l'intervention sociale s'inscrivent dans cette perspective émancipatrice, telles que le développement du pouvoir d'agir, la pédagogie sociale ou l'organisation communautaire, qui tentent de repenser les rapports sociaux et de domination pour une société plus juste et plus équitable. Ce pouvoir d'agir qui découle d'une participation à un projet commun consiste à créer et donner voix à celles et ceux qui sont « sans voix », c'est-à-dire à redonner à celui ou celle qui est victime d'inégalités toutes les capacités de se prendre en main, de modifier les conditions d'émergence de ces problèmes. L'entrée dans un engagement marque une manière positive de participer à la vie de quartier, positive tant dans une construction personnelle de soi que collective d'un groupe social (Ferrand-Bechmann 2004), marquant de fait une responsabilisation politique.

Ces quelques éléments ouvrent un espace de questionnement sur la dimension démocratique de l'intervention sociale et la manière dont elle peut être vectrice de justice sociale. Cette notion est fondée, selon la philosophe féministe et post-structuraliste Nancy Fraser (2004), sur deux dimensions complémentaires, la redistribution et la reconnaissance, associées à deux types d'injustice, l'injustice socio-économique (exploitation, marginalisation ou exclusion

économique) et l'injustice cognitive (domination culturelle par l'imposition de modèles sociaux et d'une hiérarchisation des savoirs).

## Objectifs de recherche

Ce mémoire s'interroge sur la façon que les gens ont de participer et de s'intéresser à ces nouveaux dispositifs de démocratie alimentaire, alors que les décisions sur l'orientation du système agri-alimentaire semblent principalement être prises au-delà des publics de consommateur·ices dans des sphères de pouvoir non ancrées dans la réalité du quotidien.

Ce stage vise donc dans un premier temps à s'intéresser à « ce qui est important » pour les participant·es de ces dispositifs, quelles sont leurs valeurs, ce à quoi ils et elles s'attachent, quelles sont leurs modalités « d'intéressement » selon la notion du sociologue de l'innovation Michel Callon (1986). En s'appuyant sur la théorie de l'acteur-réseau, adopter le modèle de l'intéressement (Akrich, Callon, et Latour 1988) c'est regarder comment l'innovation sociale et politique de la Caisse d'alimentation de Lézignan-Corbières est intégrée dans un réseau d'acteur·ices qui la reprennent et la déplacent au gré des modalités de participation. Il ne s'agit pas d'expliquer le succès de l'innovation par ces qualités intrinsèques et de séparer la conception de l'innovation de son environnement socio-économique, mais bel et bien d'analyser qui sont les personnes qui s'en saisissent, les « participant·es » du dispositif, et quels sont les points d'accroche que l'innovation suscite, pourquoi et comment se manifestent-ils.

Dès le départ du stage, il a été posé comme objectifs d'identifier quels sont les facteurs qui permettent ou non l'émergence du « pouvoir d'agir » des participant·es, en fonction de quels leviers de participation, qu'ils soient pragmatiques, idéels, politiques ou non et des effets que peuvent avoir les modalités de fonctionnement et de cadrage sur ces leviers propres aux participant·es. Il convient d'observer et d'analyser comment se déroule cette « mise en public » et ce qu'elle produit comme effets sur la participation et sur les sentiments de légitimité et d'autonomisation des différent·es participant·es. L'approche ethnographique de la participation peut aider à soulever le voile sur les motivations et les intérêts qu'une diversité socio-culturelle de publics a de s'investir dans de telles expérimentations de démocratie alimentaire et mieux appréhender ce qui « compte » pour les personnes engagées, ce que cela traduit des réalités vécues et donc des leviers à mobiliser pour la suite de projets similaires.

Bien que la diversité soit inévitable dans la constitution d'un public, ce public doit déjà se connaître lui-même et apprendre à dessiner ses objectifs pour mener à bien ses interrogations et ses missions de gouvernance. Nous faisons l'hypothèse qu'un processus de Parcours d'Apprentissage en Commun (PAC), qui sera détaillé ci-après, semble représenter le processus incrémental nécessaire pour façonner cette culture commune et dessiner les objectifs communs. Pour décider collectivement, un public doit s'instruire pour avoir la capacité (Lejeune et Hess 2020) de porter un jugement politique. Il faut donc que, soit ses membres disposent déjà d'une possibilité et d'une envie de porter des jugements politiques, à travers des expériences passées, sinon qu'ils la forgent au cours du PAC.

## Problématisation

A travers ces objectifs de recherche, la question structurante de ce document pourrait se formuler comme suit :

**Selon quelles modalités et comment un parcours d'apprentissage en commun d'une Caisse d'alimentation permet la construction d'une démocratie participative, et quelles implications sur le pouvoir d'agir des participant·es ?**

Ainsi, de cette problématique découle trois interrogations que ce travail se propose d'adresser :

1. La première question serait de savoir qui sont les personnes s'étant portées volontaires participant, et pourquoi ? L'hypothèse ici est portée sur les attachements à l'alimentation et au territoire qui permettent de politiser l'environnement des participant·es, à travers les valeurs relationnelles aux autres, au monde environnant.
2. Ces questionnements soulèvent donc naturellement celui de comprendre comment ces attachements prennent forme concrètement au sein d'un groupe et qui constitue la deuxième question : comment se déroule la « mise en public », que produit-elle ? Ici, l'hypothèse formulée est que les modalités d'éducation populaire permettent, en créant de la diversité et de la responsabilité au sein du public, de favoriser les sentiments de légitimité, de réciprocité et de solidarité pour agir collectivement et concrètement pour construire une initiative souhaitée par des valeurs communes.
3. Enfin, la troisième et dernière question à laquelle cette étude tente de répondre se concentre sur la perception des participant·es sur ce que représente leur participation en tant qu'outil de pouvoir local : quelles sont les caractéristiques du projet qui suscite

concrètement la participation ? Nous faisons l'hypothèse qu'une initiative à l'ancrage local partant de la société civile ne sollicitant ni les pouvoirs publics ni le système privé permet aux participant·es d'avoir une réelle place dans la gouvernance, ce qui est attirant et favorise leur émancipation politique.

Une approche ethnographique s'appuyant sur un questionnaire, de l'observation participante et des entretiens menés avec des participant·es a ainsi inspiré **trois propositions** détaillées dans ce mémoire. Les trois propositions permettent d'installer les cadrages théoriques mobilisés pour tenter de répondre aux problématiques énoncées. Plus largement, ce mémoire chemine entre questionnements sociologiques et anthropologiques, médiation et pratiques de l'innovation sociale et politique, et explore les possibilités offertes par cet alliage.

## Cadrages théoriques

### Proposition 1 : Les facteurs d'intéressement, entre valeurs relationnelles et ancrage territorial

→ **Cadres théoriques : anthropologie environnementale, éthique environnementale.**

Cette première proposition est une réflexion anthropologique qui rend compte de la façon dont les personnes placent l'intime dans le collectif pour agir sur leur quotidien en tissant des relations dans leur environnement. Ici, nous parlons de l'environnement au sens large, ce qui compose le milieu qui nous permet de vivre, ce qui désigne l'interdépendance des liens entre humains, non-humains, milieux. Cette proposition permet de surligner la prédominance de la valeur relationnelle au monde (et non instrumentale ou intrinsèque) que les gens expriment et vient éclairer les modes de participation des participant·es. Ici, nous reprenons la définition des « valeurs relationnelles » de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité IPBES comme l'importance des relations significatives et réciproques entre les êtres vivants et entre eux et leur environnement. Ces valeurs incluent le sens du lieu, la spiritualité, la responsabilité, l'attention et la gestion. Elles sont le tissu de ce qui permet d'être au monde, d'être dans la nature, et de ne pas en être exclu.

La crise environnementale est en très grande partie le résultat des conséquences dommageables de nos actions techniques, elle met également en cause la poursuite, sans réajustements, de la croissance économique. Les éthiques environnementales mettent cependant en avant la conviction qu'il ne suffit pas d'apporter des remèdes techniques à des problèmes techniques et que la gestion de la crise ne peut être seulement économique : la

réflexion sur la façon dont nous pouvons faire face à la crise engage des valeurs et a donc une dimension éthique (Jamieson 2008). Ce qui caractérise une éthique appliquée, c'est qu'il s'agit de répondre à des problèmes, certes moraux, mais dont l'élaboration fait également appel à des connaissances pragmatiques. Notre façon de percevoir le monde a été tellement chamboulé par la force du cataclysme de l'industrialisme que ça nous permet philosophiquement, consciemment, de trouver ça normal de continuer de détruire et d'adopter des positions extractivistes sur l'environnement dans le but d'une croissance économique (Larrère 2010). Notre éthique environnementale s'en revient biaisée et il nous en faut une nouvelle qui sorte de l'anthropocentrisme et de l'écocentrisme qui est critiqué dans la littérature pour omettre la responsabilité d'une espèce sur la survie des autres, notamment où l'espèce humaine est mise au même plan que toute communauté biotique, or, nous voyons bien notre impact conséquent sur l'environnement avec nos modes de vie. Il manquerait une éthique dialogique fondée sur le partage, la coopération et l'attention portée entre toutes entités (Plumwood 2021), en bref, une éthique qui sorte d'une vision holiste ou individualiste pour se diriger vers une vision relationnelle. L'idée ensuite serait de mettre en action cette éthique environnementale pour gérer les problèmes du quotidien, pour agir dessus, pour politiser son environnement (Larrère et Larrère 2018).

A travers l'alimentation, les participant·es (ré)insèrent le politique dans le quotidien et décident d'agir pour la cohésion sociale, nécessaire à une « bonne vie » selon le concept Autochtone d'une vie réussie car emprise de tous liens d'interdépendance avec l'environnement, les humains comme les non-humains (Acosta 2018; Gudynas 2014). En effet, il y a un enjeu de politisation du quotidien vécu (Pruvost 2021) où les gens se politisent de par la valeur relationnelle accordée à l'environnement. Les gens se déterminent et avancent dans leur vie en fonction de ce qui les touche et les entoure comme leur alimentation par exemple, qui détermine en retour tout un tas d'autres capteurs d'identité socio-culturelle, on parle alors d'organisme-dans-son-environnement selon l'anthropologue Tim Ingold (2012). Cela désigne l'association des deux entités comme un tout non divisible où les humains sont ce qu'ils sont car ils sont interconnectés à ce qui les rend vivants, à savoir les éléments naturels, donc l'alimentation et le rapport à la terre, ce qui revient à rompre avec la dichotomie nature/culture souvent illustrée dans la cosmologie naturaliste souvent prêtée aux mondes occidentaux (Descola 2007) tandis qu'il existe des poches de cosmologie différentes dans les milieux ruraux français (Stépanoff 2024).

Aujourd'hui les injustices sociales et environnementales ressenties par des populations lorsqu'il s'agit d'alimentation et d'écologie sont invisibilisées par le manque d'intérêt aux expériences vécues, aux attachements sensibles. Tandis que s'ils sont réhabilités, ils pourraient permettre d'aborder ces enjeux de justice sociale dans une perspective politique et non uniquement redistributive comme l'explique les philosophes Axel Honneth (2000) et Emmanuel Renault (2004). En effet, comme la redistribution prévue dans le système agro-alimentaire actuel n'est pas suffisante pour répondre aux enjeux de justice sociale et environnementale illustrée par la démonstration sur l'aide alimentaire notamment, je propose de m'arrêter sur l'expression sensible, morale et émotionnelle des modalités d'intéressement (Callon 1986) des personnes engagées dans de tels dispositifs pour remettre le sentiment d'appartenance à l'environnement jumelée avec celui de justice dans des situations sociales et politiques locales et pragmatiques, loin des salons de réflexion et autres conférences entre savant·es. Cela fait écho à l'écologie du sensible (Ingold 2012) où une attention particulière est portée à ce qui nous permet de maintenir nos conditions de vie. Il y a une multiplicité de relations et il convient de se pencher sur l'attachement et sur ce que l'on associe à ces relations pour nous-mêmes comme pour l'ensemble dont on se sent faire partie, il convient finalement de privilégier l'éthique du *care* (Zielinski 2010).

L'engagement des participant·es sur un projet traitant d'alimentation, matérialisée par la participation sur le long cours dans une expérimentation outillée par l'éducation populaire, n'a pas seulement vocation à la simple rencontre humaine et l'accompagnement de personnes en situation de précarité alimentaire mais bien aussi d'incarner une réponse sociétale de faire de l'alimentation un enjeu démocratique pour toutes et tous. Selon l'éthique du *care*, cet enjeu comprend les dimensions sanitaires, de bien-être, de dignité humaine et écologiques pour une protection de l'environnement au sens large à travers celle des moyens de subsistance par le monde paysan, ou tout du moins par un milieu « alternatif » (Pruvost 2022) au système dominant. Ce concept du *care* articule la philosophie, la sociologie, l'anthropologie et la médecine afin d'analyser les façons qu'on les sociétés de manifester de l'attention et de la sollicitude<sup>10</sup> pour prendre soin de ce qui est important pour assurer une viabilité sociale et éthique. Provenant des États-Unis, les travaux autour du *care* sont présents largement au départ au sein des théories féministes (Gilligan 1995) identifiant les valeurs relationnelles aux

---

<sup>10</sup> « Si le terme n'est pas toujours traduit, c'est que sa richesse sémantique ne s'épuise pas dans un unique équivalent français : prendre soin, donner de l'attention, manifester de la sollicitude... Entre soin et sollicitude, la notion de *care* invite à une réflexion sur son mode d'acquisition. D'où nous vient de prendre soin ? D'où nous vient la capacité à nous soucier d'autrui ? Et la conduite consistant à agir pour répondre aux attentes de celui-ci ? » (Zielinski 2010)

autres comme étant au centre des préoccupations sociales. En effet, une éthicienne américaine stipule qu'« *une activité caractéristique de l'espèce humaine qui inclut tout ce que nous faisons en vue de maintenir, de continuer ou de réparer notre « monde » de telle sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde inclut nos corps, nos individualités et notre environnement, que nous cherchons à tisser ensemble dans un maillage complexe qui soutient la vie* » (Tronto 2009). Après des critiques sur les dangers d'une essentialisation moraliste, les travaux sur l'éthique du *care* ont intéressés d'autres courants académiques en pénétrant les frontières françaises (Ibos 2019). Les travaux en anthropologie notamment qui, similaire aux travaux sur le don, prévoient que de prendre soin est un comportement humain allant à l'inverse de la rationalité économique dans des situations de vulnérabilité (Chaniel 2014) ; mais aussi de la sociologie et de l'éthique environnementale grâce aux travaux collectifs initiés par Patricia Paperman avec Sandra Laugier et Pascale Molinier (El Golli 2010) qui rendent au *care* une dimension politique où les sociétés se sentant vulnérables usent de la responsabilité et de la réciprocité pour s'organiser différemment, notamment via le travail comme le montre la sociologue Helena Hirata reprise par Marie Garrau (2023). Ici, les participant·es pourraient se mobiliser car ils et elles ressentent une certaine vulnérabilité à l'égard de leur environnement, local comme global (sociétal, biologique, social, environnemental...).

Je propose de faire des valeurs humaines et relationnelles ainsi que de l'éthique environnementale du *care* un outil d'intéressement politique afin de percevoir ce qui compte, ce qui a du sens à prendre soin pour les participant·es et comment ils en font un vecteur d'action politique. Ces formes de médiation et de participation que je propose d'étudier pourraient accompagner des changements et transformations de nos rapports éthiques à l'environnement, donc de nos pratiques politiques et sociales de coopération afin de renforcer la démocratie et limiter les injustices qui découlent de l'état actuel du monde.

Enfin, cette proposition fait aussi état de l'importance du caractère territorial et des liens humains et organisationnels nécessaires pour une transformation concrète des modes de vie, qui dépasse l'engagement ou les craintes à priori. C'est parce que le projet est concret, local, donc qui part de questionnements pragmatiques du quotidien et qu'il dispose d'une dimension participative que les gens participent (Scognamiglio et Carrel 2022), ils y voient l'occasion d'agir véritablement sur la société pour la rendre plus juste pour le plus grand nombre, selon leurs attachements sensibles.

## Proposition 2 : Les facteurs et processus de la mise en public

→ **Cadre théorique : Sociologie pragmatique (sous-cadre : théories féministes).**

Cette seconde proposition relate la légitimation et l'autonomisation perçue par les participant·es grâce aux mécanismes d'éducation populaire de parcours d'apprentissage en commun (PAC) en ayant rassemblé autour d'un sujet commun une diversité de classe et de genre d'individus aux vécus tous différents.

La sociologie pragmatique de John Dewey puis la sociologie environnementale francophone qui s'y intéresse vient renseigner le rôle politique des dispositifs de socialisation de l'alimentation pour restaurer la démocratie non comme un modèle du pouvoir qui suivrait des prédicats idéologiques, philosophiques ou institutionnels qui se voudraient incitatifs mais bien comme une manière de poser les conditions matérielles d'échanges socialisés pour résoudre les problèmes de société (Zask 2008). Il s'agit là de restaurer la compétence de chaque personne à participer à la vie quotidienne de son environnement parce que cela lui permet de conserver ses conditions d'existence qui sont relationnelles car ancrées matériellement dans la réalité. Si les participant·es cherchent à se mobiliser et décident de rester à s'investir, c'est bien parce que des solutions matérielles et locales sont visibles et sont rendues possible grâce à un modèle démocratique participatif. Cet aspect du pragmatisme issu de Dewey tend à transformer les questionnements existentiels des individus, des publics, dans la résolution des problèmes du quotidien (Dewey 2010). On parlerait alors de démocratie directe, ou participative.

Afin de garantir cette émancipation politique de chaque participant·e, il convient également de se pencher sur les rapports sociaux de domination en empruntant les travaux des théoriciennes féministes proposant des éclairages nouveaux depuis quelques décennies sur nos façons d'interagir et de s'organiser en société. Ceux-ci permettent de partir de bases historicisées et systémiques, comme l'ont montré Pruvost (2021) afin de mettre en lumière le fonctionnement patriarcal des émanations du pouvoir qui régit ensuite l'organisation de la vie quotidienne des personnes, du public, notamment envers la question de l'alimentation, c'est-à-dire de la subsistance (Bennholdt-Thomsen et Mies 2022). Des processus démocratiques horizontaux viseraient donc à se prémunir contre ces biais de genre, de classe, d'âge ou de race<sup>11</sup> afin de garantir un pouvoir d'agir équitable entre chaque participant·e.

---

<sup>11</sup> Les races biologiques entre êtres humains n'existent pas. Nous employons le mot "race" et parlons de "personnes racisées" en référence à la construction sociale qui a accompagné la colonisation et l'esclavage qui

En règle générale, les personnes à fort capital culturel et économique (dits « favorisés ») et les personnes déjà sensibilisés sont les plus prompts à participer et s’impliquer (Hassanein 2003; Lang 2005; Renting et al. 2012) tandis que les autres, les « oubliés » de la participation et de la sphère politique, ne le font pas. Cependant, est-ce qu’une expérience démocratique rassemblant une diversité socio-professionnelle de personnes autour de l’alimentation permet aux personnes « ordinaires » qui ne sont ni favorisés ni sensibilisés aux enjeux environnementaux de se sentir également légitime de s’impliquer en se sentant incluses ?

Les observations et analyses du présent stage proposent donc un régime d’attention particulier à ces rapports sociaux de domination au sein des processus démocratiques régis par l’éducation populaire afin d’étudier les modalités qui permettent ou non cette émancipation politique des participant·es du dispositif de Caisse d’alimentation de Lézignan-Corbières pouvant subir ces rapports de domination.

Un certain nombre de chercheur·euses ont souligné que la démocratie est la forme d’organisation sociale la plus compatible avec le pragmatisme initié dans les *civic food networks* (Kloppenbergh 1996; Lamine et al. 2015; Paturel 2023; Scherer 2018, 2022). Dewey envisageait la démocratie ou la « politique expérimentale » comme une méthode continue exigeant une action incrémentale, participative et intelligente de la part de publics éclairés et informés (Prugh et al. 2000). Tout comme la démocratie alimentaire, une perspective pragmatique appelle à un engagement plus profond des citoyens ordinaires, ou « lambda », y compris la reconnaissance et l’identification des problèmes sociaux nécessitant un régime d’attention particulier, ainsi que l’identification et la mise en place des étapes nécessaires pour répondre aux problèmes collectivement identifiés. En d’autres termes, la démocratie participative pragmatique à l’œuvre dans le dispositif de démocratie alimentaire étudié ici demande à son public une responsabilisation et une autonomisation graduelle.

Il faut néanmoins toujours avoir à l’esprit que de tels espaces de démocratie participative ne sont jamais des utopies démocratiques où toute la société peut y trouver son compte, il existe des effets de cadrage, des effets de rapports de domination, et d’autres freins qui imposent alors à la participation un « seuil » (Berger et Charles 2014) au-dessus duquel certaines personnes peuvent prendre l’ascendant sur d’autres pour des raisons d’habitude, de posture, de genre.... L’équilibre à appréhender pour conserver tout le public sur la même longueur d’onde est ténu. Même si dans un premier temps la responsabilité incombe à l’équipe

---

perdure. Pour une argumentation détaillée sur l’usage du mot race, voir l’émission "[Race, le mot qui fâche](#)" sur Binge Audio.

d'animation de cet espace démocratique à son commencement, elle est partagée collectivement et revient à l'ensemble du groupe. Il semble légitime de se demander selon quelles modalités de communication et de fonctionnement cette équipe d'animation pourrait trouver cet équilibre, s'il est même possible et si ce dernier est un point fixe à atteindre ou s'il agit comme un processus dans le temps et l'espace.

Il existe plusieurs méthodes et approches quand il s'agit de la participation du public à des affaires démocratiques (Scognamiglio et Carrel 2022) qui ne sont pas utilisées dans les mêmes contextes selon ce que l'on veut produire comme effet avec le public concerné. Dans les initiatives de démocratie alimentaire inspirés de la SSA, les intentions sont d'outiller le public pour qu'il devienne un acteur principal des politiques publiques et de l'organisation sociétale du territoire. Ceci peut être réalisé en supplantant les modèles institutionnels classiques et les systèmes dominants élitistes qui vont du haut vers le bas où les promesses du « sans filtre » des dirigeant·es ne sont pas forcément tenues (Scognamiglio et Carrel 2022). La dimension inclusive et transformatrice où le pouvoir de délibérer et de décider doit être rendue au public dans toute sa diversité est explicitement recherchée. La complexité vient alors lorsque nous devons nous demander qui et comment mobiliser un public pour que chaque individu ressente la légitimité nécessaire pour construire l'intérêt général par l'action collective. Il est conseillé de passer ainsi par les associations ou les professionnel·les de la société civile dans les milieux sociaux et environnementaux au contact des populations pour être susceptible d'enrôler avec confiance des populations éloignées de la sphère politique classique (Scognamiglio et Carrel 2022). Selon les deux intellectuel·les du secteur de la participation citoyenne, une démarche issue de l'éducation populaire serait un levier pour associer une mixité la plus représentative possible aux processus participatifs et démocratique : *« Dans le format de l'animation et du débat, doit être portée une attention très forte à une animation inclusive avec des formats divers, avec l'utilisation de l'oral, avec un travail sur les représentations, sur les mots. Je travaille auprès de publics en grande précarité. Les langages, les manières de parler sont complètement différentes. Arriver à se comprendre et à rentrer en dialogue avec des mondes sociaux très divers, c'est tout un enjeu. Il y a des modes d'animation et des méthodes qui font leurs preuves, inspirés de l'éducation populaire, de démarches ascendantes. »*

Il semble dès lors nécessaire de réfléchir les modalités d'expression, d'interaction et de mise en dialogue du « peuple » ou de la « masse » (Zask 2008) pour qu'il devienne un public dans des circonstances particulières. C'est pourquoi les outils d'éducation populaire utilisés par

l'équipe d'animation de la Caisse seront étudiés avec attention. En effet, l'accompagnement et l'écoute par l'approche sensible d'un groupe mixte qui se forme, qui caractérise la démarche de l'éducation populaire, semble favoriser la prise de pouvoir individuelle et collective (Galipaud 2020).

### Proposition 3 : La démocratie participative populaire et locale comme mode privilégié d'organisation sociétale

→ **Cadre théorique : Sociologie de la participation.**

Ici, il semble nécessaire de détailler la distinction entre participation citoyenne vue par les institutions qui est descendante, normative et provient d'une échelle nationale peu parlante (Donzelot et Epstein 2006; Granchamp et al. 2023) de celle pratiquée dans les initiatives de démocratie alimentaire en éducation populaire (Zask 2008) aux dimensions géographiques locales, partant directement des habitant·es d'un territoire donné, comme celle du dispositif étudié lors de ce stage.

L'expérimentation démocratique des dispositifs de Caisse d'alimentation est politique, les pratiques qui s'y déroulent, en s'adressant à la société civile, c'est-à-dire la sphère du public, visent à lui restituer ses capacités d'autodétermination dont le prive la complexification de l'exercice du pouvoir politique gouvernemental institutionnel, en d'autres termes la démocratie « représentative ». En effet, c'est par l'expérience vécue que les personnes peuvent apprendre à développer des compétences et des modalités d'action. C'est en faisant qu'on apprend, comme le veut l'approche pragmatique de la fabrique du politique. Les pratiques, les contradictions et les attachements qui émanent directement du terrain sont en effet des vecteurs dynamiques et concrets d'apprentissage de la vie en société afin de la transformer.

Cette partie parle davantage des modalités de démocratie participative, comment elles sont organisées et qu'est-ce qu'elles permettent ou ne permettent pas en termes de pouvoir d'agir et de sentiment d'émancipation et d'action collective concrète.

Cette expression, « démocratie participative »<sup>12</sup> est apparue premièrement dans les années 1960 après une période de luttes sociales et de contestation urbaine dont un livre fondateur de ce qui deviendra la sociologie de la participation vient entériner académiquement en 1970 (Pateman 1970). Ce concept est pluriel, peut recouvrir des démarches descriptives, normatives

---

<sup>12</sup> Apparue pour la première fois dans le Manifeste des Étudiants pour une Société Démocratique (le SDS) de Port Huron en 1962.

ou pleinement autogérées : il existe un document qui retrace avec de grandes précisions l'état des savoirs sur la participation du public en démocratie (Blondiaux et Fourniau 2011).

Lorsque l'État, représenté par des élu·es et personnes désigné·es, institutionnalise un dispositif de concertation citoyenne soi-disant participatif, il devient sous contrôle des préfets et est imposé par le haut à des municipalités ou collectivités qui seraient réticentes. Ceci est à l'encontre du rapport Bacqué-Mechmache (2013), socle de la loi Lamy (21 février 2014), qui prévoyait pour les conseils citoyens des réunions de quartier non obligatoires créées à l'initiative des citoyen·nes comme lieu de contestation, de proposition et de co-construction populaire de l'organisation de la vie de quartier et de la ville. En effet, l'institutionnalisation de démarches citoyennes participatives reviendrait à effacer des dynamiques populaires en l'imposant aux collectivités et en y convoquant « de force » les habitant·es. De tels conseils citoyens auraient des élu·es qui y siègeraient, allant à l'encontre de l'indépendance du public se réunissant pour s'organiser ; et si l'envie leur prenait de s'organiser quand même face à une collectivité inactive, cette dernière n'aurait qu'à leur opposer une fin de non-recevoir pour les en dissuader, brimant ainsi une initiative démocratique populaire en plus que de laisser un sentiment encore plus grand de méfiance et de rejet vis-à-vis de la vie locale et politique. Les élu·es locales et locaux ainsi que les représentant·es de l'État ne semblent pas « *prêts à reconnaître des propositions produites en dehors de leur initiative et de leur contrôle* » (Bachir 2018) concernant les conseils citoyens qui souhaiterait s'autonomiser.

Lorsque les dispositifs de participation sont institutionnalisés, la mobilisation des participant·es se fait le plus souvent au tirage au sort de façon aléatoire, laissant donc faire le « cens social », laissant ainsi de côté des populations marginalisées et les milieux populaires se sentant les plus éloignées et les moins représentées (Carrel 2013) par la sphère politique qui sont démobilisés (Dormagen et Braconnier 2007), recréant donc un entre-soi culturel des participant·es. Étant devenu des obligations réglementaires, les dispositifs de démocratie citoyenne représentent désormais des atouts de marketing social pour les élu·es et facilitateur·ices (cabinets de conseils, bureaux d'études...) qui cherchent à remplir ces dispositifs pour un enjeu de mobilisation sociale et électorale. Cette façon de mobiliser du haut vers le bas devient donc « *organisée et encadrée par des autorités publiques bénéficiant des ressources propres aux institutions légales-relationnelles* » (Traïni and Blondiaux, 2018, p.24). C'est-à-dire que si ce sont les détenteur·ices du pouvoir institutionnel qui cherchent à mobiliser des participant·es, ils et elles vont utiliser leurs réseaux privilégiés proches des

sphères politiques, n'étant de fait pas très représentatifs d'une population bigarrée aux origines socio-culturelles variées que nous avons dans les villes de France.

Les processus engendrés par les Caisses locales de l'alimentation, en intégrant une démarche de justice sociale par l'expérimentation pratique, affichent pour ambition de redonner le pouvoir d'agir et de décider à un public constitué parmi le peuple, comprenant une diversité d'individus qui peuvent se sentir isolés de la gouvernance sur les questions d'organisation sociétale. La participation citoyenne qui s'en dégage tend à remettre dans la main de ces participant·es l'outil politique pragmatique (Scognamiglio et Carrel 2022), au sens de la *polis* des Grecs, de la fabrique du commun à travers des temps de réflexion et d'action collective (Arendt, 2018 [1961]) sur « ce qui importe ».

Cependant, il est trop tôt et trop présomptueux d'affirmer une rupture franche entre la participation institutionnalisée et la participation populaire autogérée, ne disposant pas suffisamment de résultats. Il peut toutefois être observé des différences tant dans l'opérationnalité des dispositifs que dans le sentiment des participant·es interrogé·es. Les travaux sur l'institutionnalisation des démarches citoyennes participatives sont en cours et le champ de recherche de la sociologie de la participation semble en ébullition, ses analyses pouvant éclairer davantage cette problématique primordiale (Demoulin et Bacqué 2019). Les résultats dont la littérature dispose sur les conseils citoyens décrivent à la fois que ces derniers peuvent être à certains endroits source de reproduction de violences systémiques vécues dans d'autres institutions par des populations marginalisées tout comme étant aussi dans d'autres endroits des espaces d'apprentissage qui amènent de véritables dynamiques d'émancipation et de politisation (Bachir 2018). Il convient donc de ne pas essentialiser toutes les formes de démocratie participatives et d'étudier finement ce qu'il s'y passe en les remettant dans leur contexte pour juger des effets sur le pouvoir d'agir des participant·es.

Cependant, ce deuxième aspect des conseils citoyens reste minoritaire dans son objectif de garantir un espace de libre participation aux publics les plus éloignés de la sphère politique, et les résultats appellent plutôt à investir de nouveaux espaces publics alternatifs, en dehors des circuits institutionnels classiques et avec une démarche pédagogique différente (Demoulin et Bacqué 2019) pour devenir de véritables vecteurs de politisation populaire. C'est ce que les dispositifs de démocratie alimentaire comme les projets de Caisse d'alimentation proposent, en utilisant les outils de l'éducation populaire (Paturel 2023; Scherer 2018). Il s'agit désormais de comprendre quel effet ce type d'approche permet ou ne permet pas vis-à-vis de

la participation des personnes ainsi mobilisées ? Cela fait écho à ce qu'a nommé le premier le chercheur indépendant Hugues Bazin, les tiers-espaces (Bazin 2015) :

*« Les tiers-espaces sont des espaces transfrontaliers de croisement où peut s'exprimer et se confronter une diversité, où peut être validé un savoir pragmatique, avec des parcours d'expériences hétérogènes permettant aux personnes d'élaborer une contre-expertise. Ce sont des espaces hybrides dans le sens où il permet à chacun d'interroger son cœur de métier, sa posture socioprofessionnelle en faisant un « pas de côté », mélanger des compétences et des expériences dans le sens d'une intelligence collective. »*

## Contexte local et méthodologie

### Parcours d'apprentissage en commun à Lézignan-Corbières

Pour reprendre la suite de la partie sur la SSA, c'est dans ce réseau d'initiatives locales qu'une démarche citoyenne de démocratie alimentaire sans organisation étatique ni académique préalable est née sous l'impulsion de neuf structures issues d'horizons différents (développement rural, agricole et alimentaire, chantier d'insertion, développement local, éducation à l'environnement, militantisme écologique...) qui ont fait le choix de mener une action solidaire avec les habitant·es du territoire de Lézignan-Corbières autour du droit à l'alimentation et d'une transformation du modèle agricole territorial.

La première étape du projet fut la constitution d'un comité de pilotage (COPIL, voir Figure 1) rassemblant ces 11 structures autour de cette idée politique forte de mise en place d'une Caisse locale d'alimentation qui favoriserait une agriculture paysanne de proximité, représentée par deux salarié·es de la SCIC Maison Paysanne de l'Aude à Limoux (MP11) pour l'animation et la facilitation des processus organisationnels de la Caisse, dont l'une est la tutrice du présent stage. Avec le collectif d'habitant·es, tous ces différent·es acteur·ices forment donc le « collectif SSA Lézignan » où la gouvernance est détaillée dans la Figure 2.



Fig.1. Logo des structures membres du comité de pilotage de la Caisse d'alimentation de Lézignan-Corbières.



Fig.2. La gouvernance du projet de Caisse d'alimentation de Lézignan-Corbières.

En marge des dynamiques institutionnelles peu réactives, ce projet de Caisse incarne le rôle politique des réseaux alternatifs citoyens dans la réponse concrète aux inégalités alimentaires et dans la proposition de nouveaux modèles démocratiques de production et de consommation. En effet, même si les subventions viennent majoritairement d'un appel à projet national, les collectivités locales n'ont pas ou très peu soutenu le projet pour voir le jour.

La deuxième étape a été la phase de mobilisation qui s'est déroulée d'octobre 2024 au mois d'avril 2025, soit avant et durant le début du présent stage (février 2025). L'objectif était de

réunir une trentaine de participant·es volontaires pour former le collectif d'habitant·es. Selon une démarche « d'aller-vers » qui utilise les outils de l'éducation populaire, l'équipe d'animation est allée faire des animations, rencontres et interventions auprès de différentes structures ou évènements qui accueillent et accompagnent des publics divers (Voir Annexe 1). Cette stratégie permet l'écoute de populations socialement, professionnellement et culturellement différentes pour adapter les échanges en comprenant leurs vécus, leurs problématiques et ce qui fait sens pour elles. Cette phase de mobilisation est cruciale en ce qu'elle conditionne le degré de représentativité et le socle démocratique commun de l'entièreté du projet, où l'on voit apparaître différents biais inhérents aux démarches de démocratie participative : temps, modalités et moyens consacrés à la mobilisation, diversité des relais de mobilisation, appartenance socio-culturelle des « mobilisant·es » ... Ces freins identifiés font l'objet d'une attention particulière lors de l'analyse des résultats de la présente étude. La démarche réflexive fut alors d'analyser ce qui pouvait susciter ou freiner le pouvoir d'agir lors de cette phase de mobilisation.

Ce stage fait l'objet d'un projet de recherche-action se concentrant sur la troisième phase du projet portant sur l'élaboration chemin faisant et la mise en place d'un Parcours d'Apprentissage en Commun (PAC, à ne pas confondre avec la Politique Agricole Commune européenne). Ce PAC est un dispositif en lui-même au sein de l'initiative de Caisse d'alimentation, il représente un environnement, un objet en plus des interactions humaines. Il n'a pas forcément lieu dans toutes les expérimentations qui s'inspirent de la SSA et a des durées et des modalités de fonctionnement différentes dans celles où il a lieu, et peut avoir même des noms différents, à l'image du « Parcours d'Engagement » au sein de l'expérimentation en Gironde. C'est pourquoi le PAC représente une particularité du cas Lézignanais et fut la clé de voûte du travail initié lors de ce stage.

Ce dispositif a été motivé par le COPIL pour permettre un empouvoirement des participant·es au projet où l'ambition explicitement établie au départ était de leur permettre d'amasser les connaissances suffisantes pour pouvoir collectivement donner les directions et les modalités de fonctionnement de la Caisse d'alimentation qui devra être effective au printemps 2026. Ces modalités de fonctionnement comprennent la cotisation, qui peut bénéficier de la Caisse, comment ces bénéficiaires peuvent et doivent y contribuer, quels sont les critères de conventionnement des produits et/ou des filières et/ou des lieux d'approvisionnement et de production qui seront couverts par la Caisse, la gestion effective de la Caisse (administratif, communication, supports numériques, modalités de paiement, de facturation, ect...). Ce

dispositif encapsule les processus démocratiques car il motive une réunion par mois environ pendant un an minimum où les participant·es peuvent et doivent délibérer, échanger, prendre des décisions, s'informer collectivement, partager des repas, des pauses, des animations. En effet, au-delà de l'instruction, le PAC permet de mettre une diversité de personnes autour de la table où, au fur et à mesure du temps, ces personnes peuvent décider de la construction même du PAC, quels sujets aborder lors des prochaines séances, qui faire intervenir, pourquoi et comment.

Concrètement, le PAC a débuté officiellement le 12 avril 2025 lors de la première rencontre et prévoit de s'étendre jusqu'au printemps 2026 afin de préparer le lancement de la Caisse. Les rencontres s'étalent sur une demi-journée (principalement une matinée) ou sur une journée complète (généralement de 9h30 à 17h30), le plus souvent les samedis, choix motivé par les participant·es après un sondage avant la première rencontre. Après ou pendant les rencontres, un repas est offert par le budget du projet pour permettre des temps plus informels de convivialité entre les participant·es. Le lieu des rencontres peut différer également, soit décidé par le COPIL en amont dans des salles communes mises à disposition par la mairie de Lézignan-Corbières, soit dans des lieux privés motivés par un ou plusieurs membres du collectif d'habitant·es. Le PAC sert à créer et consolider une culture commune et de porter un regard collectif égalitaire sur le croisement des enjeux comme l'accès à une alimentation saine et durable et ceux liés aux systèmes agricoles et alimentaires, tant global que local. Le déroulé des séances diffèrent également, mêlant temps en sous-groupes ou en plénière, discussions autour du fonctionnement pratique de la Caisse, réflexions collectives sur les conséquences sociales, politiques, environnementales et économiques du système agricole actuel, ateliers collaboratifs, etc... Ce processus repose sur la convocation et le croisement démocratique des valeurs, pratiques, discours, émotions et savoirs d'expériences des habitant·es impliqué·es (témoignages de paysan·nes, compétences diverses en communication, gestion de conflit, etc...) et des apports extérieurs « d'expert·es » (chercheur·euses, professionnel·les, etc...), qu'ils soient choisis par l'équipe d'animation, la plupart du temps, ou proposés par des participant·es. En dehors des séances, le PAC prend forme dans les moyens de communication mis en place collectivement par les habitant·es avec un système de messagerie instantanée en ligne indépendant, des réunions intermédiaires pour les absent·es de la précédente séance, l'autoformation de certain·es participant·es qui se renseignent, prennent des formations, la mobilisation de leurs réseaux respectifs.

Le PAC vient produire une perturbation dans l'organisation sociétale de la vie des participant·es et dans l'ADN du projet de Caisse d'alimentation en cherchant à outiller les participant·es avec des compétences, des connaissances et des sentiments de responsabilité vis-à-vis des systèmes agricoles et alimentaires locaux. Ce n'est pas anodin de se voir demander quelles doivent être les orientations et l'organisation de la question alimentaire couplée à la question agricole de son territoire de façon concrète. L'objet de ce stage fut d'analyser cette perturbation à travers les processus démocratiques, à savoir les prises de parole, les perceptions de chacun·e, les comportements non verbaux, les moments informels, ect...

Tout au long de ce PAC, le travail a été d'analyser la participation des personnes en ce que l'éducation populaire peut en dire : ni du libéralisme politique (où le « petit peuple » n'étant pas en mesure de gouverner et de discerner l'intérêt général, des personnes spécialistes seraient désignées pour cela, à savoir des gouvernant·es et des gestionnaires des affaires publiques dans une démarche 'top-down') ni du fonctionnement ultra populaire et individualiste où chacun·e devrait décider pour soi-même dès le départ mais bien de la mise en tension de ces deux formules où le PAC en est le point d'achoppement amovible. Les séances qui constituent le PAC répondent aux enjeux du « droit à l'information » reconnu dans la définition de la citoyenneté alimentaire par des universitaires de l'éthique environnementale (Lozano-Cabedo et Gómez-Benito 2017), un droit considéré comme indispensable pour permettre aux personnes de décider « en connaissance de cause » de l'orientation des systèmes alimentaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent prendre des décisions sur des sujets parfois complexes avec les informations jugées suffisantes et/ou nécessaires pour prendre ces décisions, nécessitant de la formation. Ce PAC est donc un moment fortement démocratique où les participant·es portent une responsabilité politique sur ces systèmes locaux. Il apparaît donc important d'observer les conditions d'émergence de cette participation à travers ce PAC pour en analyser le pouvoir d'agir des personnes concernées.

C'est-à-dire que le PAC accompagne le processus de création et d'autonomisation du public à travers les différentes rencontres où l'émancipation et la légitimité des participant·es croissent tandis que les effets de cadrage et le poids des animateur·ices dans le fonctionnement décroissent. Sur le terrain, les animateur·ices ont marqué et explicité aux participant·es ce processus dès la phase de mobilisation, et répété lors des séances du PAC, par l'expression : « *A la fin [du PAC], le but est de vous filer les clés du camion.* ». Ce qui veut dire que le COPIL a vocation à s'effacer pour laisser les rênes de l'organisation et du fonctionnement de

la Caisse complètement aux participant·es, délivrant ainsi une expérience de démocratie directe populaire auto-gérée après la phase d'intermédiation.

## Particularité du cas lézignanais : initiative portée par une SCIC dans le secteur agricole alternatif

Tout d'abord, il convient d'établir un rapide horizon de la scène dans laquelle se déroule cette expérimentation. Lézignan-Corbières est une petite ville de l'Aude d'environ 11 000 habitant·es, l'Aude étant le quatrième département le plus pauvre de France<sup>13</sup>, situé en région Occitanie. Lézignan-Corbières est également une commune où le taux de pauvreté est élevé, presque 25%<sup>14</sup> en 2021 lorsque la moyenne nationale était de 14.5% la même année<sup>15</sup>. La communauté de commune région Lézignanaise Corbières Minervois qui représente le bassin de vie et de consommation des ménages est comprise entre Narbonne à l'est et Carcassonne à l'ouest, les deux villes principales du département qui drainent la démographie et la concentration économique. Lézignan-Corbières se situe sur l'axe routier principal qui traverse l'Occitanie d'est en ouest en reliant Toulouse à Montpellier. La majeure partie de l'économie du territoire est représentée par l'activité agricole, viticulture en tête, ainsi que le tourisme, où l'emploi est relativement peu qualifié et faisant largement appel aux travaux saisonniers.

Au sein de la famille des organisations coopératives, et à l'exception des sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA), seule les SCIC rompent avec la logique d'homogénéité des membres en s'inscrivant dans une vision multi-parties prenantes. L'objectif est d'allier forces publiques, entrepreneuriales, associatives et citoyennes dans des projets communs de développement local et durable (Margado 2002). En effet, des caractéristiques des SCIC sont l'utilité sociale, l'ancrage territorial et le multi-sociétariat (Emin et Guibert 2009; Margado 2002, 2005). Ce statut vise donc à servir des intérêts internes pour les usager·es et salarié·es de ces structures et des intérêts externes pour les occupant·es du territoire concerné par un projet, ici un dispositif de démocratie alimentaire qui pose la question de la réappropriation populaire d'un projet de société plus global. Le but d'une SCIC est bien d'offrir une réponse opérationnelle à une demande sociale pour favoriser des transformations des systèmes de production et d'organisation locales de l'agriculture et de l'alimentation, et donc de l'environnement et des conditions d'existence des habitant·es du territoire auquel une SCIC s'adosse.

---

<sup>13</sup> Insee, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2020. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7726877#titre-bloc-9>

<sup>14</sup> Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) en géographie au 01/01/2025.

<sup>15</sup> Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, [enquêtes Revenus fiscaux et sociaux](#) 2019 à 2023.

La Maison Paysanne de l'Aude (MP11), en regroupant en son sein 11 structures du réseau paysan et de l'accompagnement au développement agricole rural, vise à intervenir sur l'ensemble des dimensions du système alimentaire et agricole intégrant « *non seulement les acteurs locaux des filières de production, de transformation, de distribution, mais aussi le conseil technique, les politiques publiques territoriales ou territorialisées, les consommateurs et la société civile.* » (Lamine 2011).

La réflexion derrière le projet d'expérimentation de Caisse d'alimentation à Lézignan-Corbières tient dans la nature intrinsèque d'une SCIC. En effet, le pouvoir démocratique et populaire est mis au centre dans la transformation des systèmes de production agricoles et d'alimentation, ayant ainsi un impact sur les conséquences environnementales, politiques, économiques et sociales de l'organisation du territoire. C'est une démarche de fourchette à la fourche<sup>16</sup>, recréant le lien entre producteur·ices et consommateur·ices où toutes et tous deviennent des actant·es, qu'une SCIC tente d'insuffler en remplissant son rôle de « *service citoyen* » (Liénard 2016) en ce qu'elle représente une diversité d'acteur·ices du territoire, duquel les citoyen·nes sont amené·es à se saisir pour décider et transformer leur avenir et leur lieu de vie.

## Méthodes

Désolidarisé d'une structure académique, les coordinateur·ices du projet ont sollicité des missions d'analyse scientifique qualitative sur les processus démocratiques en jeu et leurs effets sur la participation des personnes mobilisées. Mon stage, accueilli par la MP11 et encadré par Manon Laurine (ML) et Thomas Galland (TG), l'équipe d'animation du projet de Caisse, est également suivi par les chercheurs en science sociale David Glory (Université de Bordeaux, UR CeDS) et Sébastien Levionnois (CIRAD, UMR ART-Dev) pour la dimension scientifique et académique, eux-mêmes engagés auprès d'autres initiatives locales de Caisses d'alimentation.

Mon stage s'inscrit donc dans une approche hybride au sein d'une structure coopérative opérationnelle nécessitant à la fois une posture d'observation, d'analyse et de prise en compte des vécus, des savoirs, des pratiques et également performative pour la co-construction

---

<sup>16</sup> Voir la conférence gesticulée de Mathieu Dalmais sur les principes d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation. Accessible gratuitement en ligne ici : <https://www.youtube.com/watch?v=9Tqy5DSL1N4&pp=ygUwY29uZsOpcmVuY2UgZ2VzdGljdWzDqWUgZm91cmNoZXR0ZSDDoCBsYSBmb3VyY2hl>

d'outils et d'une méthode pour la mise en place et pour l'évaluation du projet de Caisse d'alimentation.

Afin de traiter les problématiques énoncées plus haut, il se dessine plusieurs objectifs opérationnels dans le cadre de ce stage :

- Examiner en premier lieu les profils des participant·es, leurs pratiques, savoirs, discours et émotions vis-à-vis de l'alimentation et des rapports sociaux ainsi que les motivations qui les poussent à s'engager dans un tel projet.
- Co-construire et accompagner le PAC afin d'amener le collectif d'habitant·es à :
  - Être sensibilisé autour des enjeux agricoles et alimentaires pour permettre à l'ensemble du groupe d'acquérir des connaissances de façon égalitaire.
  - Imaginer comment améliorer le SAA, le rendre plus égalitaire pour permettre à toutes et tous d'en faire partie en faisant des propositions.
  - Expérimenter la participation citoyenne à travers l'élaboration des critères de conventionnement propres à la SSA et la mise en place d'une Caisse alimentaire locale.
  - Réfléchir aux principes généraux de fonctionnement d'une « Caisse locale SSA » telle que celle-ci serait mise en place sur leur territoire.
- Observer et analyser l'ensemble des dynamiques décisionnelles et réflexives au sein du groupe pendant le déroulement du PAC afin de comprendre en quoi ces processus ont un effet quelconque sur le pouvoir d'agir de ces participant·es.
- Rendre compte des résultats de l'expérimentation et les transmettre pour la suite du projet et pour d'autres initiatives.

La méthodologie mise en œuvre ici pour la collecte des données afin de répondre à ces objectifs repose sur la mobilisation de plusieurs outils tels que :

- Une revue de littérature présentée dans ce rapport servant de contextualisation générale et de cadrage du sujet
- La co-élaboration des ateliers et animations avec l'équipe d'animation
- Un questionnaire transmis aux participant·es au début de l'expérimentation (n=23)

- L'observation participante lors de 6 réunions et ateliers du collectif d'habitant·es (demi-journées ou journées entières) ainsi que lors de moments moins formels comme les repas partagés
- L'animation de 2 sous-groupes sur une thématique donnée lors de ces mêmes ateliers sous formes de « focus group » organisés par l'équipe d'animation
- La rédaction continue de comptes-rendus d'observation (Annexe 2) après les rencontres avec le collectif d'habitant·es puis mise en commun avec l'équipe d'animation
- La conduite de 15 entretiens semi-directifs recourant à un guide d'entretien (voir Annexe 3)
- La participation à 4 réunions du COPIL
- L'organisation et la participation aux réunions avec les stagiaires et encadrant·es académiques d'autres Caisses d'alimentation, source d'échanges quant à l'avancement du projet sur le plan scientifique et méthodologique
- La rencontre d'autres acteur·ices impliqué·es dans d'autres initiatives locales engagées dans le projet national de SSA.

Par l'approche ethnographique lors de ces processus démocratiques, je propose de faire de l'intéressement et de l'ancrage des outils de participation politique émancipatrice.

L'ensemble de ces activités rentrent dans une démarche d'analyse scientifique dite de recherche-action. Afin d'éclaircir ce terme et cette démarche au sein de ce projet de stage, je tiens à faire un point de cadrage situé pouvant alimenter la réflexion sur les méthodes employées, d'où le fait que je n'utiliserais pas l'écriture inclusive ici pour parler de ma position d'apprenti chercheur, me définissant par le pronom « il ».

### Projet de recherche-action dans une Caisse d'alimentation, une approche qualitative aux attitudes variées

Un projet de recherche-action est une méthode interventionniste, collaborative et transformative où le chercheur interagit avec son objet d'étude pour observer voire produire des changements et leurs effets sur le projet en cours. Il s'appuie plutôt sur les apports et concepts théoriques d'auteur·ices préalablement engagé·es dans de tels processus, qu'il met en résonance avec les observations qualitatives récoltées lors des phases d'immersion sur le

terrain, ainsi qu'avec l'expression des expériences vécues des personnes impliquées dans le projet au travers d'entretiens semi-directifs.

C'est le terrain qui induit et stimule la recherche, on parle de processus logico-inductif. Tout comme ce sont les objectifs de recherche qui influencent ce qui se passe sur le terrain, notamment via la co-création d'ateliers et d'animations entre le chercheur et l'équipe d'animation de la Caisse, on parle alors de processus hypothético-déductif. Cela montre l'intérêt de documenter, d'analyser, de capitaliser sur les premières expérimentations en conditions réelles et de transmettre pour une marche plus globale vers une socialisation de l'alimentation, pièce centrale de cette fabrique du commun en transformant les modèles agricoles et économiques d'approvisionnement, qu'elle fasse l'objet d'une innovation institutionnelle ou qu'elle reste un pouvoir populaire auto-géré.

Dans le cadre de ce stage, la recherche-action consiste à observer et analyser des données prises au commencement de l'expérimentation à Lézignan-Corbières, au temps zéro, afin de participer à la construction de l'initiative pour qu'elle atteigne au mieux ses objectifs, pouvant par la suite être utile pour capitaliser et transmettre à d'autres futures initiatives (Scherer 2021).

Le projet de recherche-action vise tout autant à co-construire les connaissances qu'à apprendre du processus de co-construction. Comme ce processus de co-construction se frotte à une diversité de visions des problèmes à résoudre, la recherche d'un consensus permet à toutes les parties prenantes de respecter cette diversité et d'aller vers les uns et unes vers les autres, créant ainsi une culture commune, un respect et un socle bienveillant pour débiter le projet de recherche-action. Personne n'est au-dessus de personne, il y a une nécessité de croiser horizontalement les participations, les savoirs expérimentiels, techniques et académiques, les pratiques, les représentations, tous les vécus comptent, il s'agit alors de justice cognitive (Bazin 2018b). La connaissance construite par la recherche devient un moyen par lequel le changement d'une réalité donnée est facilité et non simplement un objet ultime de recherche classique. La recherche-action vise également à étudier et transformer les rapports sociaux de domination (de classes, de genres, de races) en remettant en question les rapports de pouvoir et règles de vie collective normalisés qui vont de soi et qui peuvent empêcher le développement du pouvoir d'agir de chacun·e, surtout des populations invisibilisées (à mobilité réduite, immigrés, discriminées...). La recherche-action tend donc à capter l'émancipation produite par les processus de prise de conscience de ces rapports sociaux de pouvoir à travers le PAC du projet de Caisse d'alimentation (Scherer 2021). Elle

visé également à outiller les participant·es pour, chemin faisant, renforcer la démocratie (Maurel 2010) et l'égalité face aux enjeux que posent les SAA actuels dont nous avons discutés au début de ce rapport.

Le chercheur, dans sa démarche interventionniste et performative, peut proposer une méthodologie, des pistes de marche à suivre pour co-créeer les connaissances et ajuster ses hypothèses : proposer des entretiens, des temps d'échanges, des questionnaires, des ateliers. Le but étant que le collectif d'habitant·es, en lien avec le COPIL, puisse être capable de faire évoluer collectivement la définition d'une stratégie de démocratie alimentaire, de se sentir concerné et moteur.

Il existe une dimension éthique primordiale dans un projet de recherche sur le respect des personnes, de leurs vécus et des informations collectées à travers un cadre légal intègre et responsable important dans la recherche scientifique. Bien que mandaté par l'organisme d'accueil du stage, le chercheur reste indépendant dans son analyse et son interprétation des résultats et voue une réelle impartialité dans les points de vue des personnes observées, il est une personne-ressource pour tout le monde et peut garantir l'anonymat et la confidentialité des informations recueillis.

#### *L'observation participante*

A chaque séance, une grille d'observation (voir annexe 2) était systématiquement renseignée afin de faciliter le travail d'analyse derrière. Les informations principales recueillies dans ces comptes-rendus d'observation étaient la présence des participant·es, les prises de parole, l'évolution du comportement vis-à-vis des débats ainsi que les effets de cadrage de l'équipe d'animation sur la participation des habitant·es. Ce travail d'observation devra perdurer lors des séances qui se mettront en place après la fin du présent stage pour l'élaboration des critères de conventionnement.

#### *Le questionnaire*

Le questionnaire est une pratique utilisée par quasiment l'ensemble des autres initiatives de Caisses d'alimentation et représente un outil stratégique et scientifique afin d'appréhender la diversité de profils, de motivations, de réalités et de discours des participant·es aux expérimentations. Les Caisses de Gironde, Toulouse et Montpellier étant plus avancées, elles avaient déjà effectué un ou plusieurs questionnaires. Un travail coopératif entre stagiaires et

alternant·es fut réalisé entre ces trois Caisses, ainsi que celles d’Ariège<sup>17</sup> et celle de Lézignan-Corbières afin d’aboutir à un questionnaire ayant un socle commun d’objectifs et de questions pour faciliter un travail ultérieur d’analyse transversale. Des ajouts et modifications furent apportées pour coller aux spécificités spatiales, temporelles et sociales de la Caisse de Lézignan-Corbières. Il fut administré en ligne via un lien internet Lime Survey entre la première et la deuxième rencontre du PAC. De l’accompagnement fut nécessaire lors de la deuxième rencontre auprès de quelques participant·es pour remplir le questionnaire. En tout, 23 personnes ont répondu au questionnaire dont quatre partiellement. Ce questionnaire, se composant de quatre grandes thématiques, revêt les objectifs suivants :

**Tableau 1. Objectifs de recherche du questionnaire administré au début du PAC aux participant·es de la Caisse d’alimentation de Lézignan (n = 23).**

<b>Objectifs généraux de recherche</b>	Identifier le profil socio-économique des participant·es.
	Comprendre le parcours de vie et l'expérience des participant·es vis-à-vis de leurs liens avec l'alimentation et leur territoire ainsi qu'à l'engagement politique et/ou associatif et/ou citoyen.
	Étudier les habitudes de consommation et d'achats alimentaire des participant·es.
	Comprendre le parcours d'arrivée dans la Caisse et l'expérience des participant·es vis-à-vis de leurs savoirs et pratiques des enjeux du système agri-alimentaire et de la démocratie alimentaire

### *Les entretiens semi-directifs*

Afin d’approfondir l’analyse issue des observations de terrain et des résultats du questionnaire et ainsi capter d’autres émotions et discours dans un cadre plus intime, la méthode d’entretien semi-directif a été mobilisée. Ces entretiens permettent de saisir l’épaisseur du discours tout en cadrant les thèmes propres au sujet à explorer.

La grille d’entretien (Annexe 3) fut réalisée après plusieurs réflexions avec les chercheurs encadrants afin d’être adaptée aux participant·es de l’expérimentation étudiée. Les deux grandes thématiques segmentées en sous-thèmes qui s’en dégagent sont de l’ordre (A) du parcours de vie afin d’apprécier le profil des personnes entrevues, de la relation à l’alimentation, le territoire et l’engagement (associatif, militant...) ainsi que (B) des modalités

<sup>17</sup> Il y a deux expérimentations en Ariège avec des modalités de fonctionnement différentes, l’une dans le territoire du Couserans et l’autre dans le cadre du Pôle d’Équilibre des Territoires Ruraux (PETR) Montagnes et Plaines Ariégeoises.

et la perception de la participation à l'expérimentation (processus démocratiques, appropriation...) matérialisées par des questions principales où la flexibilité et la souplesse permises par ces moments d'échanges ouvrent à la spontanéité d'autres questions et relances. Au total, 15 entretiens ont été menés auprès des participant·es et ont duré en moyenne 1h30. Cinq personnes entrevues m'ont invité à déjeuner ou dîner spontanément, les entretiens s'étant déroulés pendant ou après le repas, donnant un caractère intime renforcé, laissant davantage la place aux discours sensibles et davantage libérés par rapport à un cadre formel d'entretien. Tous les entretiens ont été enregistrés avec un dictaphone et ont été retranscrits avec l'aide du logiciel Whisper.

## Résultats

### La composition du collectif d'habitant·es

Tout d'abord, un rapide aperçu de la composition du collectif d'habitant·es semble être nécessaire afin d'appréhender les différents enjeux, attachements et effets que cette diversité produit et qui sera détaillée dans les parties suivantes.

La phase de mobilisation pose évidemment la question du militantisme avec un COPIL associatif déjà engagé dans les enjeux agricoles et écologiques. Quelle place faire ou prend le militantisme dans le collectif d'habitant·es, sachant qu'il s'agit d'un projet aux portées politiques et aux valeurs humanistes et socialistes, bien que le projet soit clairement partisan ? Un risque d'entre-soi de personnes très convaincues avec des idées déjà bien ciselées sur les enjeux peut représenter un biais démocratique et peu représentatif de la population du Lézignanais. Toucher une diversité de personnes aux profils variés était donc un objectif dès la phase de mobilisation. Bien que la participation soit totalement volontaire et bénévole, il faut déjà être motivé par le sujet, ce qui contrebalance la critique du militantisme dans les dispositifs de démocratie participative. C'est pourquoi la démarche « d'aller-vers », afin de « recruter » les habitant·es, choisie par l'équipe d'animation du projet qui s'est orientée vers des structures et endroits où des populations discriminées et/ou marginalisées se retrouvent (Centre social AMI avec la population gitane, Mission locale pour les jeunes, public de l'association spécialisée en insertion socio-professionnelle, Centre d'information sur les droits des femmes et des familles auprès de femmes en situation de vulnérabilité) a eu un impact déterminant sur la composition du groupe d'habitant·es avec la présence d'un jeune et de 43% de personnes se sentant appartenir aux classes populaires et/ou défavorisés (Figure 3). Il est important de noter également la présence de 6 paysan·nes/agriculteur·ices au sein du collectif

qui disposent des connaissances les plus fines sur les enjeux du système agricole local tandis que d'autres se décrivent davantage comme « des urbains » n'ayant pas ou peu de connaissance du monde agricole.

La phase de recrutement et la représentativité fut cruciale car elle a permis de mettre en lien certains profils socio-professionnels ensemble, ayant un impact fort sur les processus démocratiques. En effet, d'habitude les personnes ayant un fort capital culturel et/ou économique de base osent davantage prendre la parole et se mettent en lumière tandis que des personnes sans diplôme et en situation de précarité se sentent moins légitime. Même si ce second point fut observé, le premier n'a pas été vérifié, au contraire même. Ce fait peut être exacerbé lorsqu'il s'agit de femmes ou personnes marginalisées et/ou discriminées pour une appartenance religieuse, culturelle, ethnique quelconque.

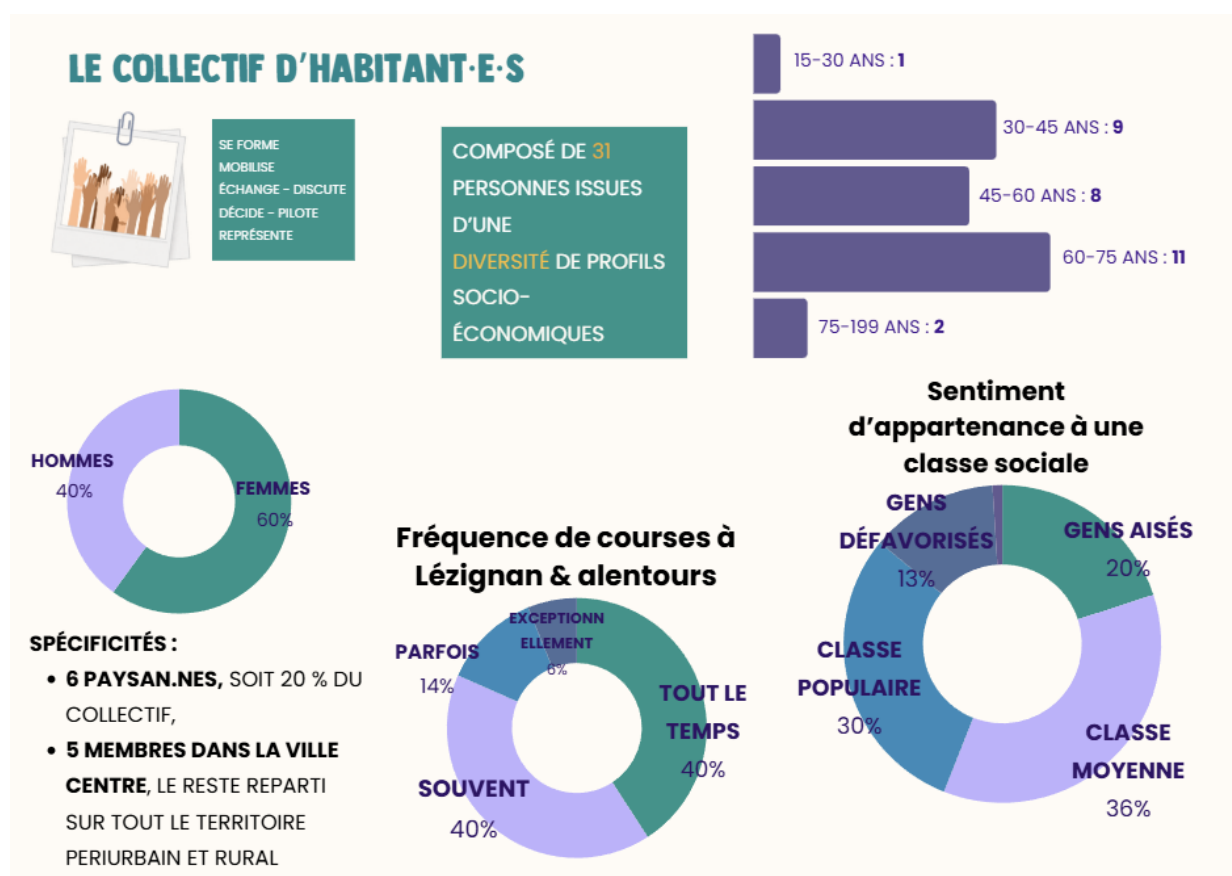


Fig.3. Aperçu bref des réponses au questionnaire d'entrée afin d'appréhender la diversité des participant·es officiellement retenu·es pour la phase du PAC, constituant ainsi le collectif d'habitant·es (n=31).

Le questionnaire relate que la majorité des répondant·es (15 sur 22) sont satisfaites avec leur alimentation et ont pu avoir la quantité et la qualité qu'elles désiraient, les 7 autres ont eu assez de quantité mais pas forcément la qualité voulue pour des raisons financières (4 sur 7),

ou à cause d'un manque de temps pour faire les courses à l'endroit voulu (2 sur 7) ou pour des raisons de régime alimentaire (1 sur 7).

Le questionnaire relate également que huit foyers (donc seul ou à deux) sur 23 touchent moins de 1100€/mois ; soit plus de 30% et quatre d'entre eux considèrent leur situation comme « Il faut faire attention, c'est juste » et trois déclarent que leur situation est confortable et que ça va (dont 1 touche moins de 500€/mois). Également, huit foyers sur 23 touchent entre 2800€ et 7000€/mois ; soit plus de 30%. Uniquement deux foyers sur 23 touchent plus que 5500€/mois. Les personnes ne sont pas uniquement attachés à l'argent comme sentiment de bien-être et ont des modes de vie simple.

### Proposition 1 : Les facteurs d'intéressement, entre valeurs relationnelles et ancrage territorial

L'alimentation est au centre d'une bonne santé, il est logique de s'y intéresser

Préserver la santé de toutes et tous à travers la promotion d'une agriculture biologique et des produits de bonne qualité semble être logique dans le discours des personnes entrevues car l'alimentation est la base du quotidien de la société. Il apparaît logique de prendre soin de ce qui nous fait vivre, de ce qui nous a nourri dans notre enfance, comme en témoigne le maraîcher du groupe qui voit son activité agricole comme un geste logique de soin : « *Et c'était cette logique, c'est vrai que je n'ai pas été éduqué comme ça, mais de dire qu'en fait, on mange des choses, on fout des choses dans notre organisme, pourquoi on fout des trucs pas bons ? Autant essayer de mettre des bonnes choses pour pas être malade derrière. C'est important de privilégier ce qui te fait vivre* », « *Ayant vu cette espèce de contradiction, de dire on protège la nature, mais en fait on fait n'importe quoi à côté, tu te dis, ben merde, à quel niveau moi je peux agir ? Ben sur la production en fait. Produire bien pour mes compatriotes, pas se rendre malade, et bien en étant respectueux le plus possible de l'environnement dans lequel je travaille, quoi.* » (BV) ou bien une vision plus holistique : « *tout ce que tu manges vraiment nourrit ton cerveau assez rapidement et... Ouais, ça joue sur ta vie.* » (UP)

La majorité des personnes entrevues m'ont fait part du lien évident qu'elles faisaient entre l'alimentation et la santé, ce lien étant la raison numéro une de leur engagement, se rapprochant ainsi de l'éthique du *care* où les personnes trouvent un intérêt majeur à prendre soin de la société dans laquelle elles vivent. Certain·es participant·es sont directement

acteur·ices sur leur environnement pour essayer d'y améliorer la santé en lien avec l'alimentation et les pollutions, même si l'action est venue plus tardivement que la conscience, comme cette participante médecin ayant des spécialités en santé environnementale : « *L'alimentation n'a pas été ma première préoccupation. C'est venu dans une forme de logique. L'alimentation, pour moi, c'était une question de culture familiale et une question professionnelle. C'est-à-dire d'être obligé de traiter les conséquences. Et de voir comment on pouvait changer les choses, c'est arrivé beaucoup plus tard.* » (CF)

Cette logique exerce une influence sur les pratiques de consommation alimentaires où le rapport aux produits issus de l'agriculture biologique et la cuisine fait maison fut abordé à de nombreuses reprises, de différentes façons, mais toujours selon ce lien entre santé et alimentation. Au questionnaire, la note moyenne sur 10 accordée à la confiance au label bio est de 7.8 avec un écart-type de 1.26 (n=23) donc faible, les notes sont regroupées autour de la moyenne.

Il n'a été que très peu souvent mention de l'approche écocentrique (Larrère 2010), c'est-à-dire de choisir le label bio pour son seul bénéfice environnemental. Le bénéfice environnemental est d'abord vu comme un bénéfice sanitaire, comme si la santé humaine et celle de la Terre était reliée, de façon pragmatique : « *On achète en bio parce que pour nous c'est logique de ne pas s'empoisonner et de soutenir d'autres producteurs qui ont un peu la même vision que nous de protéger un peu notre environnement* » (BV) ou encore : « *Le bien manger... Si je suis très généraliste, c'est quelque chose qui est bon pour ta santé, qui est bon pour la planète, je privilégie très souvent le bio.* » (PB) ou bien : « *D'abord, j'adore cuisiner, pas forcément tous les jours. Mais j'adore surtout manger et de manger bien. Manger bien, c'est d'abord de se faire plaisir au niveau gustatif. Le goût, tu vois. Et puis de savoir que les produits, ils sont sains, que ça nourrisse mon cerveau. Parce qu'au niveau du cerveau, c'est fondamental. Je sais vraiment l'impact de la bouffe sur la pertinence de réflexion, dans la vie, sur la prise de décision* » (CL). Même une participante aux revenus très modestes y attache une importance capitale, surtout pour son fils : « *Il a dû manger une semaine des pots industriels quand j'étais dans le Nord. Mais tout le temps que j'étais à la maison, il n'a jamais mangé un biscuit industriel, pas un gâteau industriel, je faisais tout maison, les pots, les compotes, les gâteaux, tout maison.* » Et sur son rapport au bio dans ses habitudes de consommation et d'achat, c'est le goût et la santé qui sont les principaux critères : « *En fait c'est que le goût était meilleur, j'avais les trucs de saison, les légumes et fruits de saison et il y avait moins de produits, pour moi c'est moins nocif pour la santé* » (VL).

D'autres participant·es témoignent de ce lien entre la santé et l'alimentation avec une approche davantage sensible et ancré dans le vécu : *« Si tu veux, moi j'étais déjà à l'école primaire ici. Et l'été, on allait pêcher, par exemple, à la rivière, avec la main. Et on voyait des poissons qui perdaient des écailles. Et ça, j'ai su, je ne l'ai pas su tout de suite, mais j'ai su que c'est dû au DDT<sup>18</sup>. Donc j'ai été sensibilisé et puis j'étais aussi chasseur à l'époque, à la campagne tout le monde était chasseur à l'époque, donc moi très jeune j'ai chassé et donc j'ai vu la disparition du gibier, je l'ai vécu ça. J'ai abandonné la chasse d'ailleurs à cause de ça, parce que j'ai vu les dégâts des pesticides sur les gibiers. Moi je me dis si on veut arrêter cette connerie de traitement, il faut absolument abandonner les produits qui sont traités. »* (JR) ou encore ce paysan qui a vu les effets directs sur sa santé et celle de son entourage : *« Je mange bio depuis très longtemps. J'ai été entouré, je connais plusieurs gens qui ont des maladies chroniques graves qui se soignent à travers la nourriture. Et notamment en mangeant bio et supprimant le lactose et le gluten, donc les sucres. Ce n'est pas le social parce que sur le coup, socialement, c'est plus compliqué de manger comme ça. Mais c'est le goût. C'est aussi de se soigner et de ne pas s'empoisonner. Bien manger, du coup, c'est nourrir son corps. Et à travers la nourriture, se soigner, en fait. C'est que tu ne tombes pas malade. Mais si je mange 3 jours, 4 jours du chocolat de suite, j'ai des soucis de ventre, c'est mon corps qui m'oblige en fait. Et je constate. »* (LV). Ce témoignage illustre que le lien entre la santé avec l'alimentation n'est pas idéologique mais encore une fois très pragmatique, c'est un lien logique et qui suscite l'intérêt des gens à participer.

### Des notions humaines de justice sociale marquant les valeurs relationnelles aux autres

Lors de la deuxième rencontre organisée le 17 mai dans le domaine et le château de l'un des vignerons participant de la Caisse, au moment de partir, ce dernier, qui avait participé aux ateliers au même titre que les autres membres du collectif, nous salue en fin de journée en nous remerciant plusieurs fois de faire ce que nous faisons et en ne s'incluant pas dedans. Les participant·es, bien que de milieux socio-professionnels différents et aux revenus différents, sont sensibles à l'alimentation et ne se sentent pas en situation de précarité alimentaire (seulement 1 sur 22), ils et elles ne participent pas pour leur propre intérêt personnel, bien que n'étant pas forcément aisés. Les personnes se sentant « aisées » participent au même titre que des personnes se considérant comme « défavorisées » ou dans les « classes populaires » et ne font toutes deux pas cela pour l'équilibre financier. Il s'agit là de l'activation d'un répertoire

---

<sup>18</sup> Dichlorodiphényltrichloroéthane : pesticide interdit en France en 1971. Pour plus d'informations, lire *Printemps silencieux* de la biologiste Rachel Carson écrit en 1962 sur les ravages sanitaires de ce pesticide.

socio-culturel de l'engagement, de la solidarité et de l'entraide. Le dispositif relève donc de la reproduction identitaire d'un milieu dans lequel l'entraide contribue à l'équilibre économique, la mobilisation collective et l'épanouissement personnel et dépasse largement le prisme de l'individualisme grâce à un répertoire de valeurs partagées : « *Je me dis qu'il n'y a peut-être pas forcément besoin d'être politisé du moment que tu as des valeurs, tu as certaines valeurs socles qu'on partage.* » (OL).

Les participant·es semblent en effet partager des valeurs de justice sociale en montrant leur intérêt sensible à ce que les personnes autour d'elles et eux puissent bénéficier d'une alimentation saine et choisie, comme en témoigne cette réponse à la question « pourquoi avoir poussé la porte du projet, quel lien avec l'alimentation ? » : « *Parce que ça cochait beaucoup de cases communes avec mes valeurs. Je te disais d'aller vers de l'égalité, d'aller vers le côté une meilleure alimentation et en même temps d'agir sur la production. Si on ne change pas les modes de production, là, pour le coup, l'écologie, la Terre, elle en prend plein la tronche. La planète est mal barrée, quoi. En fait, je m'aperçois que je suis malheureuse de vivre dans une société qui va mal et que ça m'impacte personnellement. Ce n'est pas cool, ce n'est pas par grandeur d'âme. C'est parce que ça m'empêche de vivre, de penser qu'il y a autant de souffrance autour de moi. C'est vraiment insupportable. Donc à un moment donné, c'est d'essayer de contribuer à ce qu'il y ait plus de justice, parce que moi je serais plus heureuse dans une société plus juste. Moi c'est là mon retour sur investissement, c'est que ça me rend plus heureuse et au moins j'essaye.* » (HQ) ou encore celle d'une autre participante dans un rapport également sensible : « *En fait je pense que j'ai quand même une hypersensibilité et du coup j'ai besoin de me sentir utile, et tout ce qui touche à l'injustice, ça m'énerve en fait. C'est surtout par rapport à l'injustice, par rapport à l'aide aux personnes.* » (MM).

Les participant·es ne le font pas pour elles et eux mais réinventent leur environnement grâce aux réseaux d'entraide et de solidarité qui s'offrent à elles et eux et dans lesquels l'action collective est un mode de vie privilégié : « *Ce monde libéral, il a développé une dérive individualiste, il en a besoin pour survivre. Et donc, pour moi, le commun, c'est la seule chose qui peut s'opposer à ça.* » (HQ) ou encore cette participante qui n'est pas familière avec la notion de « commun » mais est sensible à la nécessité de faire groupe pour avancer, et qui a rejoint une association de création de forêt comestible dans son village : « *Seul on va plus vite mais ensemble on va plus loin* » (YH).

Les anthropologues l'ont déjà montrés dans la littérature sur les sociétés non occidentales que les modes de vie d'interproduction basés sur les réseaux familiaux, tribaux ou de voisinage

sont majoritaires (Degavre et Lemaître 2008; Godelier 2000; Sahlins 1969). Les individus ne produisent et ne cultivent les matières rarement que pour leur simple consommation mais mutualisent leurs forces et ressources pour garantir une vie saine pour le clan, souvent en dehors de relations marchandes (Pruvost 2022). Ici, les participant·es s'attachent à ce dispositif comme d'un moyen de faire profiter à leur communauté, à leurs voisins, d'une meilleure alimentation, d'une meilleure sécurité sociale, de meilleures conditions de vie car cela leur importe intrinsèquement pour leur propre bien-être : « *Parce que je pense que ça me paraît très logique que tout le monde se dise ça [de penser aux autres]. Parce que ça changerait le monde aussi, je sais pas parce que je pense que j'ai pas l'habitude de réfléchir que pour moi quoi donc je vais penser plutôt à me dire, si je fais ça, est-ce que c'est bien pour les autres ? Est-ce que je peux apporter à l'autre ? Qu'est-ce qu'on peut s'apporter mutuellement ? Mais tout seul, on se fait chier en fait.* » (AS).

Il a été fait constat que l'inégalité d'accès à l'alimentation est un vecteur de déclassement social par les participant·es. La volonté d'agir émane ici de la fonction sociale, un accès à une alimentation choisie peut permettre de réduire les inégalités et accéder à un meilleur ou nouveau rang social, c'est un vecteur de justice sociale comme peut l'affirmer la convergence des travaux en sociologie de l'alimentation : « *L'alimentation n'est pas que la réponse mécanique à un besoin physiologique, c'est un fait social.* » (Cardon, Depecker, et Plessz 2023:4).

De plus, le questionnaire a révélé que 18 personnes sur 22 considèrent que l'offre alimentaire est suffisamment diversifiée dans leur territoire, trois pensent que non et une estime que les produits locaux sont présents mais pas forcément bio. Ceci illustre le fait que les participant·es ne viennent pas forcément pour améliorer la situation de l'offre alimentaire mais bien pour un projet sociétal qui correspond à des valeurs de justice sociale.

La nourriture contribue largement à la formation de l'identité individuelle, à sa socialisation, ainsi qu'au positionnement de l'individu dans divers groupes sociaux et à sa participation à la vie citoyenne. Ceci est témoigné par un participant se mettant à pleurer quand la question lui a été posée de décrire son lien avec l'alimentation autour d'une animation de photo-description (Auma, Holdsworth, et Pradeilles 2021), il nous a témoigné avec beaucoup de sensibilité sa façon de s'identifier à sa famille et à lui-même, lui rappelant son origine des classes populaires.

Ces résultats montrent en effet que les valeurs relationnelles sont portées par une diversité d'humain·es qui puisent dans des notions de justice sociale et que ces dispositifs de démocratie alimentaire permettent de révéler, d'articuler en action collective.

### La participation à la Caisse est une manière implicite de politiser son monde à travers les valeurs relationnelles au vivant, humain comme non-humain

Je pars du constat basé que ce projet de Caisse et ce PAC est éminemment une expérience politique, pour plusieurs raisons. En effet, de par sa nature même de vouloir changer un « système » sociotechnique ; de par sa forme de communication ; de par sa forme de participation par démocratie directe pour une démarche sociale et solidaire où l'habitant peut reprendre du pouvoir d'agir ; de par le socle commun porté par le collectif SSA. C'est parce que les personnes vivent en société et sont intimement liées à leur alimentation qu'ils décident d'agir sur leur environnement pour le transformer : « *Parce que moi, je trouve que vraiment c'est à travers l'alimentation qu'on peut vraiment faire un levier dans une société* » (CL).

L'alimentation est le vecteur de politisation de l'environnement, c'est par ce vecteur que les personnes décident de s'engager dans une expérience politique pour forger le contrat social qui anime leur quotidien : « *J'aime bien aider les gens. Et je me suis dit que ce serait une occasion d'aider un peu plus. Et en plus, comme ça porte sur l'alimentation et que j'adore ça, j'ai dit ok* » (VL). Cela revient à une transformation de l'ordre politique existant (Dobson et al. 2009) qui façonne le système agri-alimentaire actuel remis en cause par les initiatives de démocratie alimentaire comme en témoigne un paysan récemment installé et impliqué dans la Caisse : « *Et puis moi je crois profondément que la seule solution pour la merde dans laquelle on vit c'est l'agriculture. C'est le seul truc qui fait sens pour moi. Même dans l'art, je ne trouvais pas le sens, je ne trouvais plus le sens dans ce qu'on vit dans notre société. Il faut se nourrir, tout est complètement décalé dans notre système capitaliste et tout, de revenir à la base qui est nourrir. Nourrir, prendre soin de la planète, faire les choses intelligemment, avec conscience.* » (LV).

Pour faire le lien avec l'éthique du *care* présenté dans le cadrage théorique de cette proposition, le parallèle peut donc être fait avec des participant·es se sentant vulnérables face à la crise environnementale et sociale que notre civilisation affronte actuellement et utilisent le dispositif de démocratie alimentaire pour agir et prendre soin de leur environnement, des autres humains et non-humains autour d'elles et eux. Cela est témoigné par une participante particulièrement pessimiste quant au monde dans lequel elle vit, mais qui retrouve une forme

d'espoir en participant au projet, et qui se politise : « *C'est que si les gens arrivent ensemble à discuter en étant de différents milieux et localement, sans politique, sans rien, et en se disant, on va prendre notre vie en main, c'est-à-dire, on s'organise pour partager les droits, pour faire un monde plus cool, en fait la base mais effectivement qui n'existe plus, que tu n'attends plus des politiques, que c'est de la merde, on vit dans un monde de merde, tu vois. Et que là tu as une volonté des gens qui ont envie de faire ce truc là pour plus de justice sociale, bah franchement oui c'est ce qui m'a fait continuer aussi quoi de me dire bon bah là quand même faut que je me pousse quoi parce que là je t'avouerai j'étais un peu dans l'abandon quoi je suis un peu désespérée. Donc là, je n'ai pas d'espoir, mais je me dis que c'est un projet qui est quand même intelligent, qui humainement, pour moi, compte, parce que c'est quand même une espèce de prise de conscience collective de se dire, je ne vois pas pourquoi les pauvres boufferaient de la merde, en fait* » (AS).

La théorie politique environnementale (TPE) peut également servir de cadre d'analyse à l'expérience de l'injustice environnementale et sociale par la participation et le sensible (la participation politique au PAC) pour la compréhension des effets politiques de la crise écologique (Lejeune et Hess 2020). Les participant·es ne revendiquent pas en premier lieu la crise écologique comme leurs moteurs d'actions mais voient leur quotidien se dégrader et se sentent eux et elles-mêmes ou leurs concitoyen·nes injustement touché·es par le système agro-alimentaire en place qu'un participant associe au système capitaliste et en justifie sa participation : « *L'engagement, c'est de supprimer le système capitaliste. Parce que le système capitaliste, c'est un système de prédation où on accumule, et l'accumulation est infinie, mais cette accumulation ne peut se faire qu'en pillant les autres. Donc pour moi, ça c'est inacceptable. C'est inacceptable parce que c'est injuste.* » (JR). Ils et elles décident alors de reprendre le pouvoir d'agir sur ce qui a un effet sensible et concret sur leurs moyens de subsistance et le moyen de vivre-ensemble, étant donc intimement liés à l'environnement et aux autres car ils et elles pensent le problème en système de relations.

Certain·es participant·es explicitent leurs liens avec leur environnement : « *Je peux faire n'importe quelle balade ou aller n'importe où, ça peut me faire pleurer d'émotion, quoi. C'est-à-dire, je ne sais pas, je me sens dedans, en fait. Je me sens dedans et j'ai envie d'être avec. C'est-à-dire que c'est un truc qui m'habite complètement. Je sens la nature, je meurs, j'étouffe, je ne respire plus. J'ai besoin de ça. C'est mon lien. C'est mon socle.* ». Ceci illustre le concept de Tim Ingold de l'organisme-dans-son-environnement (Ingold 2012) où la dichotomie nature/culture n'a pas lieu d'être mais où l'être vivant est inséré **dans** la nature et non en

dehors. Il est à noter que ces personnes vivent et sont insérées dans un milieu rural où le naturalisme s'exprime moins d'un seul tenant et où l'on retrouve des pratiques s'apparentant à l'animisme ou au totémisme (Stépanoff 2024). Également, d'un point de vue sensible, les ruraux vivent plus fortement les changements globaux comme l'effondrement de la biodiversité par exemple, y étant directement confrontés comparés aux populations urbaines.

Le fait de participer et d'agir en groupe, au sens du philosophe Jürgen Habermas, permet implicitement de relier les valeurs démocratiques et les valeurs écologiques (Dryzek 1995), la participation au processus démocratique est l'incarnation même du lien entre les personnes et leur environnement du quotidien. C'est lorsque l'être humain vit sensiblement une expérience, dans son corps et son esprit qu'il se reconnecte à l'environnement : *« Je veux dire en fait si les gens se nourrissent bien ça nourrit le monde en fait ça respecte le monde. Et là, actuellement, on a quand même un putain de problème avec ça. C'est-à-dire que les gens sont complètement déconnectés du monde sur lequel ils sont. Il y a des gens qui sont capables de vivre sans foutre un pied dans l'herbe. C'est vrai. C'est horrible. Je le conceptualise et je me dis que peut-être c'est la majorité des gens. C'est flippant. C'est à cause de ça qu'on est tous en train de crever. C'est parce qu'on n'a plus les mains dans la terre. Tu vois, il n'y a plus ce lien. Le lien est coupé, quoi. Et là, c'est le début de la fin. »* (AS). Ainsi, le projet de Caisse inspirée de la SSA lui apparaît comme l'outil de médiation politique concret de cette reconnexion pour transformer la situation vécue (Schlosberg 2012) d'injustice sociale et environnementale qui se retrouvent finalement intrinsèquement liés.

L'expérience sensible de l'environnement perçue négativement (réchauffement climatique qui impacte l'activité professionnelle ou manger des produits malsains par manque d'argent) conduit *« à des formes de politisation des questions environnementales à travers les dimensions émotionnelle et morale des enjeux socio-environnementaux, jusqu'ici peu envisagées dans l'analyse du politique, hormis dans la TPE. »* (Lejeune et Hess 2020)

### **L'aspect local permet une responsabilisation commune, chacun·e se sent concerné car ils et elles partagent des affects territoriaux**

Avec les échanges et le lien fort entre les paysan·nes et les autres membres de la Caisse, le dispositif de Caisse d'alimentation comporte l'intérêt pour les participant·es de s'adapter à la diversité des situations agricoles du territoire. Il s'auto-organise en plaçant la valeur relationnelle entre les besoins des habitant·es et la gestion pérenne de leur environnement et de leur territoire afin de répondre aux enjeux locaux, économiques et climatiques exprimés et ressentis. Des paysan·nes, dont deux sont vignerons, ont exprimé qu'il y avait trop de vin

dans l'Aude et qu'avec les problèmes de sécheresse et d'eau qui s'aggravent, le PAC est pour elles et eux une opportunité d'échanger avec une diversité de profils pour faire passer le message de ces enjeux cruciaux non seulement pour elles et eux mais pour l'ensemble des habitant·es du territoire sur ce qui compte vraiment, c'est-à-dire les moyens de subsistance « *Et à partir du moment que c'est bien écrit et que ça fonctionne bien il y aurait de plus en plus de monde qui adhèrent et de plus il y aurait un poids sociétal. Donc forcément si la Caisse arrivait à nourrir 300 000 habitants de l'Aude ça serait super. En fait, ça devient juste une organisation. Tout le monde est là, mais on produit du coup pour nourrir les gens localement* » (LV). Ils et elles souhaitent utiliser ce dispositif pour agir démocratiquement et de façon populaire sur ces enjeux via le conventionnement « *Réorienter le modèle agricole par le conventionnement ça permet de se développer au détriment d'un mauvais modèle agricole, on pourrait dire.* » (BV) en favorisant l'agriculture vivrière, utile pour les besoins basiques des humains en proposant de financer un modèle agricole de transition (la diversification et l'arrachage de vignes) pour garantir des revenus économiques et des retombées écologiques au territoire.

Les participant·es, bien qu'une majorité aient une conscience écologique, n'ont pas de connaissances solides sur le système alimentaire et ne revendiquent pas l'agroécologie ou tout un tas d'autres notions qui pourraient appartenir à une classe « pensante » lorsqu'ils et elles sont questionné·es sur l'origine de leurs motivations à s'investir dans ce projet. Ils et elles sont plutôt attaché·es à mettre quelque chose en place concrètement à l'échelle d'un terrain, d'une commune ou d'un réseau paysan local : « *Parce que c'est un besoin de partager des choses avec les autres, et puis de faire des choses sur le lieu, sur mon territoire. Pour l'instant, c'est une vision locale en me disant que c'est un sujet qui me passionne, l'alimentation, et surtout l'accès à une alimentation de qualité pour tout le monde, ce qui n'est pas le cas. Et ensuite, peut-être que c'est une petite graine qu'on met localement et j'espère que ça va se développer, qu'un jour, ce sera un sujet national.* » (OF). Il n'y a pas de notion ou de recette miracle, il n'y a pas d'ingrédient à mélanger pour réussir une transition agroécologique et sociale (ex : militantisme + conscience écolo + connaissances scientifiques = transition) mais cela se fait en faisant, en mettant les mains dedans concrètement, en décidant d'agir localement sur son territoire : « *Ce qui m'intéresse c'est d'avoir un impact local. Agir, quoi. Oui, vouloir agir, faire quelque chose, un cercle un peu vertueux, plus de producteurs locaux, plus de consommateurs de produits locaux, plus de santé.* » (YQ) ou encore des témoignages de paysan·nes qui revendiquent leur métier comme l'acte suprême

pour instaurer cette transition « *Et du coup, je me suis dit que la seule façon de protéger l'environnement en France, c'est d'être paysanne.* » (AS) ou encore « *avec le monde agricole, j'ai découvert, j'ai dit, ah waouh, eux, ils lient l'action à la parole, mais ce n'est pas dans la violence. Il y a un truc, en fait, 'they walk the talk', ils font ce qu'ils disent et même plus* » (LV).

Là encore le lien a été refait entre la dimension commune et la dimension participative du projet de Caisse palpable selon ces participantes : « *Je pense que la démarche citoyenne m'intéresse à mort. Ouais, de regrouper des gens et de responsabiliser les gens. Enfin, tu vois, je trouve ça cool, là. Tu vois, il y a une trentaine de personnes qui disent... Ça aurait été sympa qu'on en discute tous ensemble de pourquoi tous, on est venus là ? Parce que je pense qu'en fait, ça fait partie de cette lutte-là de se dire, ben oui, on est des citoyens et c'est responsabiliser les gens, se responsabiliser ensemble sur des problématiques communes et qui ouvrent à autre chose qu'à soi* » (AS) ou encore cette participante ayant un fort rejet des choses politiques en général témoigne sur l'importance du côté local pour avoir un vrai pouvoir collectif : « *Après, ça dépend du projet et de comment s'est mis en place. Mais après, c'est sûr que ce sont des choses dans lesquelles je ne suis pas forcément d'accord. Ça m'aurait questionné de ne pas pouvoir avoir pu donner mon avis, par exemple, ou y participer [Et du coup, qu'est-ce qui est différent dans ce projet-là ?] Parce que c'est un projet commun. Et en fait, du coup, ça prend en compte les habitants et vraiment le côté local. Donc, c'est vraiment propre à notre territoire. Ce ne sera pas pareil comme à Montpellier, ce ne sera pas pareil comme ailleurs... Même si le cadre, il est global, il est national, en fait, parce qu'il y a quand même un cadre national. Après, le reste, en fait, c'est vraiment local. Donc, du coup, c'est adapté vraiment à notre territoire et ça, c'est hyper important.* » (MM).

Cette responsabilisation commune dont parle ces participantes tient du fait qu'il s'agisse d'une démarche profondément populaire où les habitant·es peuvent enfin se rencontrer et échanger directement, ce qui donne réellement le pouvoir et la parole aux personnes concernées, en opposition aux démarches de démocratie participative d'ordre institutionnel qui ne permettent pas de réellement donner son avis et qu'il soit pris en compte et dont on va discuter dans la partie suivante.

Ainsi, et pour conclure sur cette proposition, les participant·es s'accrochent à leur rapport à l'alimentation, alors partie prenante de leur environnement, et à leurs valeurs sociales et humaines qui représentent des notions communes au sein du groupe. Le dispositif de Caisse d'alimentation de Lézignan-Corbières a permis d'accrocher ces attachements sensibles aux

autres et au monde vivant en général et de les mettre en mouvement pour un projet de société, il a éveillé la politisation des participant·es en faisant appel à leurs valeurs relationnelles qu'ils et elles accordent à leur environnement. Il conviendrait cependant de revenir faire une série d'entretiens auprès des mêmes personnes dans un an par exemple pour apprécier si le degré de politisation a changé en comparaison avec ces premiers dires.

## Proposition 2 : Les facteurs et processus de la mise en public

Tout d'abord, j'aimerais définir le terme d'éducation populaire qui va être utilisé à plusieurs reprises ainsi que présenter concrètement en quoi celle-ci a consisté lors du PAC. Ceci désigne les méthodes de communication ainsi que l'ensemble des mécanismes de réflexion collectives utilisés par l'équipe d'animation du PAC. Ces modalités de communication et de réflexion tentent de faire ressortir les savoirs expérientiels et les approches sensibles à la même hauteur que les savoirs techniques, d'expertises. Elles favorisent en effet l'écoute et la prise au sérieux des vécus individuels des participant·es où chaque participant·e dispose d'une légitimité égale, quel que soit son niveau de compétences, de diplôme, de situation dans la société, ect... Les modalités d'éducation populaire permettent la dimension participative du projet en articulant justice sociale, environnementale et changement de situation économique. Les outils de l'éducation populaire visent *« la reconnaissance égale de la place et de la parole de chacun·e à toutes les étapes de la décision, le croisement des savoirs, l'expression des désaccords et la médiation, l'apprentissage basé sur le développement de connaissances en commun, la convivialité ou encore la création d'expériences collectives marquantes à même de nourrir l'engagement autour d'une cause commune »*.

Ce faisant, l'éducation populaire entraîne une co-formation des participant·es sur une diversité de sujets. Notamment, au départ du PAC, l'accent a été volontairement mis par l'équipe d'animation sur l'installation d'un cadre de confiance pensé collectivement pour les réunions du collectif d'habitant·es avec des règles simples sur les attentes et les besoins de chacun·e afin de permettre à tout le monde de se sentir légitime. De plus, l'équipe d'animation est formée et compétente dans ces outils-là, ce qui se fait sentir par les participant·es et qui permet une meilleure confiance en soi : *« Et je pense ce qui me plaît aussi, c'est Manon et Thomas, le fait qu'il y ait un cadre aussi. Le fait que vraiment la parole pour tout le monde est au même niveau, le fait qu'en fait souvent il rappelle le fait que chacun est différent, que tout le monde est légitime, qu'il n'y a pas forcément de niveau à avoir. Voilà, que chacun est dans sa place en fait et que chacun vienne comme il est et comme il peut et ça c'est hyper important et du coup ça permet de se sentir à l'aise et pas inférieur à d'autres »*

*personnes. » (MM) ou encore « Et puis, j'ai l'impression qu'en plus, ils maîtrisent bien ces outils-là. Je les sens compétents. Eux, j'ai l'impression qu'ils se les sont réellement appropriés. Quand elle [ML, animatrice] les a bien appropriés, elle les fait vivre, y compris dans leur vie, tu le sens que ce n'est pas que dans le boulot. Elle est construite avec ça aussi, elle est hyper cohérente là-dessus. » (HQ).*

Par exemple, il a été stipulé par une participante son souhait de ne pas couper la parole lorsque quelqu'un·e s'exprime. Lorsque ces règles de base n'étaient pas respectés, certain·es participant·es prenaient la parole pour stipuler le manquement, ceci venait restaurer une écoute et un respect collectif instantanément. De plus, des signes avec les mains ont été instaurés pour signifier que l'on est d'accord, en désaccord ou que l'on n'a pas compris un mot technique à la personne qui parle sans l'interrompre.

### Sortir de l'entre-soi : un impondérable démocratique grâce à l'éducation populaire

*« L'intérêt c'est pas d'être dans l'entre-soi. Sinon, comment tu veux comprendre comment fonctionnent les gens et comment tu veux avancer avec eux ? » (CF)*

D'après les échanges que j'ai pu avoir lors des réunions du collectif d'habitant·es ainsi que les réponses des personnes entretenues, il est assez lisible que les participant·es sont déjà sensibles aux enjeux de l'alimentation mais à des degrés différents et selon des raisons différentes. Ils et elles ne placent pas forcément leur sensibilité au même endroit mais ces préalables de conscientisation semblent être un prérequis pour s'engager dans la participation autour d'un modèle alternatif au système dominant actuel. Ceci peut faire écho à ce qu'il se passe dans les *civic food networks* (CFN) que nous avons présenté brièvement en introduction. De ce fait, ce dispositif de démocratie alimentaire ne semble pas permettre, a priori, d'observer l'action de personnes « lambda » qui ne seraient pas sensibilisées à ces enjeux et qui n'auraient pas de capital politique. Cependant, il y a deux participantes entretenues qui n'ont eu aucune activité associative et/ou militante auparavant, l'une d'elle cherche même à s'en éloigner en réfutant la dimension politique de sa participation, plusieurs personnes ont même témoigné leur peur ou vigilance quant au mot « militant·e », ces personnes se sentent tout de même très à l'aise au sein du groupe grâce à ces modalités d'éducation populaire : *« Pour moi, c'est hyper positif. Je sens vraiment que les personnes sont bienveillantes et vraiment, il y a de l'écoute. C'est très positif. Je me sens vraiment bien avec ce système de fonctionnement. » (MM).* Cette même participante qui stipule également *« C'est un peu plus compliqué au niveau social. J'ai beaucoup de difficultés à aller vers les*

autres. Et par exemple, être en groupe, c'est compliqué. Donc je viens à la SSA parce que ça me tient à cœur même si je ne sais pas trop ce que je vais pouvoir donner, mais ça me coûte en fait. » se sent à l'aise d'exprimer un désaccord et de prendre la parole en public de plus en plus au fur et à mesure que les rencontres s'enchaînent.

Après l'observation des comportements, des prises de parole et des entretiens menés, je fais une proposition de typologie des participant·es où nous pourrions les réunir au sein du tableau ci-dessous, les catégories étant à but analytiques et non descriptives. Ici, un·e militante est quelqu'un d'engagé·e au sein d'une association environnementale ou sociale et qui participe à des manifestations (6/22), une démarche politique est uniquement lorsque les personnes ont explicitement exprimé que leur participation pouvait être politique.

**Tableau 2. Typologies des participant·es au collectif d'habitant·es et leurs comportements associés.**

<b>Typologie</b>	<b>Militant·e et Militant·e et Non militant·e, Non militant·e, sensibilité sensibilité sensibilité avec sensibilité sans environnementale sociale – démarche démarche politique politique</b>
<i>Comportement lors des réunions</i>	<p>Celles et ceux qui parlent le moins et observent en laissant faire l'intelligence collective</p> <p>Celles et ceux qui participent le plus en essayant de garantir l'inclusion de toutes et tous</p> <p>Au départ position de suiveur·euse puis prises de parole de plus en plus fréquentes</p> <p>Les plus timides, sentiment d'illégitimité mais prise de confiance grâce aux autres</p>
<i>Comportement lors des entretiens personnels</i>	<p>Prolixes, donnent une vision presque hégémonique sur ce qu'il faudrait faire tout en gardant en tête l'importance d'un groupe diversifié.</p> <p>Idem, en allant plus en détail sur le raisonnement de leur participation pour assurer un avenir plus juste.</p> <p>Curieux et curieuses, et sont content·es de participer à quelque chose de collectif pour voir où cela mène et qui répondent à leurs valeurs.</p> <p>Idem, en cherchant le côté pragmatique à tout prix. Leur participation s'ancre tout d'abord dans leurs valeurs de solidarité.</p>

Contrairement à d'autres associations ou initiatives de démocratie alimentaire, les militant·es environnementales et environnementaux prennent le moins de place lors des échanges collectifs. Ils et elles ne sont soit pas habitué·es aux modalités d'éducation populaire ou sont conscient·es de leur position. Ce sont alors les modalités d'éducation populaire qui leur permet d'avoir cette prise de conscience et de laisser la place aux personnes qui seraient moins convaincues ou plus hésitantes, comme en témoigne un paysan très convaincu de ses idées et de sa « vision » vers laquelle il aimerait que la Caisse aille : « *Des modalités de communication semblables, je ne connaissais pas aussi bien. Mais ce sont des notions qui m'intéressent beaucoup. Je trouve ça très bien parce que ça crée du groupe, ça met des gens à l'aise, et par ça, du coup, il y a le respect pour l'autre, ça met du confiance chez les gens. Mais en étant là, je me rends très bien compte que justement, ce qu'on a à dire peut être écouté. Et je me suis dit, mais avec l'expérience que j'ai, et des choses, j'ai une vision et du coup, je peux peut-être arriver à partager cette vision. Et il y a peut-être des gens qui ont bien envie que ça aille dans ce sens-là. Et donc, c'est plus ça une raison pour laquelle j'ai participé à la Caisse.* » (LV). Cette personne participe parce qu'elle a établi, grâce à ses expériences vécues et pragmatiques, des plans et des idées pour lesquelles la Caisse serait un moyen de les mettre en place mais pour cela il aimerait les partager avec tout le monde car c'est uniquement si « *ils se mettent dedans et qu'ils se rendent compte comment tout fonctionne* » que ça pourrait marcher. C'est-à-dire que sa participation est un moyen d'aller faire du lien avec les consommateur·ices pour leur dévoiler comment le monde agricole tourne et comment ses systèmes fonctionnent, tout en étant conscient qu'il a besoin de temps dans ce processus d'éducation populaire pour apporter ses connaissances et ses savoirs, qu'il ne s'agit pas de les débiter d'un coup mais plutôt de les apporter selon une façon plus démocratique « *Mais oui, je kifferais faire ce genre de choses. Pour l'instant, je ne comprends pas comment, quand et quand le proposer. Mais oui, toutes ces choses-là, je vais les proposer* » (LV).

Certaines personnes militantes ont même témoigné le bien que cela faisait de participer au sein d'un groupe diversifié avec des personnes moins « engagées », ce qui les rapprochait d'un pragmatisme recherché et vu comme source d'espoir pour accomplir des choses : « *Mais tu vois, là, ça m'a touchée quand (MM) a dit à un moment donné « mais moi j'y capte rien ». Ouais et bien ça m'a fait plaisir en fait. Enfin franchement, qu'elle ose le dire déjà, tu vois ? Et puis de se dire, en fait, c'est cool que tu le dises parce que moi, ça m'intéresse justement qu'on arrive déjà à faire quelque chose ensemble avec tout ce qu'on sait, tout ce qu'on ne sait*

*pas. Et que moi, si je peux t'apporter des réponses sur ce milieu-là, je serai hyper contente »* (AS). Pourtant, cette participante a bien conscience des raisons de sa participation qui sont clairement situés au niveau du militantisme environnemental et politique où, comme (LV), ce qui la fait participer c'est de pouvoir avoir la possibilité de resserrer le lien entre producteur·ices et consommateur·ices pour éveiller les consciences sur l'importance de ce qu'ils consomment sur la vie en général, pas que sur la vie des paysan·nes mais sur toute la chaîne de valeurs associées, comme la responsabilité, la réciprocité vis-à-vis du vivant, vis-à-vis de la consommation matérialiste qui pollue énormément, etc. La SSA est alors vue comme un levier pour surmonter la barrière financière des personnes qui s'alimentent au moins cher, donc avec l'agro-industrie qui ravage la vie sur Terre : « Tu as envie d'aller voir ailleurs mais tu n'y vas pas parce que c'est aussi compliqué quoi et que du coup c'est de se dire bah là tu vas voir des gens qui ne se sont peut-être jamais posé toutes ces questions tu vois et qui vont dire mais ouais. Mais parce que pour moi l'idée c'est que ces gens-là puissent aller dans des endroits autres qu'où ils vont d'habitude [grandes surfaces, magasins industriels] et que peut-être chez eux ça génère quelque chose quoi tu vois de se dire à la fois j'y ai le droit et en fait, c'est important. C'est important pour ma vie, pour la vie des autres et pour la vie de la Terre. Je me rends compte que les gens ont conscience de rien. » (AS). Bien que ses idées soient bien imprégnées dans son discours, cette participante ne prend que très rarement la parole lors des rencontres et lorsqu'elle le fait, c'est pour recentrer sur un discours pragmatique et très à l'écoute des interrogations et points de vue de chacun·e.

Ceci montre également que les rapports de domination entre « sachant·es » et « profanes » se transforment et évoluent, il ne s'agit plus du camp des paysan·nes convaincu·es contre les bobos écolos et contre les consommateur·ices « lambda » mais plutôt de l'interconnaissance entre personnes partageant des notions communes qui rassemblent et rendent le projet démocratiquement viable et attirant pour une diversité de personnes qui pourraient être réticentes à rejoindre un collectif trop convaincu comme le témoigne ce participant, venant du militantisme écologique : « Pour moi, tout réside dans l'émancipation des individus et que chaque individu puisse avoir l'occasion justement de s'approprier des choses et de se dire qu'avec l'aide du collectif on peut gagner, entre guillemets, en compétence, en pouvoir d'agir et puis en confiance en soi. Que ce soit un lieu de développement. » (MB). Les changements viennent de la base (càd la société civile) et la diversité est primordiale pour garantir un projet concret qui parle à tout le monde, qui soit au maximum représentatif de la société en impliquant les gens, et c'est ce qui fait l'utilité du PAC, ressenti par le maraîcher du groupe : «

*Oui, je pense que ça m'est utile parce que, comme je te dis, moi je suis sur mon petit terrain, avec ma petite problématique de maraîcher. En discutant avec d'autres, tu peux avoir conscience de leurs problématiques [...] et c'est que je vais me confronter plutôt au point de vue des autres qui ne sont pas les mêmes que le mien. C'est ça qui est intéressant [...]. La dimension collective ? C'est super important. Pour que ce soit légitime, il faut qu'il y ait le plus de personnes différentes au sein du groupe pour que ce groupe reflète le mieux le monde dans lequel on est ou notre société, on va dire » (BV). Ce dernier a aussi témoigné l'importance de sortir de l'entre-soi à travers le lien entre relation au vivant et relation humaines, où la diversité culturelle et biologique sont reliées et toutes aussi importantes : « Si on est tous à penser la même chose, on va forcément en laisser de côté certains. Déjà, d'une part. Et puis non, la diversité, c'est ce qui fait la richesse. Voilà, si on en revient à l'agriculture, la monoculture, c'est nocif sur plein d'aspects. La biodiversité, le fait d'avoir des choses différentes au même endroit, fait que les choses s'équilibrent un peu plus. Et je pense qu'au niveau des rapports humains, c'est pareil, c'est plus intéressant d'être à plusieurs, à discuter d'un sujet, mais avec des points de vue différents, parce qu'on vient de différents horizons, on n'a pas les mêmes cultures, pas le même âge. Et donc ça permet de prendre un peu mieux en compte toutes les problématiques des uns et des autres et d'aller vers quelque chose qui serait mieux pour la plus grande majorité. » (BV)*

Le dispositif incarne cette intention de faire ensemble et d'aller-vers, ce qui suscite la motivation et la participation des personnes qui cherchent justement à créer des alternatives collectives, en dehors de l'entre-soi car pour elles et eux, cet entre-soi est limitant pour réellement avoir un impact transformateur. Le faire démocratie se déroule donc d'abord dans l'intention et donne une envie aux différents membres du groupe. Lors de son entretien, une participante, paysanne et plutôt engagée et militante a mentionné cette « envie » de créer des alternatives comme source de sa participation, bien que celle-ci soit liée au fait de sortir de l'entre-soi, approche incarnée selon elle par le projet : « Il y a sans doute cette envie, oui. Mais pour l'instant, je trouve que c'est long à décoller. Du coup, j'attends un peu. Mais en tout cas, oui, il y a l'envie. Et j'étais là, en tout cas je disais à Thomas et Manon, mais moi ce qui est important c'est qu'on ne soit pas dans l'entre-soi justement. C'est qu'il y ait des gens de partout. Et ils étaient déjà dans cette démarche-là, ce qui m'avait fait hyper plaisir. » (AS)

Nous pouvons conclure ici que grâce à ces outils de fonctionnement, la mixité entre personnes plus ou moins convaincues est une réussite et représente même une force où chaque typologie s'alimente des autres pour mieux cerner les attentes, les craintes et les besoins de chacune. Ce

sont distinctement l'utilisation de ces outils dans ce contexte d'un dispositif de démocratie participative qui ont permis l'émergence des conditions du pouvoir d'agir et favorise l'action collective en sortant d'un entre-soi militant convaincu.

Il faut cependant garder en tête que lorsqu'il s'agit de garantir des modalités de participation égales pour toutes et tous les participant·es, des freins matériels sont également à prendre en considération, notamment pour les parents avec la garde d'enfants ou des repas offerts avec la possibilité d'emporter après une réunion qui se finirait tardivement.

En effet, ce sont majoritairement les femmes qui peuvent subir le plus ce genre de contraintes matérielles et morales, représentant des freins à la participation de la vie quotidienne et publique. Ce fut le cas pour une participante qui n'a pas pu venir à la première réunion et a dû en quitter une prématurément pour garder son enfant car la logistique de garde d'enfants n'avait pas pu être réglée à l'avance. Ce point fut soulevé par d'autres participant·es lors des séances suivantes comme d'une pratique démocratique à avoir pour permettre la pleine participation de cette personne. Ceci dénote que les participant·es font graduellement attention les unes et uns aux autres en se préoccupant des moyens de leur autonomisation pour faire groupe et ne laisser personne sur le côté.

La même participante citée plus haut, se décrivant comme introvertie et n'ayant eu aucune activité associative et/ou militante par le passé, a déclaré au sujet de sa participation : « *Moi, surtout, ça me sert à rencontrer du monde parce que je suis casanière, je ne sors pas. J'étais très timide à la première réunion. Mais je sais que rien que la première fois qu'on a fait le groupe, même si je ne parlais pas et que j'étais un peu à l'écart, on venait quand même me voir, on ne me laissait pas à l'écart. C'est ça que j'avais bien aimé aussi. Que ce soit autant vous ou que les personnes comme moi qui étaient là, ils venaient me voir, me demandaient ça allait. On ne me laissait pas de côté. Après, c'était la première réunion, Je pourrais trouver ma place parce qu'après la journée qu'on a passée, quand ça arrivait au moment du repas, là, je me suis plus ouverte, je n'ai fait que parler avec la table où on était que des filles, on n'avait pas fait exprès mais c'était que des filles, c'est plus facile. Voilà, et le truc qui s'est passé, c'est que j'avais même oublié l'heure. Et c'est grâce à ça d'ailleurs que je suis restée manger avec vous [à la deuxième rencontre], que ça m'a permis la dernière fois à m'ouvrir direct, à parler avec des gens directement. » (VL). Ceci démontre l'importance de la déconstruction des rapports de domination genrée au sein du PAC, donc de façon collective, afin de fournir un espace sain et favorable au développement du pouvoir d'agir dans un environnement de travail commun (Pruvost 2007, 2021; Soichot 2025). C'est pour cela que*

les thèmes abordés choisis par l'équipe d'animation pour constituer la deuxième rencontre ont été un arpentage individuel avec à disposition plusieurs médias (livres, vidéos, podcasts, articles, rapports...) avec une restitution en binôme puis collective en plénière autour des principales discriminations de notre société (sexisme, racisme, classisme) ainsi que des ateliers de co-développement afin de pallier de potentielles situations discriminantes dans le futur du PAC ou de la Caisse : « *Il faut que le groupe apprenne à désamorcer une situation où un «-isme» apparaît. Quel outil mettre en place pour exprimer qu'il y a un soucis et que collectivement le groupe le prend en charge.* » (MB)

Ensemble, les participant·es ont donc travaillé et se sont formés à identifier ces rapports de domination, faisant appel à leurs vécus et leurs ressentis personnels vis-à-vis de certaines situations. Cette approche sensible remettant l'expérience au centre de l'apprentissage en commun permet ainsi de créer un sentiment général d'écoute et de bienveillance qui suscite la légitimité à participer et à prendre ses marques dans un collectif. La mise en place d'une démocratie directe et participative au sein d'un groupe de personnes d'horizons et de profils socio-économiques divers pour un projet expérimental de socialisation des systèmes agro-alimentaires renforce le sentiment de pouvoir d'agir des participant·es. La diversité, tant sur les motivations d'engagement que sur les connaissances, est vectrice d'action là où l'entre-soi représente un frein pour elles et eux.

### Pas de communs sans communauté aux envies partagées : l'importance de la responsabilité dans la mise en public

« *Chacun était responsable du maintien du bien commun. Cette responsabilité ne devait pas être formellement imposée par des lois. Elle était nécessaire pour maintenir la vie de tous.* »<sup>19</sup>

Cette citation de la sociologue Maria Mies tiré de son court écrit « Pas de communs sans communauté » montre l'importance des liens entre personnes partageant des outils de production ou de consommation dans une organisation collective et démocratique pour limiter les mécanismes de domination et de privatisation. Dans le cas du PAC, les gens participent et font l'expérience de processus démocratiques avec des voisins en partageant des vécus sur les mêmes sujets (alimentation, accès, injustice...), les confortant dans l'idée qu'il est nécessaire d'agir ensemble pour changer les choses car tout le monde dépend de tout le monde finalement, la fabrique du commun se fait car il y a une communauté qui se parle, se rencontre.

---

<sup>19</sup> Écrit de la sociologue féministe et militante Maria Mies en 2014 puis traduit en 2020. Voir : <https://www.les-communs-dabord.org/archives-pas-de-communs-sans-communaute-maria-mies-2014/>

La pédagogie sociale, notamment à travers l'éducation populaire et les échanges interpersonnels se faisant au sein d'un public constitué autour d'un projet commun, adopte des approches sensibles mais aussi réflexives à la construction de savoirs collectifs. Elle permet de redonner aux « communs » leur rôle politique de mode de production collectif et démocratique des secteurs de la vie quotidienne, basé sur des valeurs humaines de droits fondamentaux, de justice sociale et de préservation des milieux de vie, nécessaire aux conditions de subsistance des futures générations. Cet argument est soutenu par plusieurs participant·es lorsque je leur demande s'ils ou elles se sentent appartenir au projet et/ou s'ils et elles ressentent la dimension collective et politique du projet : « *Seule on va plus vite mais ensemble on va plus loin* » (YH), « *Je trouve que c'est très important. Pour moi, si tu veux, la convivialité, c'est un ciment qui facilite la construction d'un commun. Parce que ce qu'on est en train de faire là, pour moi, c'est un commun. On dessine là un commun. Tout part à partir du commun.* » (JR) ou encore cet autre participant nouvellement retraité qui m'explique que sa participation et le fait de s'investir dans un projet commun à la portée sociale avec d'autres gens, au-delà de l'alimentation, est un investissement qui porte un sens personnel à une époque de sa vie où il ressent un peu plus de solitude.

La participation vient de d'envies commune de « *prendre sa vie en main* » (JR) et de faire des choses ensemble : « *Après, ouais, sur des sujets qui m'intéressent, mais toujours ça part d'une rencontre et de gens avec qui on a envie de faire des choses. Je crois que c'est ça, le départ.* » (OF) ce qui dénote une certaine conscience présente chez les participant·es, une certaine responsabilité vis-à-vis de l'organisation de leur vie. Le dispositif permet de « *redonner espoir* » aux gens qui luttent mais se sentent « *désespérés* » (AS) par cette mise en relation de personnes aux envies partagées. La création de cette communauté, de mettre les gens en relation, permet de pouvoir rêver à nouveau d'un commun alors disparu : « *Est-ce que c'est important que les citoyens agissent en se mettant en commun ? Ah oui, essentiel. J'en parlais l'autre fois, on en discutait avec des copains, là, en soirée, et ils disaient, putain, c'est con, parce que pendant les Gilets jaunes mais on prenait le temps de discuter quoi, d'échanger, de prendre le temps. Et on a perdu ça depuis pas mal d'années.* » (BV).

En saisissant la notion de capabilité, les personnes qui font l'expérience vécue d'injustices ou expriment des difficultés redondantes dont ils n'ont aucune prise sur leur venue se rendent compte de la contraction de leurs libertés. Elles sont soumises à la réduction des choix qui se présentent à elles pour satisfaire leurs besoins fondamentaux et décident ainsi de se saisir d'outils pour avoir une action sur cette prise de conscience. Les participant·es émettent des

envies mais la nébuleuse de la masse dans une société mondialisée rend la constitution d'un public très compliqué et chaotique (Zask, 2008). Le public peine à s'identifier lui-même. C'est là que les modalités d'éducation populaire inhérentes au dispositif de Caisse d'alimentation rentrent en jeu, elles permettent de « révéler » ces envies partagées et donc de s'organiser collectivement, de « révéler » des publics qui fondent alors comme une communauté qui se responsabilise en se rencontrant : *« Pour moi, non ce n'est pas de l'émancipation... Mais je pense que justement ça permet à des gens de se réunir, de discuter. Ce qu'ils n'auraient pas fait, ils seraient restés chez eux, ils auraient continué à subir l'environnement et puis c'est tout. Parce que là, le problème de ce qu'on fait là, c'est de se prendre en charge soi-même. C'est ça qui est important. Et qu'on ne laisse pas la résolution des problèmes à d'autres et puis qu'on en subisse les conséquences. »* (JR) ou encore ce participant qui rejette une responsabilité individuelle mais la ressent grâce à la formation du collectif *« Par exemple, moi, je ne considère pas que c'est mon souci de régler l'inégalité sociale. Mais ça m'engage, je suis dans la Caisse alimentaire pour cette raison-là. C'est qu'à dire, moi, je crois que c'est des initiatives comme la Caisse qui peuvent résoudre l'inégalité et l'accès à l'alimentation pour tout le monde. Mais je ne suis pas sûr que ce soit à l'agriculteur de le faire aussi en baissant ses prix pour que ceux qui n'ont pas de moyens peuvent acheter. »* (BV).

Les dispositifs de Caisse d'alimentation sont donc ces médiateurs de capacités susceptibles de recomposer les modes de coopération sociale à l'échelle locale. Ils remettent les communs au centre des préoccupations politiques, sociales, démocratiques et écologiques du quotidien, atteignables par l'expérience de la pratique collective et la dimension commune des discours et comportements des participant·es : *« Ah non, c'est un projet dans lequel je suis. Parce que je fais aussi partie des habitants, donc pour moi, c'est un projet commun. C'est parce qu'en fait c'est commun à tout le monde en fait. Peu importe le niveau social etc. En fait ça touche tout le monde quoi. Tout ce qui est alimentation, santé et voilà. Moi, ce qui m'as fait me sentir bien serait plutôt quand les producteurs ont témoigné de leur vie en fait. Ça, ça m'a touchée. Et c'était vraiment hyper important de comprendre ce qu'ils vivaient. Déjà parce qu'on est un peu tous la même façon de voir les choses, et ça, ça fait plaisir parce que ce n'est pas tout le temps le cas. Je me sens vraiment bien au sein du groupe. Donc ça c'est top et les objectifs ils sont communs quoi. »* (MM). De par ce témoignage d'une participante de nature plutôt réservée, l'on peut apprécier l'importance de se sentir bien dans un groupe pour s'affairer aux communs. Les séances du PAC où les participant·es peuvent échanger sur leurs vécus sont

nécessaires pour constituer un public qui s'écoute : « *C'est utile pour faire connaissance. Pour voir comment chacun raisonne, pour arriver à se connaître.* » (CF) ou encore la deuxième journée passée chez (LF), vigneron et participant au PAC : « *J'ai beaucoup aimé la visite qu'on a faite avec (LF) le vigneron, parce que lui, il parlait vraiment de sa problématique dans son travail, dans tout ça, de comment est arrivé ça ou ça, donc j'ai trouvé ça bien.* » (CL). C'est aussi pourquoi les séances comprennent toujours un repas à la fin ou au milieu des journées de rencontres afin d'avoir ces temps conviviaux plus informels qui sont « *le ciment des communs* » (JR). Un autre participant a mentionné, sur le ton de l'humour mais avec une sincérité palpable, à plusieurs reprises sa volonté d'avoir « *plus de biscuits* » ou « *plus de convivialité* » (DG) lorsqu'on questionnait les règles du cadre de confiance commun, faisait rire l'assemblée et créant ainsi un sentiment plus léger et qui soude.

Les personnes se sont impliquées et participent parce qu'il y a déjà un existant, parce qu'on ne part pas de zéro et que les gens croient en une société idéale parce que justement ce dispositif permet d'y croire, permet de rendre les choses pragmatiques et possibles. Les gens participent car cette initiative vient cristalliser des prises de conscience du moment, vient mettre en mouvement des interrogations, des préoccupations sur le quotidien : « *Il se trouve que c'est l'alimentation parce que ça implique beaucoup de domaines pour moi. Mais c'est bien tombé, si tu veux. Je ne suis pas allé chercher, c'est bien tombé.* » (CF) ou avec le sentiment comme si « *les planètes s'étaient alignées [...] Parce qu'il y a 10 ans, en arrière, moi, c'était vraiment... Je voyais, je vais caricaturer, les producteurs de bananes en Afrique et de cacao. Et pour moi, à ce moment-là, je me disais, mais ils sont tellement pauvres et tellement exploités qu'il faut vraiment que je fasse quelque chose pour les aider eux. Et l'impact de la situation locale, je m'en rendais moins compte. Donc je ne sais pas si je me serais engagée, mais ça aurait été moins important qu'aujourd'hui parce que je me suis rendu compte de plein de choses.* » (YH).

Cette participante a vécu plusieurs années dans différents pays en travaillant dans le commerce équitable et a décidé il y a trois ans de revenir habiter dans sa région natale. Lors de la deuxième rencontre du PAC, elle a emprunté un livre sur le colonialisme vert dans la bibliothèque ambulante proposée par l'équipe d'animation, où comment l'impérialisme continue de tisser ses fils via l'agriculture et la protection de la biodiversité, notion qu'elle avait vécue auparavant sans pour autant mettre de mot dessus. En tombant dessus cette personne a réalisé que cela l'importait après toutes ces années de voyages car elle était revenue vivre chez elle en partie pour cette raison, sans le conscientiser de prime à bord. Le

PAC a donc permis un certain éveil de responsabilité par ses techniques d'animation vis-à-vis du vécu de cette participante.

Lorsque nous parlons de responsabilisation, il est également question d'autonomisation. En effet, les personnes sont convaincues qu'elles doivent prendre les clés du camion à la fin et donc devenir autonomes, le souffle impulsé par le COPIL et le travail fait en amont est jugé énorme par les participant·es, il permet de rassurer avant de se jeter dans le grand bain sans l'aide du COPIL : *« Si c'est mené par des animateurs ou animatrices, effectivement, ça tiendra, parce que les gens sont salariés, sont payés, et ça peut garantir une continuité, malgré tout. Tu vois ? Donc c'est possible. Mais à ce moment-là, on se dit, on est suiveurs. [...] Moi, je préférerais...Comment dire ? Si je répons au principe de l'autonomie et de l'émancipation, il vaut mieux qu'on devienne acteur »* (MB) ou encore ce type de témoignage qui traduit une crainte tout en prenant conscience de la nécessité d'autonomie et de responsabilité : *« Bah prendre la main sur certains sujets qui m'intéressent oui. J'espère que ça va se passer comme ça au bout d'un moment. Je ne sais plus quel rôle ils vont avoir eux [l'équipe d'animation]. En tout cas, moi j'ai envie qu'ils soient là tout le temps, parce que j'ai besoin d'un regard extérieur, au moins de gens qui nous disent, mais attention, ça se passe comme ça, ça ne va pas, ou des trucs comme ça. Et puis on n'est peut-être pas capable non plus de s'organiser seul sur le montage du truc, je n'en sais rien en fait. Après, le fait qu'il y ait quand même le groupe pilote, c'est quand même nécessaire parce que ça nous cadre. Et ça, c'est nécessaire. Je pense que c'est aussi à nous de faire plus petit à petit, de pouvoir commencer à prendre des décisions et à faire des avancées. Parce que c'est les deux. Parce que c'est à nous aussi après de prendre le relais, on va dire »* (OF). L'équilibre pour permettre une autonomisation satisfaisante sans trop de liberté qui pourrait être contre-productive s'il n'y a pas d'appui technique et logistique est dur à trouver et n'est pas figé, cet équilibre évolue le long du PAC et se pense comme un processus, comme un « chemin », mot revenu à plusieurs reprises dans les entretiens : *« Pour tout le monde, le chemin est méga important parce que c'est ça qui fait vraiment bouger. Sinon, on te dicte de nouveau un truc et tu ne comprends pas le pourquoi. »* (LV) indique ci l'importance de la prise d'autonomie insufflée par le PAC pour sortir des structures hiérarchiques classiques, ou encore : *« Et donc voilà, moi je pense qu'il faut vraiment faire attention à ces questions de chemin. C'est toujours l'histoire de, on peut avancer vite, mais on va laisser les gens sur le carreau. Moi, tout m'intéresse, c'est-à-dire le chemin autant que l'objectif, tu vois. On pourrait avoir des gens avec un système hyper pyramidal et qui fonctionne, moi, ça me ferait grave chier, tu vois »* (MB).

Au début du PAC s'il avait été demandé à tout le monde ce qu'il envisageait pour le lancement de la Caisse il y aurait eu du flou ou des demandes moins abouties. Ainsi, un minimum de connaissances et de sensibilisation aux pratiques démocratiques a été jugé nécessaire pour outiller le collectif et permettre de se projeter sur leurs envies. Le dispositif de recherche-action est compris dans cette recherche d'équilibre car, à travers les entretiens, il a permis aux participant·es de s'interroger sur leur participation et sur ce qu'ils étaient venus chercher, donc de déterminer leurs envies. L'écoute des besoins et l'espace de rencontre et de dialogues offerts par le dispositif entier 'PAC + recherche-action' vécue de façon horizontale à travers l'éducation populaire, contrairement à un cadrage descendant, permet l'autonomisation comme un processus évolutif. L'autonomisation et l'émancipation sont donc des processus où l'équilibre entre cadre et pleine confiance est dur à trouver et se déplace dans le temps « *Mais je pense qu'il est trop tôt pour l'avoir trouvé encore. On est encore au stade où on fait connaissance. S'il n'y avait pas ce cadre, si on devait, comment dire, décider... Si on n'avait pas de contraintes, je pense qu'on ne viendrait peut-être pas parce qu'on aurait autre chose à faire le même jour.* » (CF).

Ici, nous constatons que l'effet de groupe entre individus partageant des problématiques communes favorise l'art de former un public diversifié aux connaissances communes et inversement. Les participant·es engrangent de la capacité d'agir et de décider et s'émancipent politiquement. L'expérience de la politique publique dans son sens le plus démocratique ne peut donc pas se passer de la pratique, du faire et vivre ensemble, c'est parce que les gens se rencontrent et font groupe qu'ils peuvent enfin trouver du sens à l'action concrète et dessiner des communs réalistes. Autrement dit, il ne peut pas y avoir de communs sans communauté (Mies et Bennholdt-Thomsen 2001).

### La diversité permet des discours pragmatiques : l'importance de la réciprocité comme levier d'émancipation collective

Grâce aux modalités de communication et à la diversité apportée dans la Caisse par cette démarche « d'aller-vers » utilisée par l'équipe d'animation, un participant a pu faire évoluer les objectifs de la Caisse selon lui. En effet, selon ses dires au départ sa participation était mue par le souhait de garantir une alimentation plus juste et plus solidaire aux consommateur·ices. Puis lors de la première rencontre où une table ronde mettant en lumière les enjeux et les problématiques vécues par les paysan·nes membres du collectif d'habitant·es en leur donnant la parole et répondant aux questions des autres participant·es, il s'est aperçu que cela en fait

faisait davantage sens de réfléchir à comment rémunérer plus stablement les paysan·nes pour établir un lien plus pérenne avec les consommateur·ices par la suite.

L'éducation populaire permet à tous de se regarder, de se remettre en question, notamment sur sa façon d'interagir en société avec les ateliers sur les discriminations afin d'engranger des connaissances via l'expérience de chacun, des savoirs expérientiels issus des témoignages. Les compétences sont échangées, valorisées au sein de ce public horizontal qui se met en place autour d'un objectif commun et qui utilise comme combustible cette intelligence collective qui se construit petit à petit dans le PAC « *ce qui m'intéresse dans le truc ensemble là c'est de se dire oui on vit dans un territoire ensemble et on a intérêt à se connaître et à faire ensemble pour être plus intelligents. C'est une intelligence collective et pas être chacun dans son coin à ne pas connaître l'autre* » (AS) et où le liant se fait par la convivialité « *comme un ciment pour la construction d'un commun* » (JR).

Les réponses au questionnaire pour les temps les plus propices pour favoriser la rencontre et l'émergence d'une culture commune avec les autres participant·es montrent que ce sont les repas et moments informels (5/21), les rencontres avec des intervenant·es extérieur·es (6/21) ou que ce sont les temps d'animation (mobile, ateliers, sous-groupe) et les visites (8/21). Également, les réponses pour les temps qui permettent le mieux pour vous d'être à l'aise et de vouloir intervenir sont que ce sont les repas et moments informels (6/21) ou les temps d'animation (mobile, ateliers, sous-groupe) et les visites (10/21) ainsi que les assemblées en plénière (tout le monde en cercle) (4/21).

Cette confiance ainsi créée dans l'intelligence collective permet d'avancer plus rapidement, les moments de sous-groupes sont favorisés puis il y a souvent une restitution collective de tout ce qu'il s'est dit dans les sous-groupes de façon synthétique pour que tout le monde dispose des informations et puissent réagir en cas de rejet d'une proposition. Par exemple, lors de l'après-midi de la deuxième rencontre, plusieurs décisions devaient être prise, notamment sur les canaux de communication interne et externe à mobiliser, sur les modalités de prise de décision et sur les rôles de chacun·e lors des séances. Ce long travail à abattre a été fait en sous-groupes de quatre à cinq personnes de manière volontaire selon chaque thématique afin de pouvoir accélérer le processus, les participant·es ayant préalablement donné leur accord pour fonctionner ainsi. Le moment de restitution en plénière a permis à certain·es d'apporter des objections mineures ou des informations supplémentaires afin de clore l'atelier.

C'est ce processus d'apprentissage qui a lieu en commun qui est le ciment propre d'un public qui s'auto-missionne dans le sens où c'est le groupe qui définit ses propres objectifs en se rencontrant, dialoguant et se co-formant, sans attendre de commande institutionnelle ou d'autres parties. L'équipe d'animation a répété à plusieurs reprises l'importance cruciale que la direction que doit prendre la Caisse dépendra uniquement des décisions du collectif d'habitant·es grâce aux processus démocratiques. La diversité est donc consubstantielle d'un organe de gouvernance populaire.

*« Les aptitudes à former des jugements politiques ne sont pas des conditions antécédentes, mais dérivent d'activités à la fois sociales et cognitives » (Zask 2008)*

Le PAC est une activité sociale et cognitive qui permet la constitution d'une mobilisation de la société civile qui relie les deux extrémités du système alimentaire, producteur·ices et consommateur·ices, alors écartées dans le modèle dominant, créant ou renforçant collectivement ses propres aptitudes à former des jugements et des discours politiques pragmatiques *« Pour moi, il n'y a pas les paysans d'un côté et les mangeurs de l'autre. Les paysans réalisent une fonction qui est pour l'ensemble de la population. Et donc cette fonction, elles regardent tout le monde. » (JR)*. Cette émulation de reprise du pouvoir d'agir se forme dans la réciprocité comme le fait de payer les agriculteur·ices locales et locaux, protéger l'environnement, bien manger et à un prix correct, permettre l'accès à une alimentation saine et durable au plus grand nombre...

Le fait de pouvoir exprimer un désaccord facilement (l'ensemble des interrogé·es se sentent à l'aise d'exprimer un désaccord au sein du PAC et non dans une réunion classique) permet en effet de partager des avis qui émanent directement du vécu des personnes. A l'instar du témoignage d'une participante à la fin de la première rencontre lorsque nous demandons quel fut le point positif de la journée : *« Ce qui me touche ici et ce que je retiens c'est la sincérité. » (CF)* c'est cette sincérité sensible qui est valorisée et qui permet de s'identifier plus facilement aux autres, de tisser une confiance et une culture commune, à l'image de la réciprocité ressentie sur les ronds-points lors des mouvements de Gilets Jaunes par les classes populaires partageant des problèmes quotidiens similaires.

Les participant·es sentent donc qu'ils et elles peuvent aussi être légitime de décider, d'être souverain de leur quotidien par l'association avec d'autres semblables vivants auprès d'eux. Ce PAC, ayant pour objectifs d'amener un groupe diversifié aux mêmes conclusions et informations par l'échange, l'écoute et la participation, a permis à ce public nouvellement

constitué d'agir en connaissance de cause, leur conférant une légitimité extérieure mais qui est aussi ressentie intérieurement où les personnes se sentent individuellement plus concernées et responsables, ces personnes ont acquis du pouvoir d'agir.

Le PAC est donc un levier d'émancipation politique qui fait passer « la masse » (qui désigne l'incapacité sous-entendue des gens ordinaires à former des jugements politiques pertinents) ou « le peuple » (qui désigne la capacité naïve que chaque gens ordinaire a la capacité et le devoir de jouir de sa liberté de former des jugements politiques pertinents), qui sont toutes deux des façons de désigner l'identité des personnes, à un « public » qui désigne la prise en compte de la diversité des individualités composant un groupe s'appropriant des compétences communes pour résoudre un problème d'intérêt général (Zask, 2008). La démocratie représentative suppose que « la masse » ne peut pas s'auto-gouverner et le « peuple » commence à se rendre compte des défauts de ce fonctionnement politique contre lequel il tente de se soulever et de trouver des solutions à travers, entre autres, l'essor de l'éducation populaire au sein des ONG ou d'autres mouvements de démocratie alimentaire de la société civile qui tentent de se réapproprier les pouvoirs de décision comme en témoignent les CFN.

A l'opposé, supposer que les conditions relatives à l'union sont spontanées, immédiates et faisables en toutes circonstances relève au mieux de l'utopie et au pire de la naïveté candide.

### Les limites de ces outils peuvent être clairement identifiés mais sont jugés pourtant nécessaires

Entre tous les participant·es, ce sont les paysan·nes qui semblent ressentir le plus les limites des outils d'éducation populaire et sont davantage en retrait lors des réunions car elles et eux sont très informés et ont envie d'aller vite. Cependant, même si lors de leurs entretiens ces craintes ont été confirmées, ils et elles sentent que c'est normal de prendre le temps : « *Du coup, sur l'apprentissage en commun, moi je pense que c'est essentiel, que c'est essentiel qu'il y ait des gens qui cadrent, parce qu'il y a des gens comme moi, (OF) ou (LV), qui vont dire, tu vois, ce serait mieux qu'on passe la seconde. Mais en fait, on ne peut pas, parce qu'on n'est pas tous au même niveau, donc c'est absolument normal.* » (AS).

En effet, l'équilibre entre les effets de cadrage de l'équipe d'animation ou du COPIL qui passe notamment par les moyens de communication et d'animation et l'autonomie du collectif d'habitant·es est tenu. Il y a ce double sentiment de vouloir avancer plus vite, d'être cadré pour structurer un peu le groupe et l'amener à rapidement prendre des décisions, ce qui peut sembler peu démocratique, et celui d'être plus lent et de se cantonner à des choses simples et

générales afin de permettre aux personnes éloignées du monde agricole de rester ancré dans le projet et de ne pas « se faire traîner ». L'inverse est aussi vrai, si le groupe va trop lentement et qu'il reste que dans le général, les personnes motrices comme les paysan·nes du fait de leurs expériences risquent de lâcher la corde, ce qui n'est pas souhaitable pour faire groupe. Ainsi, l'éducation populaire semble être un des moyens identifiés par l'équipe d'animation pour pallier ce problème et s'adapter chemin faisant au groupe en mouvement même si ça ne plait pas forcément à tout le monde dès le départ.

La complexité du projet est visible mais n'effraie pas les participant·es, toutes les personnes entrevues ont dit rester dans le projet malgré le manque de clarté au démarrage du PAC pour voir le projet aboutir, ils et elles se sentent engagés et ne souhaitent pas partir avant de voir où cela les mènera. Cependant, aucun·e participant·e ne se projette dans l'avenir car ils et elles ont toutes et tous conscience qu'il s'agit d'un processus collectif qui va prendre des directions encore inconnues, tout le monde est donc concentré sur le présent et sur les petites actions concrètes à mener, à part peut-être des paysan·nes convaincu·es qui souhaitent que le projet aille dans leur sens. Cependant, ils et elles ne forceront pas le processus pour autant et « *font confiance dans l'intelligence collective* » (AS). Il a été mentionné par ces personnes plus convaincues que ce qui permet cette confiance sont les notions communes (voir proposition numéro une) couplées avec le cadre de confiance et le type de communication mis en place dès le départ du PAC.

Ce PAC est donc à penser comme un processus à deux vitesses avec une inertie d'apprentissage. Au début, le choix a été fait de ne pas aller trop vite pour embarquer tout le monde, provoquant un peu d'impatience chez certain·es lorsque nous avons abordé lors des deux premières séances le cadre de confiance, le fonctionnement collectif et les rapports de domination afin d'installer les bases d'une démocratie horizontale : « *En fait, au bout d'un moment, j'ai l'impression que ça bloque les gens. J'ai plus l'impression que... Déjà, on ne nous donne pas la parole. Peut-être que sur ces sujets-là, je ne peux pas trop la prendre parce que justement, je suis dans la découverte. J'ai l'impression que tout ce qu'on fait pour l'instant, c'est beaucoup du comment travailler ensemble, vivre ensemble et tout ça. C'est certainement utile, mais là, j'avoue que moi, au bout d'un moment, je trouve ça long. Mais peut-être que pour (TG) et (ML)... ils savent qu'il faut vraiment passer par là pour que ça fonctionne, et sûrement peut-être.* » (OF). Ici, ce témoignage montre que même si les modalités de communication et de fonctionnement ne plaisent pas forcément à certain·es, ceux et celles-ci font confiance à l'équipe d'animation qui témoigne de leurs compétences dans ces processus

démocratiques. Également, ces participant·es plus précit·es sont pourtant restées et prennent désormais davantage d'initiatives pour mener le groupe, à l'image d'(AS) qui a spontanément proposé d'accueillir le groupe pour la quatrième rencontre sur sa ferme de chèvres, journée s'étant particulièrement bien déroulée et où les participant·es échangent en fin de journée sur les points positifs, nombreux : « *J'y vois plus clair, et ça aide à ouvrir les consciences.* » (OB). En effet, plus les séances avancent, plus les participant·es prennent confiance, s'autonomise, font des recherches ect... comme (OB) nous ayant dit s'être inscrit à une formation sur la SSA en ligne après la troisième séance afin de creuser les sujets en détail de son côté.

Afin de conclure cette proposition et pour apporter une réponse claire à la deuxième question, ces résultats permettent de conclure que de faire commun dans la diversité, à travers des mécanismes de réflexion collective et démocratiques que permettent les outils de l'éducation populaire lorsqu'ils sont maîtrisés par l'équipe d'animation, favorise l'émancipation et le regain du pouvoir d'agir.

### **Proposition 3 : La démocratie participative populaire et locale comme mode privilégié d'organisation sociétale**

#### **Un tiers-espace comme dispositif communaliste**

Il y a une certaine importance accordée par les participant·es à la diversité des compétences de chacun·e « *c'est des qualités pour le groupe, en fait, et des compétences qui peuvent nous servir aussi à nous et de comprendre, peut-être, apprendre avec eux. Pour moi, c'est plutôt de la complémentarité* » (MM) ainsi qu'au développement conjoint de celles-ci « *Pour moi, tout réside dans l'émancipation des individus et que chaque individu puisse avoir l'occasion justement de s'approprier des choses et de se dire qu'avec l'aide du collectif on peut gagner, entre guillemets, en compétence, en pouvoir d'agir et puis en confiance en soi. Que ce soit un lieu de développement.* » (MB). Également, il a été mentionné l'importance d'une intelligence collective qui permet d'arriver à un but commun qui serait représentatif du public ainsi constitué : « *En fait, moi, ce qui m'intéresse dans le truc ensemble là c'est de se dire oui on vit dans un territoire ensemble et on a intérêt à se connaître et à faire ensemble pour être plus intelligents. C'est une intelligence collective et pas être chacun dans son coin à ne pas connaître l'autre* » (AS).

Le dispositif, dans sa façon de vouloir « filer les clés du camion » aux participant·es, cherche à sortir de cette logique de « projet » qui ne valorise que les « porteurs de projet » au

détriment des publics cibles, comme si ces derniers n'étaient pas des actants doués d'agentivité mais un produit sur lequel vient s'apposer un savoir technicien. Ici, au contraire, les savoirs expérientiels des minorités actives, des milieux populaires qui croisent des milieux militants et/ou plus aisés, se rencontrent dans ces espaces hors-lieux pour former de nouveaux récits collectifs et qui revêtent donc une intrinsèque unicité propre à ce public et ce territoire.

L'émancipation passe donc par cette montée concrète en compétences qui se déroule en co-formation, où chaque participant·e peut aider de ses compétences/appétences individuelles. L'expertise des agriculteur·ices au travers de leurs savoirs expérientiels rencontre une écoute attentive des autres participant·es de la caisse de manière horizontale. En effet, ces participant·es non producteur·ices vont ensuite analyser ce qu'ils et elles entendent avec leurs savoirs, qu'ils soient situés ou théoriques, qu'ils et elles aient fait des études dans un domaine comme la santé de l'environnement ou le commerce équitable ou qu'ils et elles vivent ces mêmes problèmes d'approvisionnement (sept personnes sur 22 déclarent faire leurs courses généralement dans des magasins hard-discount type Lidl ou Netto) ou d'injustice (la majeure partie des participant·es ont une alimentation qui leur satisfait mais ne se sentent pas heureux dans un environnement où d'autres n'ont pas une alimentation saine et de qualité). Ces échanges de réalités vécues sont donc permis dans le cadre du PAC et sont perçues comme des espaces de discussion au pouvoir émancipateur.

On parle alors d'innovation sociale et politique où ces tiers-espaces deviendront peut-être une nouvelle norme territoriale, ce qui confirmerait l'obsolescence des échelons administratifs intermédiaires, tout comme la précarisation des services publics a confirmé la venue de services privés dans de nombreux secteurs de vie locale (transports, courrier, écoles...). Le projet de Caisse et le collectif SSA Lézignan est un tiers-espace dans lequel les participant·es peuvent se rencontrer et cherchent à surpasser les modalités d'oppression économique, sociale et écologique du fait de l'entrelacs mondialisé de la vie quotidienne et du dialogue binaire entre marché privé et injonctions publiques jugées injustes et inutiles, certain·es participant·es envisagent même de se passer de l'État : *« Je suis là parce que ça fait travailler sur les questions de mutualisation et de partage. De manière un peu locale, c'est-à-dire qu'on est dans un état qui ne redistribue pas assez, à mon sens, mais il y a quand même un système de redistribution par rapport à plein d'autres pays. Mais c'est un système qui est vachement éloigné, c'est-à-dire qu'on en a perdu, pour moi, le sens un peu. Parce que je pense que c'est très centralisé. C'est l'État qui redistribue essentiellement, ou des structures apparentées, tu*

*vois. Mais à un moment donné, moi, je pense que la redistribution, elle peut aussi se penser sans forcément l'État, quoi » (MB).*

C'est par l'intelligence collective et la mise en action d'acteur·ices divers·es autour de valeurs partagées que le public ainsi constitué permet de créer un système communaliste pour répondre aux injustices économiques et sociales que peuvent causer l'alimentation et le système productif qui la soutient, c'est-à-dire un système économique populaire répondant aux besoins sociaux d'un territoire précis et d'un groupe entier, une économie des communs comme mode de production s'appuyant sur une démocratie directe.

Il y a en effet une volonté partagée de proposer une alternative au système capitaliste en évitant les injonctions qui viennent par le haut car elles ne sont pas en lien avec la réalité de ce que vivent les gens. L'ambition des participant·es est de réorienter le modèle agricole par la création d'un marché basé principalement sur les circuits courts pour faire de l'ombre aux supermarchés et aux multinationales et ainsi garantir une alimentation saine pour toutes et tous ainsi qu'un revenu juste aux producteur·ices locaux et locales : *« Parce que t'en a qui galèrent, qui ne prennent jamais de vacances, qui ne peuvent pas avec les bêtes, qui n'ont pas les moyens, ils galèrent. Et je ne comprends pas pourquoi. Quand on voit les prix qui vont dans les magasins ou autres, je ne comprends pas pourquoi. Eux, ils n'ont presque rien. Donc, moi, je suis plus à essayer, si j'ai les moyens, à aider les petits commerçants que les grandes surfaces qui font importer de je ne sais pas où. » (VL), « Ce qui est important c'est agir, quoi. Oui, vouloir agir, faire quelque chose, un cercle un peu vertueux, plus de producteurs locaux, plus de consommateurs de produits locaux, plus de santé. » (YH), ce qui démontre une vision politique de l'engagement local pour favoriser une société plus solidaire. En outre, la participation à ce dispositif est motivée par la possibilité d'une redistribution locale des richesses à croiser avec une nouvelle situation politique. En d'autres termes, ce projet qui parle de local et de concret peut amener à une société organisée plus solidaire, plus juste et plus heureuse : *« J'ai une utopie d'avoir une ferme où tu vas en fait avoir 50 abonnés à ta ferme pour qui tu produis tout. Donc la viande, le lait, les céréales, les légumes, les fruits » (LV) que ce participant rêve de pouvoir se concrétiser grâce à la Caisse d'alimentation.**

Les participant·es y voient une occasion de reprendre du pouvoir d'agir sur ce qui fait sens pour elles et eux en rencontrant d'autres personnes aux valeurs similaires, ce qui renforce réciproquement la cohérence existentielle ressentie de prendre part au territoire qu'ils animent par la démocratie directe. La formation de ce public comporte ainsi l'intérêt pour les participant·es d'apporter une réponse sociale concrète aux besoins communs insuffisamment

couverts par les politiques publiques et le système agri-alimentaire dominant : « *Bon, la question qu'on peut se poser, est-ce qu'on peut être rémunéré comme on a l'habitude d'être rémunéré dans notre société ? Ça, ça marche aussi que parce qu'on a colonisé et qu'on a exploité et qu'on a maintenu des rapports de force qui a maintenu de discriminer et d'avoir des choses. Et c'est que basé là-dessus. Et donc toute la bouffe, c'est la même chose. Et du coup, on est d'accord, on ne veut pas cher, mais donc on prend des trucs qui pourrissent la nature, qui pourrissent l'environnement, qui pourrissent des êtres humains, qui maltraitent des êtres humains, qui les exploitent, qui exploitent des terres, et tout ça, je veux dire, ça n'a aucun, il n'y a aucun sens là-dedans* » (LV). Cette mise en public accompagne le traitement de la démocratie alimentaire sur un mode coopératif pour une alimentation saine et durable pour toutes et tous, éloignés des systèmes d'exploitation et d'oppression sociale et écologique.

Ce dispositif d'innovation sociale pourrait donc devenir un référentiel, une matrice commune populaire où la participation est la clé d'émancipation collective pour répondre aux questions matérielles de l'organisation de la société qui nous entoure, répondant par-là aux représentations idéelles d'une « bonne vie » ou d'une « bonne société » qui pourrait alors diffuser au sein de nos sociétés : « *mais c'est pour essayer de convaincre les gens progressivement que la mise en commun est une des meilleures solutions qui soit. Plutôt que d'avoir un dominant qui décide pour tout le monde, « moi je sais, moi je »... C'est la mise en commun, la co-gestion, ça prend plus de temps, mais au final c'est plus efficace.* » (CF). En effet, comme nous l'avons vu dans la 1<sup>ère</sup> partie, les participant·es partagent des notions communes qui les amènent à voir la situation actuelle comme une crise à laquelle ni les marchés ni les pouvoirs publics ne semblent pouvoir répondre correctement. Ce dispositif est donc le tiers-espace saisi pour aller de l'avant et ne pas lutter contre mais « *pour* » construire quelque chose, pour une « *autre manière de consommer* », (CL) de produire, de redistribuer, pour une autre manière de faire société avec des « *structures plus humaines* » (CL) en contournant « *les structures capitalistes* » (JR). En effet, ce projet de Caisse n'est pas un moyen de lutte à proprement parlé, mais d'initiative populaire qui génère de l'espoir et dispose d'un caractère indépendant et autonome : « *Tu ne peux pas lutter contre le rouleau compresseur des politiques et tout ça. Donc c'est dur, quoi. Donc il faut un peu des trucs où t'as un peu d'espoir. Parce que là, ce projet, ça ne peut dépendre que de nous.* » (OF).

## Pensée globale, agir local, où la part idéelle prend une dimension concrète et matérielle

Beaucoup de participant·es ont été sensibilisé·es à l'environnement en ayant grandi à la campagne et/ou avec des parents engagés, ou qui l'ont vécu dans leur culture dans l'entourage de leur jeunesse : « *J'ai fait l'école de cirque depuis petit, c'est une association. J'ai ma mère qui, depuis toujours, elle était très engagée dans le milieu bénévole, elle a toujours travaillé pour des assos.* » (LV). Ce participant a grandi avec des animaux chez lui pour l'élevage non agricole, il a été sensibilisé très tôt aux animaux, au vivre-ensemble avec les non-humains.

Pour certain·es autres, la culture familiale est politique et a permis une certaine politisation dès la jeunesse : « *J'ai un petit passé communiste, même si je n'ai jamais été au parti communiste. Les cultures familiales, mes grands-parents ont été des élus communistes.* » (CF) ou encore un autre participant où son père était engagé au Parti Communiste Français, ce qui lui a donné quelques valeurs socialistes : « *Le capitalisme, ça ne va pas, qu'on soit tous les uns en concurrence avec les autres, c'est un non-sens. À la base, la sécurité sociale pour se soigner, c'était universel. On cotise tous sur nos salaires, ce qui permet de financer la sécurité sociale pour tout le monde, que tu sois malade ou pas malade, tant pis, tu payes, mais au moins, ça permet de soigner tes parents qui sont malades, tes enfants qui sont malades, toi quand tu le seras, ou tu ne le seras jamais, tu auras cotisé toute ta vie, pas pour ta gueule, mais tant pis, tu participes à quelque chose de commun quoi. Donc cet aspect-là il est intéressant et je pense qu'il faut le garder sur sécurité sociale de l'alimentation.* » (BV)

Pour un autre participant, sa prise de conscience écologique et politique est venue grâce au mouvement altermondialiste des années 1990 avec les événements de Seattle et les contre-sommets mondiaux organisés par l'association ATTAC. Bien qu'il soit conscient des écueils climatiques et écologiques, ce n'est pas sa ligne de bataille principale mais il souhaite plutôt réfléchir à comment « faire autrement », à proposer des alternatives en militant dans des associations locales. Il m'a confié que pour lui, la Caisse c'est aussi « son » projet car c'est un moyen pour lui de réunir ses valeurs, de faire du lien à ce moment de sa vie. Il désire « *un monde plus juste* » qui serait plus solidaire. Il conçoit le projet comme anticapitaliste dans le sens où ça va bénéficier aux petit·es producteur·ices locales et locaux et pas les multinationales de l'alimentation.

Les réponses les plus saillantes au questionnaire quant aux 3 raisons principales pour participer à l'expérimentation sont par conviction politique et militante (9/21), dans une démarche de solidarité (14/21) et par intérêt pour la transition des systèmes alimentaires et

leurs fonctionnements (13/21). Cela illustre le fait que les gens sont portés par des valeurs socialistes de partage et de redistribution équitable des richesses, de solidarité et sont également très intéressés par l'organisation du système agri-alimentaire de leur territoire en mettant l'accent sur les producteur·ices locaux et locales et la nécessité de créer plus de ponts entre producteur·ices et consommateur·ices via la valorisation des circuits-courts.

Enfin, le fait de participer à ce projet est une résonance et un moyen de sentir son besoin de contribuer à l'intérêt général assouvi. Cela sous-entend que les membres, de par leurs cultures politiques ou valeurs inculquées aux débuts de leur vie, ont cette vision globale et cette capacité de s'organiser et de se mettre en lien avec leurs voisin·es, leurs collègues, leurs concitoyen·nes pour parvenir à combler des idéaux plus grands qu'elles et eux et affronter des blocages individuels : *« C'est un peu plus compliqué au niveau social. J'ai beaucoup de difficultés à aller vers les autres. Et par exemple, être en groupe, c'est compliqué. Donc je viens à la SSA parce que ça me tient à cœur même si je ne sais pas trop ce que je vais pouvoir donner, mais ça me coûte en fait. Voilà, à travailler avec des gens, il y a beaucoup de monde, et à manger ensemble, ça peut être compliqué pour moi. Donc je le fais parce que voilà, ça me tient à cœur. Je suis plutôt porté par les autres en fait. Je m'oublie un peu. La mission, elle est au-dessus de mon ressenti. »* (MM). Ces liens avec leur environnement sont plus forts que l'intérêt personnel ou le sentiment individuel, ils régissent des comportements de solidarité pour améliorer les conditions d'existence des participant·es et de celles et ceux qui les entourent. Comme nous avons vu auparavant, ils et elles cherchent à sortir de l'entre-soi militant et trouve le fait de confronter des idées différentes un point d'intérêt majeur. Les idéaux ne sont pas un frein à la participation et à la démocratie mais sont un vecteur d'action local en ayant une pensée globale sur le type de société désirée.

Il y a une volonté de saisir ce projet pour reprendre du pouvoir d'agir, pour se responsabiliser face au système, si on veut le changer il faut agir et démontrer par l'exemple que c'est possible : *« Mais oui, parce que je suis très convaincu qu'on doit changer le monde dans lequel on vit. Donc je pense, et du coup, participer à des choses concrètes. J'admets que c'est politique. Après, quand je dis politique, ça me pose un peu un point d'interrogation parce que du coup, je n'ai pas assez de nuances. Qu'est-ce que je veux dire avec ça ? Mais il y a... En tout cas, c'est sociétal, c'est systémique. Et du coup, forcément, ça l'est, politique »* (LV) ou encore : *« Je participe parce que je me dis que ma vision de la politique actuelle, c'est de faire des choses localement, à notre niveau. C'est le seul moyen d'avoir des résultats et d'espérer*

*faire changer quelques trucs autour de nous. Moi, je ne crois plus à la vision nationale ou internationale des choses. Donc c'est aux gens de se prendre en main localement. » (MB)*

Les participant·es, au fur et à mesure du PAC et de l'accroissement de la clarté du projet, sentent que leur place est à mobiliser des réseaux d'acteur·ices afin de « mettre en territoire » leurs intérêts pour la santé des personnes à travers l'alimentation où certain·es participant·es proposent d'aller voir plusieurs types d'acteur·ices du système agricole local. Ceci vient naturellement dans les discours par l'écologisation des pratiques agricoles lors des réunions. Les innovations foncières, juridiques et organisationnelles sont donc l'aboutissement des enjeux soulevés par la question des systèmes agricoles et alimentaires locaux et qui activent le « sens commun » des participant·es à prendre soin des humains comme de la planète. Pourtant, la majorité des participant·es ne sont pas issu·es du milieu agricole, ce qui montre que le PAC permet le développement d'une légitimité et d'un pouvoir d'agir lorsque les valeurs relationnelles, la part idéale, peut avoir un ancrage réel dans des structures matérielles (Godelier 1978). Ce type de dispositif participatif peut donc revêtir un intérêt particulier d'accélération de la transition agroécologique en permettant de sortir des réseaux habituels des gestionnaires de l'environnement ou du simple fait des agriculteur·ices qui sont assujeti·es aux inégalités du système dominant actuel dirigé vers le productivisme et la mécanisation. Vis-à-vis de ce genre d'innovation sociale qui politisent les problèmes publics, et comme le soulève Scheromm *et al.* (2020) « *un suivi à long terme de ces initiatives est nécessaire pour comprendre comment elles vont s'ancrer dans leur territoire, si elles sont amenées à se diffuser et comment.* »

Lors de ce PAC et dans les discours des participant·es et des personnes entrevues, il apparaît une articulation entre un projet de société plus large portée par des valeurs (structures idéelles) et une vision pragmatique par des logique territoriales socio-économiques : développement circuits courts, permettre l'accès au plus grand nombre à une alimentation de qualité, favoriser l'agriculture paysanne et/ou agroécologique en lien avec les enjeux environnementaux et sociaux du territoire, à savoir l'enjeu de l'eau et celui de l'impact de la monoculture non vivrière des vignes avec les pesticides. Car oui, comment susciter la participation des personnes à des réunions le weekend ou le soir de semaine après une journée de travail sur des sujets dont on ne vous avait auparavant jamais demandé quoi que ce soit ? Pour cela, il faut déjà savoir pourquoi nous avons été sollicité, comment nous allons pouvoir être utile, qui sont les acteur·ices et leurs rôles...ect. Pour les personnes les plus éloignées de la sphère politique classique, leurs intérêts à participer tiennent à ce qui font vibrer leur

quotidien et ce à quoi elles peuvent s'identifier concrètement, matériellement (Scognamiglio et Carrel 2022), éloignés des discussions autour de l'intérêt général qui peut sembler trop flou et peu engageant. Ceci dit, c'est bien le fait que la démarche particulière de l'équipe d'animation du projet a permis de faire participer ce genre de personnes que la dimension transformatrice du dispositif est aussi forte, où le pouvoir d'agir grandit au sein même de cet aspect très pragmatique.

### Une démarche participative populaire pour reprendre le pouvoir, loin de l'injonction à la participation des institutions

Sur la distinction entre démarches participatives de l'institution ou citoyennes, toutes les personnes entretenues ont déclaré ne pas avoir voulu s'engager si le projet était venu par des élu·es, et voici quelques témoignages poignants permettant d'illustrer cette distinction forte entre démarche populaire et institutionnelle : *« En plus, je trouve que le truc qu'avait lancé Macron, c'est le seul truc bien qu'il eût fait dans sa vie. Parce qu'en fait, il a réussi à regrouper des gens de toutes catégories sociales, qu'on parlait de plein de choses hyper intéressantes qui se sont politisées. Après, il les a écrasées comme des merdes, parce qu'il n'en a rien fait. Alors que là c'est différent parce que c'est nous. Parce qu'on est à petite échelle et qu'on est hors politique, on reprend un peu le pouvoir sur nous. Évidemment que c'est important, c'est essentiel. »* (AS) ou encore ce participant vigneron qui écarte de fait la partie « participative » d'un projet venant des pouvoirs publics, comme si c'était antinomique et que le projet de Caisse était un rempart démocratique face au monde idéologique : *« Non car là au fond, il y a quelque chose, parce que justement, je peux participer, je peux donner mon avis, et puis on peut pondre quelque chose d'intéressant. Si on me fait signer juste un papier avec un truc tout prêt, je ne vois pas l'intérêt. Je ne suis pas un consommateur d'idées. [...] Donc voilà, concrètement, là, on a tous le pouvoir et l'envie de faire quelque chose. »* (OF).

Le fait que la démocratie participative émane ici directement de la société civile est très vite perceptible dans les expérimentations de Caisse d'alimentation et c'est cela qui permet d'être un levier d'émancipation politique du public (Zask, 2008), au sens où le peuple se rend compte qu'une démocratie participative populaire peut en effet pallier les défauts d'une démocratie représentative souvent éloignée des réalités vécues au quotidien par les personnes : *« Pendant des années, je me suis battue contre des choses. Et là, dans la logique je me dis, on inverse la chose, on construit pour essayer que ça aille mieux. De façon à montrer aux gens que ça va mieux quand on fait soi-même et quand on décide soi-même,*

*quand on construit soi-même. C'est-à-dire que des manifs, j'en fais quasiment plus. À un moment donné, il faut proposer des solutions puisque nos dirigeants, globalement, de façon générale, ne sont pas capables de proposer des solutions. Quand je parlais de co-construction, un projet d'éolienne, par exemple, il n'est accepté que s'il a été co-construit par la commune et les habitants. Si tu l'imposes d'en haut, ça ne marche pas. Sinon, c'est un peu en vieillissant que j'ai découvert qu'il fallait associer les gens. Et finalement, pour moi, la Caisse c'est un peu la concrétisation de ça. » (CF). Ces processus démocratiques nouveaux extérieurs au monde institutionnel ouvre la porte à de nouvelles formes d'engagement pour des personnes ne se sentant pas proches d'associations institutionnalisés ou qui se heurtent à des limites de prise en compte de leurs vécus causés par des rapports sociaux inégaux. Le principe de démocratie directe où les outils de communication permet à chacun·e d'avoir son mot à dire créer un sentiment de légitimité et donc de réappropriation de son pouvoir d'agir : « Les politiques, c'est nous. Mais si on les laisse faire tout seuls, ça va être leur désir de pouvoir, leur ego qui va parler. Mais ce qui m'intéresse, je te dis, c'est déjà une vraie démarche participative. Quand Macron a fait sa démarche participative après les Gilets jaunes, il l'a complètement pipé avec les questions fermées, avec des gens qui étaient là pour nous faire répondre quelque chose qu'on n'avait pas envie de répondre, parce que c'était trop fermé, c'était démago. Et tous les gens qui utilisent la démarche participative pour manipuler les gens dans un projet démagogique, c'est contre-productif parce qu'ils dégoûtent les gens de la démarche participative. Alors que là, la démarche de ce projet de Caisse c'est une vraie. C'est là que je te dis les outils. Parce que les outils te garantissent la possibilité de t'exprimer. » (HQ). Ici, il apparaît clairement qu'une institutionnalisation de la participation reviendrait à la brider, ne laissant pas la place au vécu sensible de la diversité de populations qui habite les territoires français. Cette façon de faire représenterait une contrainte (Blatrix 2002) qui reviendrait donc potentiellement à servir la reproduction des rapports de domination d'une élite pensante au capital culturel élevé et se sentant proche de la sphère politique, écartant les milieux populaires ayant une approche beaucoup plus pragmatique de par leurs problématiques du quotidien.*

Nous allons voir l'effet de la démarche « d'aller-vers » pour la mobilisation des participant·es afin d'illustrer la différence avec la mobilisation dans les dispositifs institutionnalisés, permettant de limiter les systèmes d'oppression sociales. En effet, les limites analysées par des sociologues de la participation (Berger et Charles 2014; Demoulin et Bacqué 2019) des dispositifs de démocratie participative institutionnalisés sont de peiner à mobiliser « les

publics les plus éloignés » et les personnes précaires (Bachir 2018; Leclercq et Demoulin 2018). Lors des entretiens, une seule personne interrogée a déjà eu une expérience dans un conseil citoyen, et quelques personnes n'ont même jamais été investis dans des associations ou pris part à des réunions. Ici, à l'inverse des dispositifs de démocratie participative instaurés par les institutions du haut vers le bas, la mobilisation mise en place par l'équipe d'animation, en utilisant les outils de l'éducation populaire, a permis d'amener une certaine mixité socio-professionnelle (voir première partie des résultats) dans le dispositif de démocratie participative, notion essentielle pour éviter la reproduction d'inégalités sociales d'exercice du pouvoir (Rio et Loisel 2024). En effet, un jeune a été mobilisé après une animation dans une mission locale du département, deux personnes en réinsertion professionnelle s'étant senties marginalisées par le passé se sont engagé·es après un atelier cuisine organisé dans leur structure de réinsertion tandis que ce n'est pas leur nature comme en témoigne l'une d'elles « *Oui, moi je trouve que quand vous l'avez expliqué [le projet lors de l'atelier cuisiner], c'est un truc qui m'a accroché, que j'ai bien aimé, je me suis dit que si je ne me lance pas maintenant il sera trop tard après. Ça veut dire que si tout le monde réagit comme ça, elle ne se fera jamais la Caisse. C'est ça que je me dis en fait. Et pourtant je ne suis pas du genre à me lancer. Moi, je suis du genre à être en retrait, à attendre et après essayer de voir s'il faut de l'aide. Je ne suis pas à m'investir tout de suite.* » (VL).

Ce faisant, des participant·es ont pu se sentir écouté·es et respecté·es, des fois pour la première fois, grâce à la diversité et au cadre de confiance établi : « *C'est ça que j'aime bien, c'est qu'on est tous d'orientations différentes de tous les côtés en fait. Ça veut dire qu'il n'y a aucun jugement. Je l'ai ressenti tout de suite, parce que moi je suis arrivée dans des groupes où j'ai arrêté très vite parce qu'il y a eu du jugement. Au niveau de la corpulence, au niveau de l'orientation vestimentaire, ou même l'orientation sexuelle, j'en ai déjà eu. Et j'ai vu qu'en arrivant là-bas, j'ai eu un petit doute au début parce que comme dans tout cas, j'ai eu un peu de stress, voilà. Et en fait, d'entrée, ils [les autres participant·es] sont venus me dire bonjour, ils m'ont posé des questions et tout. Il n'y a eu aucun jugement d'entrée. Ça s'est fait naturellement et c'est ça aussi qui m'a fait me sentir un peu plus à l'aise.* » (VL) permettant d'actionner les valeurs humaines et le sentiment de confiance et par entraînement suscitant un intérêt plus sensible au projet de Caisse d'alimentation et donc une participation.

Finalement, avec les bons ingrédients que sont la maîtrise des outils de l'éducation populaire par l'équipe d'animation, le temps long, la diversité et la maîtrise des sujets en amont, ainsi qu'avec les bonnes compétences et connaissances acquises selon le processus démocratique

du PAC, l'action collective peut prendre forme de manière incrémentale vers une vraie transformation performative, concrète où les participant·es deviennent en capacité de s'en saisir, quelle que soit leur origine socio-économique. Le fait que la gouvernance ait été explicitement énoncée par des membres d'une organisation de la société civile et soit horizontale favorise la participation et permet l'attachement des personnes à mener des actions et être dans le « faire » à l'inverse des politiques publiques nationales et du système de vote jugé inadapté à l'action face aux problématiques du quotidien car trop éloigné des « affects » de la réalité vécue du quotidien. C'est bien cette distinction face aux processus participatifs institutionnels qui fait de ce dispositif un véritable outil de reprise de pouvoir d'agir politique populaire.

## Préconisations pratiques

Les résultats de ce mémoire permettent de proposer, à partir d'un ensemble d'analyses socio-anthropologiques et de témoignages, des préconisations pratiques ou des enseignements clés visant à mieux caractériser les modalités de participation des participant·es afin de leur permettre de développer leur pouvoir d'agir et de faire démocratie dans une démarche d'émancipation politique et populaire.

- Orienter les premières séances sur le fonctionnement démocratique, installer un cadre de confiance et déconstruire collectivement les rapports de domination sont un prérequis pour susciter la confiance d'un groupe diversifié, même si ces échanges peuvent être perçus comme flous ou inconfortables par certain·es, ils semblent nécessaires et permettent une meilleure libération de la parole à posteriori. La maîtrise des outils de l'éducation populaire est un levier pour le pouvoir d'agir ;
- Prendre en compte les besoins matériels des personnes souhaitant assister aux réunions (garde d'enfants, repas à emporter, handicaps... ) permettant une inclusivité qui donne un sentiment d'écoute et de confiance, notions clés pour le développement du pouvoir d'agir ;
- Les effets de cadrages de la participation sont un prérequis pour insuffler une dynamique collective et dessiner une ossature commune. Cependant, ils nécessitent de s'effacer au cours du temps selon une certaine inertie où l'objectif, annoncé clairement dès le départ, est de « filer les clés du camion » aux participant·es qui l'intègrent dans leur processus de responsabilisation et d'autonomisation ;

- Des efforts par les commanditaires d'un tel projet doivent être orientés dans la valorisation de la parole des participant·es qui recouvrent des attachements sensibles, véritables vecteurs de participation. De plus, il semble primordial de prendre soin d'effacer la frontière « sachant·e » et « profane » en valorisant les savoirs expérientiels au même titre que les savoirs techniques ;
- Des modalités plus informelles d'échanges et de partage sont nécessaires et facilitent l'expression spontanée et authentique, permettant ainsi l'élaboration de dynamiques communes invisibilisées par des effets de cadrage parfois trop présents ;
- Des ingrédients indispensables comme la possibilité de (vraiment) décider, le respect des temps de parole, la convivialité permettent d'installer une culture commune et un respect partagé, garantissant une sérénité des débats et une participation démocratique plus souple ;
- Des leviers d'émancipation pour le développement du pouvoir d'agir : laisser la spontanéité surgir en sous-groupes après des apports de connaissances et assouplir le cadre, des sorties en dehors du « groupe », la possibilité de moments d'implication collective (ex : faire à manger pour la prochaine réunion, créer un site internet, aller parler à la presse, proposer une sortie naturaliste...) ;
- Tous les points au-dessus, couplée avec une démarche en amont « d'aller-vers » pour la phase de mobilisation réalisée avec les outils d'éducation populaire, permettent de réunir une diversité de profils socio-professionnels, caractéristique essentielle pour sortir de l'entre-soi qui semble être un frein à la participation populaire. De plus, cela permet de réunir également les deux notions communes cruciales pour une augmentation du pouvoir d'agir politique et d'une autonomisation des participant·es: la responsabilité et la réciprocité.

## Discussion

L'anthropologie environnementale de Tim Ingold et l'éthique du care proposée par plusieurs éthicien·nes et sociologues nous aident à comprendre que les êtres humains, et même tous les organismes vivants, sont en prise constante avec leur environnement (Ingold 2012). Les liens d'interconnexion et d'interdépendance aux autres, à nos conditions d'existence et de subsistance, façonnent ce que nous sommes au quotidien et nous permet de nous rattacher à nos mondes. De plus, ce sont la sociologie pragmatique issue de Dewey et la sociologie de la participation de Bacqué, Carrel, Blondiaux et d'autres qui nous renseignent sur le fait que

l'auto-gouvernement prévoit qu'on apprend avec des assemblées citoyennes locales à délibérer et décider en commun. Cela devient possible lorsqu'on est directement concerné par un problème et qu'on se coordonne avec d'autres personnes aux visées différentes qui partagent ce problème, c'est « l'usage public de la raison ». Ces temps d'échanges sur le fond et sur les modalités de vie commune ne peuvent garantir la démocratie que par un régime d'attention particulier à l'écoute des autres, la finesse des arguments, le respect des tours de parole et des besoins et attentes de chacun·e (Biehl et Bookchin 1998). C'est l'imbrication de la sphère intime dans le collectif d'une diversité de personnes qui constitue la base de la vie politique pour échanger sur les problèmes de l'organisation sociale du quotidien.

La volonté sous-jacente d'agir sur son environnement, donc le fait de se politiser, est constamment mise sous le tapis par notre mode de vie actuel où la démocratie représentative a permis au système socioéconomique capitaliste de gouverner et de nous empêcher de prendre les responsabilités (Laurin-Lamothe *et al.*, 2023<sup>20</sup>) qui nous incombe en matière d'organisation du travail et qui influe enfin directement notre environnement quotidien (Pruvost 2021). Le système de vote en est l'exemple le plus grand : il est notre droit de ne pas gouverner et de laisser la tâche à d'autres. Les mécanismes d'éducation populaire qui désirent concilier justice sociale et démocratie alimentaire proposent ainsi une réponse à cette volonté d'agir, ils représentent un levier d'attachement, d'ancrage, aux gens pour se rendre compte qu'ils peuvent reprendre du pouvoir d'agir lorsqu'ils s'y mettent collectivement et localement. Les dispositifs de Caisse d'alimentation agissent comme des centralités populaires (Bazin 2018a), autour desquels viennent s'attacher des participant·es comme force concrète d'émancipation face à une crise de la participation générale à la vie de la cité, révélatrice des dysfonctionnements institutionnels depuis plusieurs années au sein de notre régime politique actuel. Ce système de démocratie représentative où les personnes votent de moins en moins ou se sentent de moins en moins concernés ou mécontents (Braconnier et Dormagen 2020) a pour effet de désabuser les populations qui n'ont plus attrait à participer à l'organisation de la société et ne la comprennent plus. Avec le seul système de vote qui ne permet pas vraiment de s'exprimer et de faire entendre sa voix, le régime politique actuel a un double effet : la fabrique illusoire du consentement et l'affaiblissement du tissu associatif selon une idéologie libérale qui ne valorise que la responsabilité individuelle et favorise une marchandisation de tous les secteurs de nos vies quotidiennes, l'alimentation et l'agriculture n'y faisant pas défaut. C'est cette marchandisation imposée par le système économique

---

<sup>20</sup> Laurin-Lamothe, A., Legault, F., & Tremblay-Pepin, S. (2023). *Construire l'économie postcapitaliste*. Lux.

dominant et forcée par un système politique complaisant de manière verticale qui provoque les inégalités énoncés dans la 1<sup>ère</sup> partie, ne laissant que peu de place aux velléités de transformation et d'alternatives horizontales. Or, les problématiques du quotidien sont ressenties collectivement et il suffit de se replonger dans les discussions animées des mouvements de gilets jaunes pour voir que germent çà et là des idées et élans de cohésion grâce à la solidarité et à l'échange de vécus et parcours de vie, pour voir que l'on est rarement seuls. De ces problématiques collectives, des publics peuvent donc se former pour faire converger des volontés de changement pratiques, à l'action locale comme mode privilégié de participation et d'organisation sociétale. Cela semble être le cas dans l'initiative étudiée.

La participation citoyenne dans un tel dispositif de sécurité sociale de l'alimentation a en effet pour double objectif de déclencher des dynamiques d'émancipation des participant·es (Granchamp et al. 2023) et améliorer les systèmes agri-alimentaires, arborant donc une visée assumée de politique territoriale. Ceci étant dit, une distinction est faite dans la littérature entre « la » politique institutionnelle et « le » politique (Pruvost 2022) qui peut accompagner les gestes du quotidien (Pruvost 2021), comme participer à une réunion autour de l'organisation du système agricole local, organiser une sortie naturaliste, préparer un repas en commun en tenant compte des besoins et ressources de chacun·e par exemple. Cependant, « le » politique peut être assumé explicitement dans la démarche de l'individu tout comme il peut être dissimulé, non revendiqué voire être réfuté par un autre individu, souhaitant s'écarter le plus possible de « la » politique. Que leur participation aux dispositifs de démocratie alimentaire soit intrinsèquement politique c'est une chose, qu'ils et elles le revendiquent en est une autre. Dans les deux cas, les individus partagent des valeurs communes et souvent ont des envies partagées sur une société qui serait plus juste et équitable et décide de passer à l'action, souvent à l'échelle locale, de la commune ou du bassin de vie. C'est ce qu'ont montré les académicien·nes anarchistes Murray Bookchin et Janet Biehl (1998) aux États-Unis quant au municipalisme libertaire qui permet de concentrer l'activité politique de la population sur l'échelon municipal. Afin d'éviter que les décisions prises par le groupe d'habitant·es ne répètent les rapports de domination et favorisent les plus éloquent·es, il est prévu des sessions d'éducation populaire qui enseignent les codes de participation à ces assemblées, l'expérience démocratique peut également s'apprendre au fil des réunions. Il pourrait être intéressant de questionner le parallèle entre ces dispositifs de démocratie alimentaire passant par un PAC avec le municipalisme libertaire et autres courants anarchistes pour en vérifier les ressemblances et différences plus en détail.

En effet, nous voyons ici que c'est en proposant des modalités de participation directe et populaire au milieu d'un système représentatif que les initiatives de démocratie alimentaire qui visent la socialisation de l'alimentation sont un levier d'émancipation politique populaire : elles permettent aux « publics » de se constituer, de se connaître puis de se saisir des questions qui les touchent et les façonnent personnellement au quotidien et qui renvoie à l'organisation sociale dans laquelle ils vivent.

Ce dispositif de démocratie alimentaire représente l'incarnation politique des valeurs relationnelles et humaines que les participant·es voient dans la symbolique des choses et des systèmes qui les entoure et lesquels ils et elles vivent (Graeber 2023). Pour les philosophes Benjamin Barber et Jürgen Habermas, la participation des sujets d'un territoire à la gouvernance est une condition même de l'existence du système de gouvernement. Tandis que la démocratie participative vue par les institutions est aujourd'hui uniquement utilisée pour des dialogues entre le public et les gouvernant·es, émanant directement de cette deuxième catégorie pour élargir la base de légitimité de leurs actions (Zask, 2008) en conservant l'idée que seul un représentant est apte à définir l'intérêt général, les dispositifs locaux qui s'inspirent de la SSA prônent et pratiquent une démocratie participative qui émane directement de la société civile, lui rendant ses pouvoirs de décision et d'agir, que les participant·es (ré)apprennent à se saisir le long d'un processus incrémental d'émancipation collective, à l'image du PAC, joyeuse et politique pour une société plus solidaire, juste et désirable pour la préservation des droits et biens communs.

Ces initiatives ont donc un visage profondément péricapitaliste (Tsing, 2017<sup>21</sup>) qui prônent une diversité de modèles socio-économiques où la responsabilité et la réciprocité des personnes impliquées et la démocratie directe sont au service d'une planification participative de l'économie des secteurs importants de la vie en société. Les dispositifs de Caisse d'alimentation s'apparentent ainsi au courant économique et philosophique d'« économie de communauté » proposée par Katherine Gibson et Julie Graham qui incite à déplacer le regard et cesser d'être obsédé par le seul système dominant et de s'inspirer de ce qui s'est fait soit ailleurs soit dans notre passé pour changer notre rapport au monde. Cet « anti-modèle », proposant de s'inspirer d'une diversité de modèles demande ainsi de se coordonner en bassins de vie, en « communauté » pour investir petit ces autres façons de vivre et de s'organiser.

---

<sup>21</sup> Tsing, L. A. (2017). *Le Champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*. Paris : La Découverte, Les Empêcheurs de penser en rond.

Les participant·es à la Caisse d'alimentation ont donc en charge d'imaginer le fonctionnement d'un outil social innovant qui exercera des influences à la fois directes et indirectes sur des personnes étrangères, comme les travailleur·euses du système agri-alimentaire, sur des personnes morales, comme les entreprises du système agri-alimentaire et sur des institutions. Dans ce cas, les activités de ce groupe d'habitant·es sont publiques. Le fait qu'il y ai une diversité de personnes dans le dispositif, et notamment 20% de paysan·nes, permet d'avoir un effet de « représentation » de ces personnes touchées par le dispositif aux visées publiques. Le fait que la société civile s'en empare, au lieu de technocrates ou politicien·nes, permet d'amener une légitimité populaire aux affaires qui incombent aux personnes touchées, à savoir le peuple qui vit à cet endroit, qui y travaille, y fait ses courses, y mange. C'est justement grâce à cette diversité issue de la société civile que le groupe d'habitant·es peut régler ensemble les conséquences indirectes de ses activités lors de la construction du dispositif de Caisse d'alimentation. Lorsqu'elle se met à régler cela, donc à réfléchir sur les implications de leurs décisions, et s'organise en fonction selon les débats vécus lors du PAC sur le fonctionnement démocratique, il s'agit d'une société politique, le public est également son propre gouvernement, on dit que le peuple s'autogouverne. Ce n'est plus un organe extérieur (l'État) qui gère les intérêts d'un public qui se retrouve coupé de pouvoir de décision et peut s'affairer à produire, créer, consommer, c'est plutôt ce dernier qui prend forme en définissant ses besoins et ses problèmes et qui décide d'agir dessus. Il ne le peut qu'en s'organisant avec la diversité de personnes concernées et volontaires. Ceci évoque donc une incarnation épurée de la démocratie directe souvent plébiscitée par les philosophes et les penseur·euses du courant anarchiste depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle (Kropotkine, Bakounine, Proudon, Clastres, Federici, Mies...).

Cependant, comment (ré)apprendre à décider des conditions de subsistance qui nous incombent au quotidien lorsqu'on a été passif depuis toujours ? Même si des personnes peuvent discuter avec des proches sur la situation et des envies de transformation, un public ne peut se former qu'avec un ensemble de personnes se sentant suffisamment concernés pour se déterminer à se mettre en réseau autour d'intérêts communs préalablement identifiés. Car le peuple passif est très grand, chaotique et diffus, la diversité qui le compose, surtout dans une société mondialisée où les flux d'influence, d'opinions et de mouvements sont massifs, pourrait représenter un frein pour se constituer concrètement en public et dessiner ces fameux intérêts communs. D'où la remarque qu'une société centralisée et grandissante s'éloigne d'un

véritable fonctionnement démocratique, en empêchant le peuple de s'organiser collectivement.

C'est exactement là qu'intervient les modalités d'éducation populaire agités par des structures associatives issues de la société civile pour créer l'exosquelette, la matrice, de ce futur réseau public d'où le peuple pourra se raccrocher. Cette dimension populaire est cruciale en ce qu'elle est identifiable et dispose d'une certaine légitimité auprès du peuple qui a désormais accès aux outils de gouvernance si durs à trouver et donc à se constituer en public.

Ensuite, la diversité est un facteur clé de réussite des mouvements sociaux et populaires pour actionner des changements transformateurs. Cette diversité prend forme concrètement sur une échelle locale car ce n'est qu'à cette échelle que les relations de responsabilité et de réciprocité peuvent prendre corps et ainsi donner un sens à la participation et au processus de changement. C'est ce sentiment qui permet de ressentir de la légitimité et donc du pouvoir d'agir collectif sur ce qui nous entoure, après avoir rencontré son public et partagé ses valeurs. La diversité, lorsqu'elle est accompagnée par les modalités de fonctionnement de l'éducation populaire, amène de surcroît des discours pragmatiques situés et liées aux histoires individuelles qui en deviennent collectives, ce qui permet de s'attacher aux autres sans se sentir forcé dans une démarche militante ou radicale qui pourrait être ressentie comme normative et culpabilisante. Lorsque les participant·es se rencontrent, le discours militant des plus convaincu·es vient s'adoucir et se superpose aux réflexions pratiques de terrain des autres participant·es. L'aspect politique est donc sorti de ses jeux de pouvoirs et de sa représentation institutionnelle qui divise pour être réinséré dans la quotidienneté pragmatique du vécu des intéressé·es. Peu importe qu'il soit explicitement, implicitement ou pas du tout sollicité par les différent·es participant·es, l'important est qu'il réside en chacun·e d'eux et elles et qu'il peut être activé selon certaines modalités de communication, de fonctionnement, d'animation. C'est cette diversité d'expression intime du politique chez chaque participant·e qui permet de faire tenir debout une démocratie alimentaire forte qui a du sens pour celles et ceux qui la pratiquent et qui insuffle un véritable potentiel transformateur.

Les projets de Caisse d'alimentation inspirée de la SSA comme innovations sociales et politiques émergent d'une critique systémique de l'organisation sociale et/ou économique du territoire de vie des individus dont le système alimentaire et, simultanément, agricole, sont au centre, révélant ainsi le rôle socio-culturel de l'alimentation et ses liens avec les valeurs humaines, point de départ d'une volonté de participation pour actionner des changements transformateurs. Le potentiel transformateur de la démocratie alimentaire sur les

participant·es et sur le système agri-alimentaire réside dans la bifurcation nette qu'elle propose d'opérer par rapport aux structures du capital, car les modalités opérationnelles de ces Caisses d'alimentation contournent et contestent le principe de marchandisation du travail et des produits agricoles en transforme des consommateur·ices vu·es comme passifs et passives en individus actifs, sensibles et organisés en public.

Finalement, d'autres choses n'ont pas été étudiées dans ce présent travail et pourraient constituer des pistes de recherche ultérieures. Notamment l'incidence de la diversité des structures du comité de pilotage sur la motivation des participant·es, car lors des entretiens certain·es ont évoqué leurs liens avec des structures mais nous ignorons aujourd'hui si cela fut un facteur déterminant dans la participation au projet. Or, Hassanein (2003) explique bien l'importance de la diversité d'organisations dans un projet de démocratie alimentaire pour mutualiser les ressources disponibles et offrir un panel diversifié d'actions et de facteur de mobilisation des individus.

La non-concertation des politiques publiques locales est également à creuser pour le futur du PAC, car celles-ci permettraient d'instrumentaliser la volonté citoyenne et sa mise en capacité par la SCIC, représentant l'intérêt collectif, donc le développement de projets locaux pour l'avenir d'un territoire. D'après certain·es participant·es qui ont pu l'exprimer au tout début du PAC, ces missions sont à partager évidemment avec les élu·es locales et locaux pour un accès aux subventions à différentes strates publiques et une pérennisation des projets. Le fait de ne pas avoir accès aux institutions publiques donne une impression d'instabilité économique qui fragilise le modèle de société défendu par le collectif national SSA.

Enfin, il y a également une limite de la présente recherche sur l'émancipation politique. Bien que les participant·es ont été séduit·es par le côté participatif en ce qu'il permet de prendre en compte leur parole de façon performative, la plupart des participant·es entretenues n'expriment pas l'émancipation politique et la reprise du pouvoir sur l'État de cette façon, ils et elles ne l'ont pas toutes et tous conscientisé et formulés explicitement, à l'exception d'(AS). Cette émancipation politique se pense comme un processus et prend le temps d'émerger, ou non, chez chaque participant·e. La temporalité de mon stage comparée à celle du processus ne semblait pas être suffisante pour attester de cette émancipation, qui aurait mérité un travail de longue haleine avec une méthodologie plus fine de parcours de vie et de suivi sur un temps long.

Nous sommes plongés dans un tel état de sidération, un tel état de vulnérabilité sociale, à cause d'un système socio-économique qui génère des inégalités que les perdant·es de ce système, les personnes en situation de précarité, n'ont plus la capacité d'agir pour changer le système. Il convient de soutenir ces personnes pour leur redonner cette capacité afin de retrouver des formes d'action collective pour créer un système nouveau et différent de celui qui opprime, qui génère des inégalités sociales et qui détruit l'environnement. Nous n'avons pas toutes et tous les mêmes moyens et ressources pour pouvoir faire des sacrifices afin de faire advenir un changement profond de société par une transformation du système, et ce ne sont pas quelques mesures réformistes comme les lois pour le gaspillage alimentaire (loi Coluche, loi Garot) qui régleront le problème de la pauvreté et de la faim dans le monde. Nous devons donc s'entraider, retrouver un sens commun, un projet de société solidaire pour redonner aux plus démunis la volonté mais surtout le pouvoir d'agir, afin de garantir une société universellement juste et stable.

Grâce aux valeurs de vivre ensemble, nous nous rendons compte que nous pouvons agir concrètement et que nous pouvons faire de la politique autrement, car elle apparaît nécessaire face à la situation actuelle. Comme nous l'avons vu avec la diversité de participant·es, la participation n'est pas l'apanage des militant·es mais représente un processus perpétuel, elle crée de nouvelles formes de mobilisation, de responsabilisation, de conscientisation politique en continu. Ce projet s'analyse donc à travers le temps long pour y dévoiler tout son ancrage car les gens qui s'y attachent viennent aussi chercher l'apprentissage de la fabrique du commun qui est alors invisible au départ du processus. Il faudrait donc y retourner, l'émancipation politique n'est pas un domaine de recherche mais bel et bien de recherche-action. Expérimenter à travers la recherche-action c'est mettre au travail l'idée de la démocratie alimentaire pour en faire ressortir les limites et les espoirs. Expérimenter c'est introduire une perturbation de l'ordre établi où l'on va faire autrement que comment cela marche d'habitude. Cela va générer des chamboulements, des repositionnements des acteur·ices locales et locaux, peut-être des élu·es, et cela va mettre en évidence des réseaux et des conflits. Des prochaines recherches pourraient donc s'intéresser à analyser ce que génère ces perturbations en utilisant la théorie de l'acteur-réseau sur plusieurs choses : sur le pouvoir d'agir des habitant·es, sur ce qui est rendu possible ou non par l'action collective, ce que cela génère chez les entreprises privées du secteur alimentaire et agricole.

Il convient de ne pas considérer les dispositifs démocratiques et participatifs comme de simples objets de recherche techniques mais comme des innovations sociales aux ambitions

politiques, recouvrant ainsi un caractère dynamique, sensible, en proie à des valeurs, des questionnements et des relations sociales complexes. Bien qu'une diversité de champs disciplinaires s'y intéressent (sciences politiques, sociologie, anthropologie, géographie, sciences de gestion...) et que les chercheur·euses ont d'indéniables qualités d'analyse et de retranscription des processus en jeu, les ancrages académiques et théoriques peuvent représenter des freins à l'outillage pragmatique des populations concerné·es, véritable but des démarches participatives, loin des colonnes de journaux académiques et autres conférences de pensant·es éclairé·es. Les chercheur·euses peuvent adopter plusieurs démarches pour appréhender ces terrains, soit en gardant une distance et en ne privilégiant que les méthodes « classiques » de recherche en sciences sociales avec de l'observation participante et des entretiens, soit en s'engageant directement auprès des structures locales pour devenir un·e « actant·e » au même titre que les participant·es pour permettre à ces dernier·es de les embarquer davantage dans la démarche de recherche-action « dans le but d'apporter du sens à leur pratique et, le cas échéant, de contribuer à l'améliorer » . Ce deuxième type de démarche scientifique vise à aller plus loin et à apporter au dispositif et à l'analyse une utilité concrète, mobilisable par les participant·es qui ne sont dès lors plus des « personnes observées » desquelles on viendrait prélever des observations pour en tirer des résultats dans un laboratoire de recherche.

Cette double posture m'a énormément traversé pendant le stage, ayant une appétence marquée pour me rendre utile auprès des personnes et étant employée par la coopérative à l'initiative du dispositif de Caisse d'alimentation, mais restant tout de même étudiant d'une université parisienne avec des connaissances des méthodes de recherche limitées. J'ai eu à cœur d'être au service direct des personnes que je côtoyais dans le projet sans être vu comme un laborantin extérieur, c'est pourquoi la démarche de recherche-action m'as profondément inspiré dans le cadre précis dans lequel le stage s'insérait. Cependant, lors de ce stage, tous ces questionnements qui sont apparus et qui ont été également alimentés, entre autres, par des ateliers autour de la recherche-action avec Amnesty International France et le chercheur indépendant Hugues Bazin, n'ont pas pu irriguer le collectif d'habitant·es. Seul des membres du COPIL et moi-même ont pu participer à ces ateliers, ce qui place évidemment une distance ou une frontière entre les personnes qui « étudient » le projet et celles qui le vivent. Afin de limiter voire abolir la séparation entre « sachant·e » et « profane », il conviendrait d'établir cette démarche d'autoformation réciproque propre à la recherche-action où les participant·es seraient amené·es à extraire des savoirs de leurs expériences via des cycles de formation.

Cependant, est-ce que cette frontière doit être maintenue ? Ou, à l'avenir, la méthode de recherche-action devrait-elle être poussée au point d'enrôler les participant·es ? Mais est-ce que ces dernier·es en ressentent l'envie et le besoin ? Ne serait-ce pas encore là une injonction à participer à quelque chose ? Une première étape pourrait être de leur poser directement la question. Mais cela ne va-t-il pas répéter les schémas d'injustices sociale et cognitive où seules les personnes disposant d'un capital culturel plus élevé vont se sentir suffisamment à l'aise et disponibles pour répondre positivement ?

Sur les conseils de mes tuteurs académiques, David Glory et Sébastien Levionnois, quant à la démarche ethnographique et par rapport à mes convictions personnelles, je me suis laissé volontairement emporter par le terrain, tissant des liens sociaux avec les participant·es et m'intéressant à leurs vies respectives. Les entretiens s'étant déroulés chez elles et eux dans leur intimité, et pour quelques-uns en ayant été invité à partager un repas cuisiné ou une soirée, la puissance des interactions sociales ont pu avoir un effet sur la posture réflexive des participant·es interrogé·es quant à leur propre participation au dispositif et sur ce qu'ils et elles venaient chercher dedans. En effet, quelques personnes m'ont, directement après l'entretien ou en étant revenu me voir lors de réunions ultérieures, fait part de l'importance de cet échange sur leur façon de percevoir leur propre participation et leur place au sein du groupe, me disant qu'elle s'était renforcée de par mon implication et de mon intérêt sensible pour ce qu'ils et elles avaient à dire. Cependant, aucune méthode d'évaluation de cet effet n'a été mise en place et aucune conclusion ne peut en être tirée de façon franche. Ces observations pourraient faire l'objet de futures travaux par des chercheur·euses souhaitant s'impliquer de façon plus active et personnelle dans des dispositifs de démocratie alimentaire participatifs.

Il m'apparaît donc qu'une approche sensible de long terme où le ou la chercheur·euse devient acteur·ice du dispositif semble, en plus d'être tout indiquée dans ces initiatives de démocratie participatives, représenter un levier d'amélioration du pouvoir d'agir des participant·es et d'une émancipation politique et populaire collective.

En tant qu'apprenti chercheur en sciences sociales critiques, mon rôle consiste à aller au-delà des impressions de surface et à découvrir les structures sociales et les rapports de force sous-jacents afin de donner aux publics les moyens d'améliorer la société. Par ailleurs, le rôle de jeunes activistes consiste à mettre en œuvre des stratégies de changement social et à ancrer ces actions dans l'espoir d'un monde meilleur pour toutes et tous. Je me reconnais dans ces deux types de rôles. Ce stage ayant été à posteriori la combinaison des deux, il m'en a donné

l'expérience. Par conséquent, j'apprécie la valeur du cycle de recherche que m'as offert ce stage qui mêle action et réflexion et a nécessité des ajustements sur le moment sur la base des connaissances acquises par l'expérience. Cette réflexion me laisse penser que la pratique réfléchie d'une politique pragmatique et le développement d'une démocratie alimentaire forte, participative et populaire, seront les clés de la transformation des systèmes agri-alimentaires à long terme en passant par des changements transformateurs des valeurs et des pratiques sociétales. La démocratie alimentaire semble donc offrir un certain espoir pour réaliser la transformation que beaucoup recherchent vers un monde plus juste et plus durable. En tant que tels, la démocratie alimentaire et les dispositifs participatifs populaires représentent un terrain fertile pour les travaux futurs des théoricien·nes et des activistes.

## Conclusion

Ce document rend compte des processus démocratiques s'étant déroulé au sein d'une innovation sociale et politique de démocratie alimentaire dans un territoire semi-rural de l'Aude en France réunissant une trentaine d'habitant·es mobilisées volontairement. Ce projet a pour but d'aboutir à une Caisse d'alimentation, inspirée de la sécurité sociale de l'alimentation, où les critères de conventionnement sont à décider démocratiquement et après avoir été mis en connaissance de cause. En tentant de redonner le pouvoir d'agir aux populations locales sur les systèmes agricoles et alimentaires locaux, ce dispositif se propose de remettre les questionnements pragmatiques autour de ceux-ci au centre d'une démarche incrémentale d'action collective et populaire appelé parcours d'apprentissage en commun se déroulant pendant un an.

Le conventionnement est l'étape clé qui entérine concrètement le projet émanant de la mobilisation collective lors de ce parcours. Afin de susciter l'engagement des publics selon un processus et transmettre des savoirs entre toutes et tous pendant ce parcours, il faut en avoir fait l'expérience ou être prêt·e à laisser rentrer l'expérience. C'est précisément ici que l'importance des outils de l'éducation populaire est dévoilée, car elle permet de tisser des liens sociaux horizontaux et forts entre des personnes différentes aux vécus partagés, comme des valeurs humaines, des liens avec l'alimentation et au territoire. La mise en public s'est effectuée selon ces outils de communication et de fonctionnement, garantissant une diversité bienvenue de profils, loin d'un entre-soi inhibiteur. C'est cette diversité qui a ensuite permis de consolider une culture commune. En outre, nous avons vu que ce sont ces notions communes et ses valeurs relationnelles aux autres, au monde vivant, qui permettent le

développement du pouvoir d'agir. Il émane premièrement des affects et valeurs personnels des participant·es puis prend forme grâce à la force collective qui se crée chemin faisant, faisant naître des notions communes de responsabilité et de réciprocité qui permettent de comprendre et sceller des objectifs convergents, répondant fortement à ces valeurs de justice sociale partagés parmi les participant·es. Grâce à ce dispositif, ces dernier·es y ont trouvé un moyen de mettre en mouvement leurs valeurs, de leur donner une matérialité pour faire advenir un commun alimentaire et agricole dans un système plus juste et plus local.

En effet, la participation des personnes est accrue dans ce genre d'innovation sociale car elle dispose d'un aspect politique pragmatique et situé dans le local, c'est-à-dire dans l'environnement des habitant·es qui se sentent à la fois légitime et prêt à actionner des changements s'il leur en ait donné l'occasion. En effet, le fait de pouvoir décider réellement, opposé aux dispositifs institutionnels et à une gouvernance descendante, permet de se réapproprier les moyens d'agir sur l'organisation de son quotidien vécu. Cela peut prendre plus ou moins de temps selon les participant·es car il s'agit là d'un processus qui mène à l'émancipation politique et populaire mais les modalités de fonctionnement et de communication issues de l'éducation populaire favorisent cette prise d'initiative par le développement du sentiment de confiance, de lien social et de légitimité à avoir voix au chapitre.

## Bibliographie

Acosta, Alberta. 2018. *Le Buen Vivir: Pour imaginer d'autres mondes*. Les Éditions Utopia.

Akrich, Madeleine, Michel Callon, et Bruno Latour. 1988. « A quoi tient le succès des innovations? 1: L'art de l'intéressement; 2: Le choix des porte-parole ». P. 4-17 & 14-29 in *Gérer et comprendre. Annales des mines*.

Aldanondo-Ochoa, Ana María, et Carmen Almansa-Sáez. 2009. « The private provision of public environment: Consumer preferences for organic production systems ». *Land use policy* 26(3):669-82.

Arendt, Hannah. 2018. *Condition de l'homme moderne-Nouvelle édition 2018*. Calmann-Lévy.

Auma, Carolyn Imelda, Michelle Holdsworth, et Rebecca Pradeilles. 2021. « Photovoice: une méthode participative pour identifier les environnements alimentaires du point de vue des habitants ». *Méthodes d'investigation de l'alimentation et des mangeurs* 243 p.

Bachir, Myriam. 2018. *Et si les habitants participaient?: entre participation institutionnelle et initiatives citoyennes dans les quartiers populaires*. Édition Licorne.

- Bacqué, Marie-Hélène, et Mohamed Mechmache. 2013. « Pour une réforme radicale de la politique de la ville ». *Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*.
- Barnett, Clive, Nick Clarke, Paul Cloke, et Alice Malpass. 2005. « The political ethics of consumerism ». *Consumer Policy Review* 15(2):45-51.
- Bazin, Hugues. 2015. « Les figures du tiers-espace: contre-espace, tiers-paysage, tiers-lieu ». *Filigrane. Musique, Sons, Esthétique, Société* (19).
- Bazin, Hugues. 2018a. « La centralité populaire des tiers-espaces ». *L'observatoire* 52(2):91-93.
- Bazin, Hugues. 2018b. « Les enjeux d'une science citoyenne au cœur de la société ». *Cahiers de l'action* 5152(2):157-62.
- Bennholdt-Thomsen, Veronika, et Maria Mies. 2022. *La subsistance: une perspective écoféministe*. Éditions La Lenteur.
- Berger, Mathieu, et Julien Charles. 2014. « Persona non grata. Au seuil de la participation ». *Participations* 9(2):5-36.
- Biehl, Janet, et M. Bookchin. 1998. « Le municipalisme libertaire ». *Montréal, Écosociété* 126.
- Blatrix, Cécile. 2002. « Devoir débattre. Les effets de l'institutionnalisation de la participation sur les formes de l'action collective ». *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 15(57):79-102.
- Blondiaux, Loïc, et Jean-Michel Fourniau. 2011. « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie: beaucoup de bruit pour rien? » *Participations* 1(1):8-35.
- Bonzi, Bénédicte. 2023. *La France qui a faim: Le don à l'épreuve des violences alimentaires*. Seuil.
- Bourg, Dominique, et Kerry Whiteside. 2010. « Vers une démocratie écologique ». *Le citoyen, le savant et le politique* 34:72.
- Braconnier, Céline, et Jean-Yves Dormagen. 2020. « Une démocratie de l'abstention ? » P. 151-63 in *La Démocratie, Petite bibliothèque*. Auxerre: Éditions Sciences Humaines.
- Bricas, Nicolas, Damien Conaré, et Marie Walser. 2021. *Une écologie de l'alimentation*. éditions Quae.
- Caillavet, France, Nicole Darmon, Christophe Dubois, Catherine Gomy, Doudja Kabèche, Dominique Paturel, et Marlène Pérignon. 2021. « Vers une sécurité alimentaire durable: enjeux, initiatives et principes directeurs ». *Terra Nova*.
- Callon, Michel. 1986. « Éléments pour une sociologie de la traduction: la domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc ». *L'Année sociologique (1940/1948-)* 36:169-208.

- Cardon, Philippe, Thomas Depecker, et Marie Plessz. 2023. *Sociologie de l'alimentation-2e éd.* Armand Colin.
- Carrel, Marion. 2013. *Faire participer les habitants?: citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires.* ENS éditions.
- Carrel, Marion. 2018. « Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation »: *Vie sociale* n° 19(3):27-34. doi:10.3917/vsoc.173.0027.
- Chanial, Philippe. 2014. « Don et care: une perspective anthropologique ». *Recherche et formation* (76):51-60.
- Chiffolleau, Yuna, Grégori Akermann, Dominique Paturel, et Julien Noël. 2023. « Des circuits courts à la sécurité sociale de l'alimentation : économies concrètes et récit politique pour la solidarité alimentaire ». *Lien social et Politiques* (90):310-29. doi:10.7202/1105099ar.
- Chiffolleau, Yuna, Dominique Paturel, Estelle Bienabe, Sarah Millet-Amrani, Grégori Akermann, et Catherine Neveu. 2022. « La construction sociale de la démocratie alimentaire: quels enjeux pour la recherche? »
- Coderey, Lilou, et Sophie Nietlispach. 2024. « Alimentation issue de l'agriculture biologique versus conventionnelle: Quelle association avec la survenue de cancers en Europe? »
- Da Silva, Nicolas. 2023. *La bataille de la Sécu: Une histoire du système de santé.* La fabrique éditions.
- De Pelsmacker, Patrick, Liesbeth Driesen, et Glenn Rayp. 2005. « Do consumers care about ethics? Willingness to pay for fair-trade coffee ». *Journal of consumer affairs* 39(2):363-85.
- Degavre, Florence, et Andreia Lemaître. 2008. « Approches substantives de l'économie: des outils pour l'étude des organisations d'économie sociale ». *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy* (38).
- Demoulin, Jeanne, et Marie-Hélène Bacqué. 2019. « Les conseils citoyens, beaucoup de bruit pour rien? » *Participations* 24(2):5-25.
- Descola, Philippe. 2007. « À propos de Par-delà nature et culture ». *Tracés. Revue de sciences humaines* (12):231-52.
- Dewey, John. 2010. « Le public et ses problèmes ».
- Dobson, Andrew, Sherilyn MacGregor, Douglas Torgerson, et Michael Saward. 2009. « Trajectories of green political theory ». *Contemporary political theory* 8(3):317-50.
- Donzelot, Jacques, et Renaud Epstein. 2006. « Démocratie et participation: l'exemple de la rénovation urbaine ». *Esprit* (7):5-34.
- Dormagen, Jean-Yves, et Céline Braconnier. 2007. *La démocratie de l'abstention: aux origines de la démobilisation dans les milieux populaires.* Paris: Gallimard.
- Drique, Marie, Astrid Aulanier, Mélanie Théodore, Clément Coulet, et Jean Merckaert. 2024. *L'injuste prix de notre alimentation.* Paris: Secours Catholique - Caritas France, Réseau

CIVAM, Solidarités Paysans, Fédération française des diabétiques. <https://www.secoures-catholique.org/sites/default/files/03-Documents/RAP-CoutCache2024BD.pdf>.

Dryzek, John S. 1995. « Political and ecological communication ». *Environmental politics* 4(4):13-30.

El Golli, Wassim. 2010. « Pascale Molinier, Sandra Laugier, Patricia Paperman (dir.), Qu'est-ce que le care ? Souci des autres, sensibilité, responsabilité, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2009, 298 p. ; et Joan Tronto, Un monde vulnérable. Pour une politique du care, Paris, La Découverte, 2009 (Textes à l'appui/Philosophie pratique), 240 p., index. » *Revue française de science politique* Vol. 60(3):V-V. doi:10.3917/rfsp.603.0588e.

Emin, Sandrine, et G r me Guibert. 2009. « Mise en œuvre des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) dans le secteur culturel. Diversités entrepreneuriales et difficultés managériales ». *Innovations* 30(2):71-97.

FAO. 2025. *L' tat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Booklet*. Rome, Italie. <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd6015fr>.

Ferrand-Bechmann, Dan. 2004. « Militantisme, bénévolat et engagement ». *Les bénévoles et leurs associations: autres réalités, autre sociologie* 13-26.

Fraser, Nancy. 2004. « Justice sociale, redistribution et reconnaissance ». *Revue du MAUSS* 23(1):152-64.

Friedlingstein, Pierre, Matthew W. Jones, Michael O'Sullivan, Robbie M. Andrew, Dorothee CE Bakker, Judith Hauck, Corinne Le Quéré, Glen P. Peters, Wouter Peters, et Julia Pongratz. 2022. « Global carbon budget 2021 ». *Earth system science data* 14(4):1917-2005.

Galipaud, L. 2020. « Le Dépôt centre communautaire d'alimentation : renforcer l'action sociale pour initier des changements politiques ». P. 137-44 in *JIPAD 2020*. Montpellier: Chaire UNESCO Alimentation du Monde.

Garrau, Marie. 2023. « Le care, théories et pratiques ». *Revue des politiques sociales et familiales* 146147(1):181-83.

Gerber, Pierre J., Henning Steinfeld, Benjamin Henderson, Anne Mottet, Carolyn Opio, Jeroen Dijkman, Alessandra Falcucci, et Giuseppe Tempio. 2013. *Tackling climate change through livestock: a global assessment of emissions and mitigation opportunities*. Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Gilligan, Carol. 1995. « Moral orientation and moral development [1987] ». P. 31-46 in *Justice and care*. Routledge.

Godelier, Maurice. 1978. « La Part idéelle du réel: Essai sur l'idéologique ». *L'Homme* 18(3/4):155-88.

Godelier, Maurice. 2000. « Aux sources de l'anthropologie économique ». *Socio-anthropologie* (7).

Golay, Christophe. 2024. « Le droit à l'alimentation à Genève: pour une transition juste vers des systèmes alimentaires durables ».

- Graeber, David. 2023. *Possibilités: essais sur la hiérarchie, la rébellion et le désir*. Rivages.
- Granchamp, Laurence, Claire Lamine, Guy El Karim Berthomé, Martina Tuscano, et Morgan Jenatton. 2023. « Démocratie alimentaire et approches sensibles dans la transition écologique ». *Lien social et Politiques* (90):377-99.
- Gudynas, Eduardo. 2014. « Buen vivir ». P. 201-4 in *Degrowth*. Routledge.
- Guthman, Julie. 2008. « “If they only knew”: Color blindness and universalism in California alternative food institutions ». *The professional geographer* 60(3):387-97.
- Hassanein, Neva. 1999. *Changing the way America farms: Knowledge and community in the sustainable agriculture movement*. Vol. 12. U of Nebraska Press.
- Hassanein, Neva. 2003. « Practicing food democracy: a pragmatic politics of transformation ». *Journal of Rural Studies* 19(1):77-86. doi:10.1016/S0743-0167(02)00041-4.
- Hayek, Matthew N., Helen Harwatt, William J. Ripple, et Nathaniel D. Mueller. 2021. « The carbon opportunity cost of animal-sourced food production on land ». *Nature Sustainability* 4(1):21-24.
- Henderson, Elizabeth. 1998. « Rebuilding local food systems from the grassroots up ». *Monthly Review* 50(3):112.
- Hinrichs, C. Clare. 2000. « Embeddedness and local food systems: notes on two types of direct agricultural market ». *Journal of rural studies* 16(3):295-303.
- Honneth, Axel. 2000. « La lutte pour la reconnaissance ».
- Ibos, Caroline. 2019. « Éthiques et politiques du care. Cartographie d’une catégorie critique ». *Clio. Femmes, Genre, Histoire* n° 49(1):181-219. doi:10.4000/clio.16440.
- Ingold, Tim. 2012. « Culture, nature et environnement ». *Tracés. Revue de sciences humaines* (22):169-87.
- INSEE. 2021. « Suivi quantitatif de l’aide alimentaire » [Statistiques]. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5411050>.
- Jamieson, Dale. 2008. *Ethics and the environment: An introduction*. Cambridge University Press.
- Johnston, Josée. 2008. « The citizen-consumer hybrid: ideological tensions and the case of Whole Foods Market ». *Theory and society* 37(3):229-70.
- Johnston, Josée, Alexandra Rodney, et Michelle Szabo. 2012. « Les gens bien mangent bien: comprendre le répertoire culturel de l’alimentation éthique ». *IdeAs. Idées d’Amériques* (3).
- Jonsson, Urban. 1988. « The socio-economic causes of hunger ». *Food as a human right, eds. A. Eide, W. Barth Eide, S. Goonatilake, J. Gussow, and J. Omawale* 28-35.
- Kloppenbergh, James T. 1996. « Pragmatism: An old name for some new ways of thinking? » *The Journal of American History* 83(1):100-138.

- Lamine, Claire. 2011. « Transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux ». *Pour* 212(5):129-36.
- Lamine, Claire, Sibylle Bui, et Guillaume Ollivier. 2015. « Pour une approche systémique et pragmatique de la transition écologique des systèmes agri-alimentaires » édité par J.-F. Côté. *Cahiers de recherche sociologique* (58):95-117.
- Lamine, Claire, et Yuna Chiffolleau. 2016. « Reconnecter agriculture et alimentation dans les territoires : dynamiques et défis ». *Pour* 232(4):225-32. doi:10.3917/pour.232.0225.
- Lang, Tim. 2005. « Food Control or Food Democracy? Re-Engaging Nutrition with Society and the Environment ». *Public Health Nutrition* 8(6a):730-37. doi:10.1079/PHN2005772.
- Larrère, Catherine. 2010. « Les éthiques environnementales ». *Natures Sciences Sociétés* Vol. 18(4):405-13.
- Larrère, Catherine, et Raphaël Larrère. 2018. *Penser et agir avec la nature: une enquête philosophique*. La découverte.
- Laville, Jean-Louis. 2019. *Réinventer l'association: contre la société du mépris*. Desclée De Brouwer.
- Le Velly, Ronan, et Dominique Paturel. 2013. « Des circuits courts pour l'aide alimentaire? Hybridation de régulations dans un marché expérimental en Languedoc-Roussillon ». *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement-Review of agricultural and environmental studies* 94(4):443-65.
- Leclercq, Benjamin, et Jeanne Demoulin. 2018. « Promouvoir la «citoyenneté» dans les quartiers populaires: les professionnels du développement social urbain à l'épreuve des enfants et des jeunes ». *Lien social et Politiques* (80):171-89.
- Lejeune, Caroline, et Gérald Hess. 2020. « L'expérience vécue de la nature : un levier pour transformer le politique dans un monde fini ». *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* (Hors-série 32). doi:10.4000/vertigo.27457.
- Léraud, Inès. 2024. *Champs de bataille: l'histoire enfouie du remembrement*. Delcourt.
- Les Greniers D'abondance. 2022. *Qui veille au grain ? Du consensus scientifique à l'action publique*. <https://publications.resiliencealimentaire.org/index.html>.
- Levionnois, Sébastien. 2025. « Quatre expérimentations de SSA en Occitanie passées à la loupe ». *DARD/DARD* N° 12(1):44-57. doi:10.3917/dard.012.0044.
- Liénard, Yves-Alain. 2016. « Du service public au service citoyen: la Scic, un statut adapté à cette ambition ». *RECMA* 340(2):65-76.
- Lowenhaupt Tsing, Anna. 2017. « Le champignon de la fin du monde, sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme ». *La Découverte, Paris*.
- Lozano-Cabedo, Carmen, et Cristóbal Gómez-Benito. 2017. « A theoretical model of food citizenship for the analysis of social praxis ». *Journal of Agricultural and Environmental Ethics* 30(1):1-22.

- Margado, Alix. 2002. « SCIC, société coopérative d'intérêt collectif ». *Revue internationale de l'économie sociale* (284):19-30.
- Margado, Alix. 2005. « La SCIC, une coopérative encore en devenir ». *Revue internationale de l'économie sociale* (295):38-49.
- Maurel, Christian. 2010. *Éducation populaire et puissance d'agir: les processus culturels de l'émancipation*. Harmattan. Le travail du social.
- Mies, Maria, et Veronika Bennholdt-Thomsen. 2001. « Defending, reclaiming and reinventing the commons ». *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement* 22(4):997-1023.
- Patel, Raj, et Jason W. Moore. 2018. *Comment notre monde est devenu cheap. Une histoire inquiète de l'humanité*. Flammarion.
- Pateman, Carole. 1970. *Participation and Democratic Theory*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Paturel, Dominique. 2021. « Le droit à l'alimentation durable en démocratie ». *Vie sociale* 36(4):163-67.
- Paturel, Dominique. 2023. « L'engagement démocratique pour reprendre la main sur l'évolution des systèmes alimentaires : l'exemple français ». *Revue Organisations & territoires* 31(3):63-74. doi:10.1522/revueot.v31n3.1520.
- Paturel, Dominique, et Yuna Chiffolleau. 2014. « Circuits courts et cohésion sociale : au-delà du mythe, de nouvelles évidences. »
- Plumwood, Val. 2021. *Dans l'oeil du crocodile: l'humanité comme proie*. Wildproject.
- Prugh, Thomas, Robert Costanza, et Herman Daly. 2000. « The local politics of global sustainability ».
- Pruvost, Geneviève. 2007. *Profession: policier. Sexe: féminin*. Vol. 28. Les Editions de la MSH.
- Pruvost, Geneviève. 2021. *Quotidien politique: Féminisme, écologie, subsistance*. La découverte.
- Pruvost, Geneviève. 2022. « La démocratie du faire ». *Expérimentations démocratiques: Pratiques, institutions, imaginaires* 29-42.
- Renault, Emmanuel. 2004. *L'expérience de l'injustice: reconnaissance et clinique de l'injustice*. La découverte Paris.
- Renting, Henk, Markus Schermer, et Adanella Rossi. 2012. « Building Food Democracy: Exploring Civic Food Networks and Newly Emerging Forms of Food Citizenship ». *The International Journal of Sociology of Agriculture and Food* 19(3):289-307. doi:10.48416/ijaf.v19i3.206.
- Rio, Nicolas, et Manon Loisel. 2024. *Pour en finir avec la démocratie participative*. Textuel.

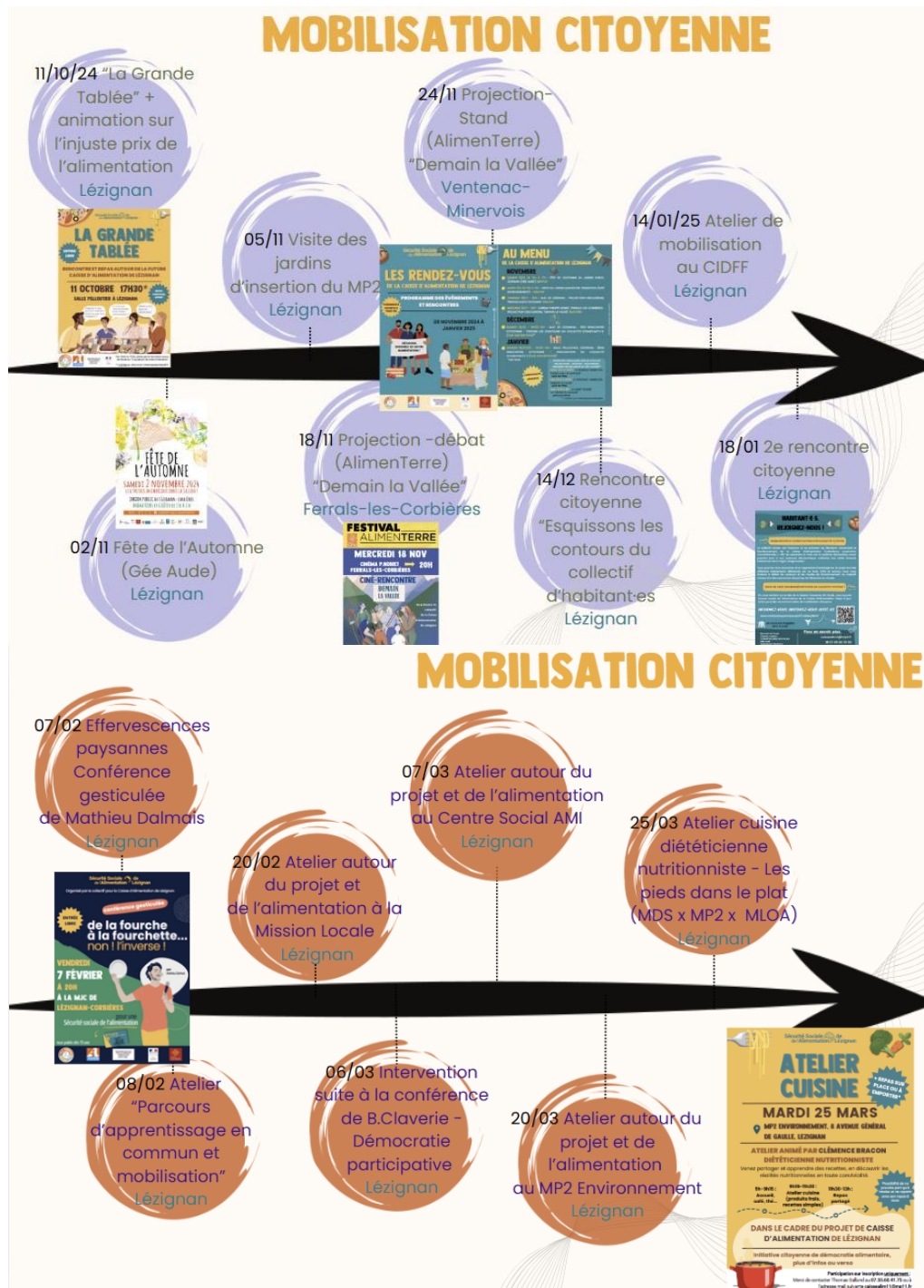
- Rymarsky, Christophe, et Marie-Cécile Thirion. 1997. *La faim cachée: l'aide alimentaire en France*. ECLM.
- Sahlins, Marshall. 1969. « Economic anthropology and anthropological economics ». *Social Science Information* 8(5):13-33.
- Scherer, Pauline. 2018. « La solidarité alimentaire de proximité comme espace d'expérimentation démocratique et vecteur d'émancipation. Recherche-action au sein du Secours Populaire Français en Occitanie ». *Forum* 153(1):28-34. doi:10.3917/forum.153.0028.
- Scherer, Pauline. 2021. « La recherche-action: un processus d'analyse et de transformation sociale pour l'accès à l'alimentation durable ». *Lepiller, O., Lepiller, O., Fournier, T., et Bricas, N., Méthodes d'investigation de l'alimentation et des mangeurs, Éditions Quae* 201-14.
- Scherer, Pauline. 2022. « Expression et développement de formes de citoyenneté alimentaire : vers des "communs alimentaires" ? »
- Scheromm, Pascale, Annabel Rixen, Lucette Laurens, et Christophe-Toussaint Soulard. 2020. « Les acteurs publics locaux et l'écologisation de l'agriculture. Entre territorialisation de l'agroécologie et écologisation des territoires ». *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie* 11(1).
- Schlosberg, David. 2012. « Climate Justice and Capabilities: A Framework for Adaptation Policy ». *Ethics & International Affairs* 26(4):445-61. doi:10.1017/S0892679412000615.
- Scognamiglio, Typhanie, et Marion Carrel. 2022. « La participation citoyenne: définitions, méthodologies et état des lieux ». *Action publique. Recherche et pratiques* 13(1):6-14.
- Simonet, Maud. 2018. *Travail gratuit: la nouvelle exploitation?* Éditions textuel.
- Soichot, Marine-Péroline. 2025. *Guide de déconstruction du sexisme au travail: Pour en finir avec les inégalités de genre*. Pearson.
- Stépanoff, Charles. 2024. *L'animal et la mort: chasses, modernité et crise du sauvage*. la Découverte.
- Tarragoni, Federico. 2014. « Le peuple spectateur et l'émancipation démocratique: sur la sensibilité populiste en littérature ». *Raison publique* 19(2):199-222.
- Toubon, Jacques. 2018. *Rapport annuel d'activité. Officiel*. Paris: Défenseur des Droits. [https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/2023-10/ddd\\_rapport-annuel-2017\\_20180410.pdf](https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/2023-10/ddd_rapport-annuel-2017_20180410.pdf).
- Traïni, Christophe, et Loïc Blondiaux. 2018. *La démocratie des émotions. Dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*. Presses de Sciences Po.
- Tronto, Joan. 2009. « Care démocratique et démocraties du care ». *Qu'est-ce que le care* 35-55.

Zask, Joëlle. 2008. « Le public chez Dewey : une union sociale plurielle ». *Tracés. Revue de Sciences humaines* (15):169-89. doi:10.4000/traces.753.

Zielinski, Agata. 2010. « L'éthique du care. Une nouvelle façon de prendre soin ». *Études* Tome 413(12):631-41. doi:10.3917/etu.4136.0631.

# Annexes

## Annexe 1 : Phase de mobilisation du projet de Caisse d'alimentation de Lézignan-Corbières.



**Annexe 2. Compte-rendu d'observation renseigné après chaque séance avec le collectif d'habitant·es**

<b>Date et lieu du comité</b>	
<b>Thématiques de la réunion</b>	
<b>Intervenant·es</b>	
<b>Type de contenu : apport de connaissance extérieur, débat, travail de groupe, prise de décision...</b>	
<b>Ordre du jour</b>	
<b>Commentaires et faits marquants</b>	
<b>Discussions pré-réunions</b>	

<b>Liste des présent·es</b>	<b>Commentaires sur la participation générale et l'attitude</b>

<b>Sujets abordés sur le fond</b>		
<b>Mots clés</b>	<b>Appropriation des sujets par les participant·es</b>	<b>Placement et rôle de (ML) et (TG)</b>

### Annexe 3. Grille d'entretien soumises à 15 participant·es

Catégories d'observation	Objectifs de recherche	Questions principales	Relances
<b>THEME A. Parcours de vie (QUI, POURQUOI ?)</b>			
<b>Profil de base de la personne</b>	<p>Connaître le background socio-professionnel de la personne, percevoir ses valeurs humaines</p> <p>Identifier une potentielle période ou proximité avec la précarité, avec le lien social et la convivialité.</p>	<p>Données socio-démocratiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau de diplôme</li> <li>- Âge</li> <li>- Composition du foyer</li> </ul> <p>Pouvez-vous vous présenter succinctement, vous habitez où ?</p> <p>Ça fait longtemps que vous habitez dans le coin ? Vous avez de la famille ici ?</p>	<p>Qu'est-ce que vous faites dans la vie ?</p> <p>Qu'est-ce qui vous a amené à faire ça ? Pourquoi vous faites ce métier ?</p>
<b>Rapport à l'alimentation et au territoire</b>	<p>Comprendre la situation alimentaire de la personne</p> <p>Comprendre la position socio-culturelle de l'individu par rapport à l'alimentation (répertoire culturel)</p> <p>Mesurer le degré de conscience du système alimentaire</p>	<p>Comment se passe l'alimentation chez vous ? Est-ce que vous cuisinez ? Vous faites les courses ?</p> <p>Est-ce que vous avez un jardin/potager/vous allez glaner (autres pratiques d'appro) ?</p> <p>Est-ce que l'alimentation est importante pour vous ?</p> <p>Qu'est-ce qu'elle sous-entend pour vous ?</p> <p>Que signifie l'alimentation éthique pour vous ?</p> <p>Quelle est la prépondérance de la localité dans l'alimentation ? Du bio ?</p> <p>Etes-vous en lien avec la vie locale ?</p> <p>Pourquoi ? Qu'est-ce qui "est important" ?</p>	<p>Est-ce que vous avez l'habitude d'inviter du monde chez vous ? D'aller dans des fêtes où les repas sont partagés ?</p> <p>Est-ce que vous aimeriez faire des changements/améliorations dans vos habitudes d'achats alimentaires ? Pouvez-vous manger tous les aliments que vous souhaitez à la qualité que vous souhaitez ?</p>

<p><b>Engagement</b></p>	<p>Percevoir la fibre militante et engagée de la personne, connaître son lien avec le "commun"          Identifier la conscience politique générale et celle du système alimentaire</p>	<p>Que ce soit durant votre jeunesse ou après, vous avez fait partie d'un mouvement, d'une asso ? Comment ça vous est venu ?  <b>Quelle est votre vision de l'engagement (dans une asso, un mouvement, un projet commun) et quel est le point important pour qu'un engagement soit positif ?</b>          Est-ce que vous avez l'habitude de voter, de suivre les élections, les débats télévisés, qu'est-ce que vous en pensez ?          Qu'est-ce que le mot "commun" vous évoque ? Etes-vous familier avec ce terme ?  <b>Quelle relation avez-vous avec l'éducation populaire ?</b></p>	<p>Est-ce que cette fibre vous a porté dans votre vie ? A-t-elle toujours été présente ?          Si vous travaillez pour une asso, considérez-vous cela comme un engagement militant ?          Allez-vous dans des manifestations ? Est-ce qu'il y a eu un moment dans les dernières années où vous vous êtes mobilisés plus que d'habitude ?  <b>Quelle est la place de la convivialité ?</b></p>
<p><b>Connaissances</b></p>	<p>Connaître le niveau de connaissances sur le système alimentaire, sur la SSA, le fonctionnement de l'État social, savoir si la personne est éclairée sur le sujet</p>	<p>Avant de débiter, est-ce que la notion de système alimentaire était claire ou était présente dans vos réflexions ?          Comment vous vous le représentez ?          Aviez-vous une idée du fonctionnement du système alimentaire ?          Est-ce que le parcours d'apprentissage est une opportunité pour vous ?</p>	<p>Que cherchez-vous à travers les interventions durant le PAC ?          Qu'est-ce qui, pour vous, permettrait de pallier les manques d'informations des gens ?</p>

## THEME B. Participation à l'expérimentation (QUOI, COMMENT ?)

<p><b>Mobilisation pour intégrer le collectif</b></p>	<p>Comprendre ce qui a permis la mobilisation concrète pour entrer dans le projet, les motivations et les craintes</p>	<p>Comment avez-vous entendu parler du projet ?          Qu'est-ce qui a fait que vous avez poussé les portes de l'évènement (motivations) ?          Qu'est-ce qui vous fait rester dans ce projet ?          Quelles sont vos attentes et/ou inquiétudes au début de l'expérimentation ?</p>	<p>Qu'êtes-vous venus chercher ?          Qu'est-ce qui vous a fait remplir le petit questionnaire avant le 12 avril ?</p>
<p><b>Ressenti personnel, appropriation</b></p>	<p>Comprendre comment la personne conçoit le projet, comment il lui apparaît</p>	<p>Pour vous, de quel œil voyez-vous ce projet ? Quels adjectifs vous utiliseriez pour le décrire succinctement si vous deviez le présenter à des proches ?          Quelle importance vous lui accordez ?          Qu'est-ce qu'il fait résonner en vous (valeurs, vécu...) ?          Vous sentez-vous participer pleinement à ce projet ?          Quels sont pour vous les principaux objectifs de ce projet ? (ceux qui vous semblent important)</p>	<p>Parlez-vous de votre participation autour de vous ?          Ce projet est-il politique selon vous ?</p>
<p><b>Processus démocratiques</b></p>	<p>Comprendre les postures adoptées par la personne lors des rencontres, animations.          Capturer comment sont reçus les modalités d'éducation populaire.          Comprendre la perception d'une dynamique collective.          Déterminer si les gens peuvent s'approprier des modalités démocratiques.</p>	<p>Est-ce que vous retenez un moment, une chose, une émotion en particulier ? une anecdote ? lors de ces rencontres          Comment percevez-vous la dimension "collective" du projet, que vous êtes plusieurs ?          Vous sentez-vous à l'aise dans ce groupe ainsi formé ? Vous y trouvez votre place ?          Comment vivez-vous les animations, le cadre de confiance, la participation, le fonctionnement général de votre groupe ?          Comment trouvez-vous les prises de décision au sein du groupe, le respect des uns et des autres ?</p>	<p>Est-ce que la diversité des profils (paysans, urbains, engagés ou non, renseignés ou non...) est, selon vous, un frein ou un levier ?          Avez-vous tissé des liens avec certains membres déjà ? Pourquoi ? Qu'est-ce qui a permis ça ? Ou empêche de le permettre au contraire ?          Êtes-vous à l'aise de prendre la parole dans votre groupe, d'exprimer un avis et/ou un désaccord ? Est-ce qu'il y a des moments plus propices pour vous ?          Comment gérez-vous lorsque vous n'êtes pas d'accord avec certains ou avec le groupe ?          Est-ce que c'est votre 1ère fois où vous interagissez</p>

			<p>comme ça avec des gens ?  Comment vous le vivez ? Est-ce que ça vous inspire ?</p>
<p><b>Émancipation et suite</b></p>	<p>Voir l'effet des premières séances sur un positionnement politique, sur une idée plus précise du projet et de la SSA en générale. Saisir les leviers et freins à faire perdurer la motivation à participer des gens</p>	<p>Quel regard portez-vous sur les premières séances jusque-là ? Des attentes ou craintes ? Qu'est-ce qui vous fait rester dans ce projet malgré ces points négatifs ? Arrivez-vous à vous imaginer la Caisse d'ici quelques mois ? Sentez-vous que c'est "votre" projet ? Comment vous vous l'appropriiez ?</p>	<p>Est-ce que votre regard sur la SSA a changé depuis le départ ?</p> <p>Comment sentez-vous les étapes à venir, la future Caisse ?</p>

## Résumé

Ce stage de six mois s'inscrit dans l'analyse et l'accompagnement de la Caisse d'alimentation de Lézignan-Corbières, petite ville d'un territoire rural du sud de la France (Aude, 11). C'est un dispositif de démocratie alimentaire d'innovation sociale et politique qui vise le respect du droit à l'alimentation choisie, saine et durable pour toutes et tous ainsi qu'un revenu juste et équitable pour les paysan·nes. Dans une démarche de recherche-action où des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de 15 personnes en plus d'un questionnaire et de séances d'observation participante, l'approche ethnographique a été utilisée pour aider à comprendre les motivations et les intérêts qu'une diversité de publics a de participer à de telles expérimentations de démocratie alimentaire.

En effet, cela nécessite des analyses fines et situées relevant des cadres théoriques en anthropologie environnementale, sociologie pragmatique et de la participation afin de déterminer comment ces processus démocratiques sont créés, par et pour qui, quels sont ses effets pour parvenir à une transformation sociale qui fait de l'alimentation et ses systèmes un commun au sein d'un projet de société résilient, juste et durable. Mes missions se sont concentrées sur la phase d'élaboration et la mise en place du Parcours d'Apprentissage en Commun afin d'observer, co-animer et analyser en quoi ces processus démocratiques d'interconnaissances via l'éducation populaire permettent ou non les conditions d'émergence du pouvoir d'agir des participant·es, voire de l'émancipation politique pour certain·es.

Mots-clés : démocratie alimentaire ; anthropologie environnementale ; sociologie pragmatique ; sociologie de la participation ; éducation populaire ; pouvoir d'agir ; émancipation politique.

## Abstract

This six-month placement involves analysing and supporting the “Caisse d'alimentation” in Lézignan-Corbières, a small town in a rural area of southern France (Aude, 11). This is a socially and politically innovative food democracy scheme that aims to ensure respect for the right to food that is chosen, healthy and sustainable for everyone, as well as a fair and equitable income for farmers. In an action-research approach, an ethnographic method was used to understand the motivations and interests that a diversity of publics have in getting involved in such experiments in food democracy. All the organisational and reflexive practices involved in these innovative schemes are recent developments in food democracy. This requires detailed, site-specific analyses based on theoretical frames such as environmental anthropology and pragmatic sociology as well as participation sociology, in order to determine how these democratic processes are created, by whom and for whom, and what effects they have in achieving a social transformation that makes food and its systems a common feature of a resilient, fair and sustainable social project. My work focused on the development and implementation of the Common Learning Path, with a view to observing, co-facilitating and analysing the extent to which these democratic processes of inter-knowledge via popular education tools create the conditions for the emergence of people empowerment, even political emancipation for some participants.

Key words : Food democracy ; environmental anthropology ; pragmatic sociology ; participation sociology ; popular education ; empowerment ; political emancipation.